



**OMD actu**

**Volume 1  
2025**



# SOMMAIRE

## 1. Technologie et innovation douanière

- L'OMD lance le portail communautaire Douanes intelligentes pour combler les écarts en matière d'adoption des technologies de rupture – p.4
- Comment l'intelligence artificielle et l'Internet industriel des objets (IIoT) peuvent changer la donne pour la maintenance des systèmes à rayons X – p.115
- L'IA au cœur des priorités de la Douane allemande – p.108
- La Douane brésilienne lance une application de formation en réalité virtuelle – p.103

## 2. Performance et gestion des risques

- Principaux enseignements tirés du premier cycle du mécanisme de mesure de la performance – p.7
- Promouvoir la gestion des risques - derniers faits intervenus dans les travaux de l'OMD – p.11
- Surmonter le défi de l'enclavement - le cas de la Bolivie – p.41
- Évaluer l'effet des activités de l'OMD - d'anciens participants au Programme de bourses de l'OMD reviennent sur leur expérience – p.18

## 3. Formation et renforcement des capacités

- Créer des capacités de formation durables et autonomes - aperçu des réalisations du programme de maîtres formateurs OMD/JICA – p.14
- Nouveau programme de certification professionnelle de la Douane saoudienne pour les douaniers travaillant aux points d'entrée – p.85
- La formation révolutionnaire de la ZATCA basée sur la réalité virtuelle – p.89

## 4. Facilitation des échanges et conformité

- Une douane qui concrétise ses engagements en matière d'efficacité, de sécurité et de prospérité – p.26

- Appuyer l'exportation des envois de faible valeur - le Portugal lance un processus novateur de demande d'exonération de la TVA – p.30
- Appuyer les opérateurs respectueux des lois - Bahreïn lance son programme de conformité pour s'assurer que les PME profitent des mesures de facilitation – p.79
- La Bulgarie déploie ses nouveaux systèmes de gestion des données pour renforcer ses capacités de surveillance et d'inspection – p.100

## **5. Lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière**

- Contrebande de cigarettes - comment l'Ouzbékistan a réussi à renverser la vapeur – p.34
- Engagée en faveur de la reddition de comptes et de la transparence - comment la Zambia Revenue Authority tire parti du mécanisme de mesure de la performance de l'OMD – p.47
- Booster la lutte contre le commerce illicite - voyage au cœur de l'Opération HALCOMI au Cameroun – p.51
- Sécuriser les flux de passagers - la Douane indonésienne renforce sa capacité d'analyse des données RPCV et PNR – p.56
- Lutter contre le blanchiment de capitaux basé sur le commerce (BCC) - la démarche du gouvernement britannique – p.61
- Pourquoi les appareils de détection des vapeurs sont un outil clé dans la lutte contre les drogues – p.120
- Recycler les produits de contrefaçon - enseignements tirés, défis et perspectives – p.94

## **6. Coopération douanière et commerce international**

- Collaborer avec les entreprises pour créer un environnement commercial sûr et favorable - la Douane nigériane lance son programme d'OEA – p.68
- Le Kenya et l'Ouganda s'attaquent au défi que représente l'échange d'images fournies par les scanners – p.111

## **7. Modernisation des douanes**

- Récupérer les recettes éludées - les dernières avancées des Bahamas – p.74
- La douane française fait évoluer ses moyens de communication opérationnels – p.82

# Bienvenue sur le portail communautaire Douanes intelligentes

[Other articles in this Edition >>](#) 

## Flash Infos

### L'OMD lance le portail communautaire Douanes intelligentes pour combler les écarts en matière d'adoption des technologies de rupture

5 mars 2025

Par le Secrétariat de l'OMD

Le 18 décembre 2024, l'OMD a lancé une nouvelle [plateforme](#) sur la Toile en vue de faciliter le partage de connaissances sur l'application de solutions technologiques et innovantes permettant de surveiller et de contrôler efficacement les opérations commerciales transfrontalières.

Baptisée « portail communautaire Douanes intelligentes », la plateforme est financée par le Fonds de coopération douanière chinois (FCD-Chine) et représente la pierre angulaire du Projet de l'OMD sur les douanes intelligentes, projet qui vise à combler la brèche numérique entre les Membres de l'OMD.

Le portail est destiné à servir de pôle de diffusion des connaissances et de collaboration pour la mise au point, le déploiement, l'utilisation et la maintenance de diverses technologies et dispositifs, tels que l'intelligence artificielle, les mégadonnées (big data), la biométrie, les chaînes de blocs, l'informatique en nuage, la cartographie géospatiale, l'Internet des objets, la réalité virtuelle, les robots et les drones.

FROM OUR SPONSOR

---



---

Créé en consultation avec les administrations des douanes, le portail se compose d'une section publique et de sections à accès restreint.

- La section accessible au public comprend des informations sur le Projet sur les douanes intelligentes et les autres initiatives, instruments et outils de l'OMD pertinents, ainsi que des liens renvoyant vers des sites web externes et vers les cours d'e-learning.
- La section à accès restreint du portail, qui est réservée aux correspondants nationaux (CN) nommés par les administrations Membres de l'OMD, se divise en plusieurs sous-sections, comme suit :
  - Une section « Contributions des Membres » est dédiée aux travaux de recherche et perspectives des Membres de l'OMD concernant l'adoption des technologies de rupture.
  - Une section « Contributions du Projet » est dédiée aux travaux réalisés dans le cadre du projet : recherches, outils d'auto-évaluation, études de cas et rapports sur l'adoption des technologies.
  - Des forums de discussion sur les technologies phares ainsi que sur des sujets transversaux comme les cadres légaux, la cybersécurité et les technologies vertes.
  - Une section des correspondants nationaux avec les coordonnées de ces derniers. 131 Membres de l'OMD avaient nommé leurs correspondants en date du 10 février 2025.

Le portail ne cesse d'évoluer. Les mises à jour prévues incluent notamment l'ajout d'un espace permettant d'échanger les expériences et constatations sur les meilleures pratiques et sur les difficultés rencontrées en matière d'adoption des technologies.

Les demandes d'accès à la section à accès restreint du portail doivent être envoyées par les correspondants nationaux nommés par les Membres à l'adresse [smartcustoms@wcoomd.org](mailto:smartcustoms@wcoomd.org).

**En savoir +**

[Portail communautaire Douanes intelligentes](#)

[smartcustoms@wcoomd.org](mailto:smartcustoms@wcoomd.org)

[Page web du Projet de l'OMD sur les douanes intelligentes](#)

## OUTIL D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION À L'IA/AA

Un premier outil a déjà été publié pour aider les administrations des douanes à évaluer leur état de préparation à l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) et de l'apprentissage automatique (AA). Le document vise à leur permettre de recenser leurs points faibles, d'envisager de possibles cas d'utilisation et les éventuelles améliorations à apporter, et de renforcer leurs capacités en interne.



Mots clés: [#Technologie](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Flash Infos

### Principaux enseignements tirés du premier cycle du mécanisme de mesure de la performance

5 mars 2025

Par Maka Khvedelidze, Secrétariat de l'OMD

Fin 2023, les administrations membres de l'OMD ont été invitées à participer au premier cycle d'évaluation du [mécanisme de mesure de la performance](#) (MMP) de l'OMD en soumettant des données tirées de l'année calendaire 2022 pour un ensemble de 51 [indicateurs clés de performance \(KPI\)](#) liés à 23 [résultats escomptés](#). 62 administrations<sup>[1]</sup> en tout ont pris part à l'initiative.

L'exercice leur a permis d'autoévaluer à la fois leur performance dans les domaines couverts par le MMP et leur niveau d'utilisation des outils et instruments de l'OMD. Les données relatives aux KPI pour lesquels suffisamment d'informations avaient été fournies ont été agrégées et divulguées dans un [rapport](#) publié en janvier 2025.

#### CONSTATATIONS

Le rapport comprend une série d'éléments et de chiffres intéressants, dont certains sont présentés ci-après.

Le KPI concernant les « Taux de déclarations électroniques » (résultat escompté : Échanges commerciaux dématérialisés) montre que les déclarations électroniques ont été adoptées par un grand nombre de pays participants, quelles que soient leurs caractéristiques (région, géographie, niveau de revenu, type d'administration, etc.), la moyenne des déclarations en douane déposées et traitées par voie électronique atteignant 98,1 %.

---

FROM OUR SPONSOR



**TOUJOURS  
LA BONNE  
DÉCISION**

**Centralisation efficace et  
standardisation de votre gestion  
globale de contrôle des  
exportations - globalement**

**mic**

**Vous voulez de savoir  
plus sur MIC ECM?**



**Contactez nous:**

Tel.: +43 732 778496  
sales@mic-cust.com  
www.mic-cust.com

---

Bien que le KPI sur la « Variation du nombre d'OEA » (résultat escompté : Confiance accrue dans les relations avec le secteur privé) révèle une augmentation dans certaines régions de l'OMD, le KPI « Implication des OEA dans le commerce », qui mesure le pourcentage de la valeur des échanges commerciaux générés par les OEA pour l'importation et l'exportation, reste plutôt bas.

Le KPI « Part des envois de commerce électronique » par rapport à l'ensemble des importations et exportations (résultat escompté : Efficacité accrue du dédouanement et de l'exécution des services dans le cadre du commerce électronique) montre de grandes divergences entre les 24 administrations qui ont fourni des données pour cet indicateur. Si l'on prend en compte le nombre des envois, la part moyenne des envois ayant été recensés comme résultant de transactions effectuées numériquement par le biais d'un réseau informatique s'élève à 50,7 % dans ces pays.

S'agissant du KPI sur le « Degré de maturité de la gestion des risques concernant les marchandises et les passagers » (résultat escompté : Recours accru aux techniques de ciblage et de détection pour les marchandises et les passagers), la plupart des administrations (82,5 %) ont indiqué qu'elles appliquent des techniques de pointe en matière de gestion des risques. Selon le KPI « Ratio des inspections réalisées sur la base de profils de risque par rapport au nombre total d'inspections », en moyenne, 70,2 % des contrôles ont été menés sur la base de profils de risque, ce qui veut dire que le nombre d'inspections effectuées en recourant à des procédures manuelles (contrôles aléatoires, sélections réalisées par les inspecteurs eux-mêmes, pistes d'enquête ou tuyaux, et informations collectées par d'autres services répressifs qui ne sont pas incluses dans le moteur de recherche des risques, etc.) reste relativement élevé.

Le KPI sur le « Ratio de parité des genres » (résultat escompté : Amélioration de l'égalité de genre à tous les niveaux du personnel) met en lumière des différences entre les répondants. Dans la plupart des cas toutefois, les postes de direction sont principalement occupés par des hommes.

Il convient de signaler que, pour certains indicateurs, le volume de données soumises demeure insuffisant pour tirer des conclusions, notamment pour le KPI portant sur la « Maturité du développement des compétences » qui mesure le niveau d'adoption d'un système de RH basé sur les compétences. Plus de 75 % des administrations ayant participé au premier cycle du MMP n'ont pas fourni les données nécessaires à ce titre, ce qui indique que la mise en œuvre d'une telle démarche reste difficile pour elles.

## UTILISATION DES INSTRUMENTS ET OUTILS DE L'OMD

Les administrations participantes ont été invitées à fournir des informations sur leur niveau de connaissance et d'utilisation des instruments et outils de l'OMD en lien avec les KPI. Ces informations ont ensuite été utilisées pour établir de possibles corrélations entre les KPI associés à de bons ou à de mauvais résultats et l'utilisation des normes et des instruments d'orientation de l'OMD.

Les instruments de l'OMD liés aux KPI afférents au recouvrement des recettes enregistrent le plus haut niveau d'utilisation. Ils incluent notamment la Nomenclature du Système harmonisé, les Notes explicatives du SH, le Recueil des avis de classement, les *Directives techniques concernant les décisions anticipées en matière de classement, d'origine et d'évaluation*, et les *Directives relatives à l'infrastructure douanière pour les travaux de classement tarifaire, d'évaluation en douane et de détermination de l'origine*.

76,4% des répondants ont déclaré avoir utilisé le Modèle de données de l'OMD pour numériser leurs déclarations électroniques en douane. Étant donné que le Modèle de données sert de langage commun permettant de faire circuler des données entre différents systèmes de TI et de relier les entités publiques et privées impliquées dans une transaction commerciale au-delà des douanes, des efforts devraient être déployés pour garantir qu'un nombre encore plus grand d'administrations douanières l'utilisent.

Il convient de noter que la faible utilisation de certains instruments de l'OMD pourrait être le signe qu'il faudrait les revoir ou les mettre à jour.

## CERNER LES BESOINS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La participation au MMP a également permis aux administrations des douanes et au Secrétariat de l'OMD de recenser les domaines où il est nécessaire de créer des capacités ou de les renforcer. Les problématiques suivantes ont ainsi été cernées : rendre les programmes d'OEA plus attrayants, numériser les régimes douaniers tout en appliquant les normes de l'OMD, mener des contrôles a posteriori, mettre en place une politique de gestion des ressources humaines basée sur les compétences et élaborer une politique de développement des ressources humaines, garantir l'égalité et la diversité, et mettre en place des bases de données nationales pour établir des statistiques sur les saisies.

## VOIE À SUIVRE

Le prochain cycle du MMP devrait commencer fin 2025.

Il est essentiel de pouvoir compter sur la participation d'un plus grand nombre d'administrations aux prochains cycles du mécanisme de mesure de la performance afin qu'il permette de répondre aux ambitions relatives à l'établissement de valeurs de référence à l'échelon régional ou mondial et de mieux cerner les domaines exigeant un renforcement des capacités. Dans cette optique, l'Équipe de projet chargée du mécanisme de mesure de la performance (EPMP) est en train de revoir certains KPI existants et travaille à l'élaboration de nouveaux indicateurs.

Les administrations qui ont participé au premier cycle du MMP pourront, après le deuxième cycle, mesurer les progrès qu'elles auront réalisés et les effets de l'assistance dont elles auront pu bénéficier dans la foulée.

Les administrations qui n'ont pas encore pris part au premier cycle sont invitées à désigner un/e correspondant/e qui se chargera de gérer l'accès à la plateforme du MMP en ligne au niveau national.

### En savoir +

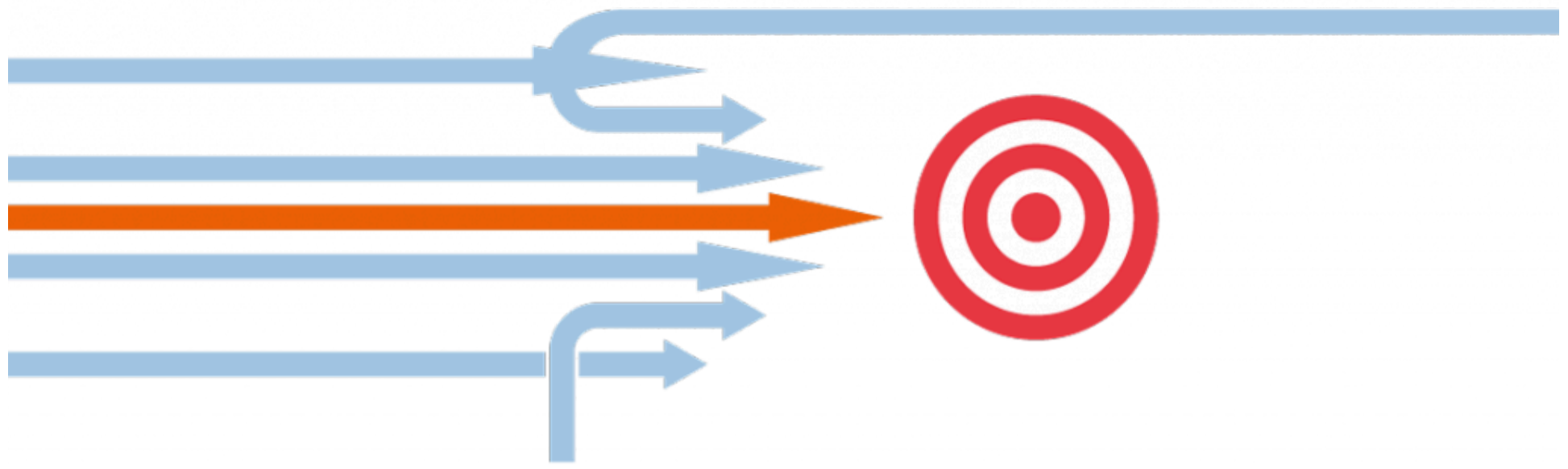
<https://www.wcoomd.org/fr/topics/capacity-building/instrument-and-tools/pmm.aspx>

[1] L'Afrique du Sud, l'Angola, l'Argentine, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, le Belarus, la Belgique, la Bolivie, le Bhoutan, le Brésil, le Burkina Faso, le Burundi, le Canada, la Chine, la Côte d'Ivoire, la république Dominicaine, l'Eswatini, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Jamaïque, la Jordanie, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, la Lituanie, Madagascar, le Malawi, le Mali, Malte, Maurice, le Mexique, le Moldova, la Mongolie, la Namibie, le Niger, la Norvège, la Nouvelle-Zélande,

*l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, le Qatar, le Rwanda, le Salvador, le Sénégal, la Serbie, Singapour, le Sri Lanka, la Tanzanie, le Togo, l'Ukraine, l'Uruguay, le Vietnam, la Zambie et le Zimbabwe.*

---

Mots clés: [#performance](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Flash Infos](#)

### **Promouvoir la gestion des risques : derniers faits intervenus dans les travaux de l'OMD**

5 mars 2025

Par Masanori HIRAKI, gestionnaire de programme, gestion des risques et renseignements, Secrétariat de l'OMD

**L'OMD a mis au point un guide pratique et du matériel de formation afin d'aider les administrations douanières à mettre au point et à maintenir une politique de gestion des risques efficace. Elle a également mis sur pied un vivier solide d'experts qui peuvent venir en aide aux administrations ayant besoin de formateurs.**

#### **RECUEIL SUR LA GESTION DES RISQUES**

Le Recueil sur la gestion des risques, élaboré par le Groupe de travail de l'OMD sur la stratégie mondiale en matière d'information et de renseignement et publié pour la première fois en 2011, fait l'objet de mises à jour en continu.

La dernière édition du Recueil, qui remonte à 2023, inclut de nouvelles sections sur les méthodes de détection d'anomalies dans les données et sur les techniques de nettoyage des données. Elle comprend également des études de cas concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour analyser les volumes sans cesse croissants de données recueillies par les administrations douanières, et sur la façon de combattre les menaces internes aux ports et aux aéroports.

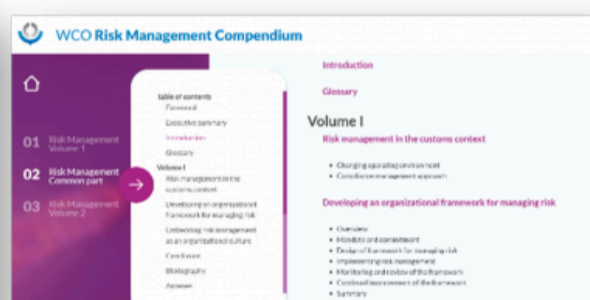
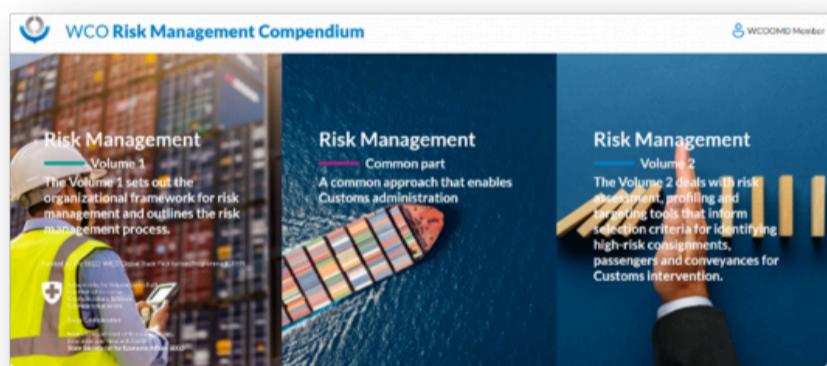
Une nouvelle édition est prévue pour juin 2025. Elle offrira des exemples d'utilisation de l'IA pour analyser automatiquement les images radiographiques des inspections non intrusives et détaillera les techniques de gestion des risques pour les envois postaux et de courrier exprès.

---

FROM OUR SPONSOR

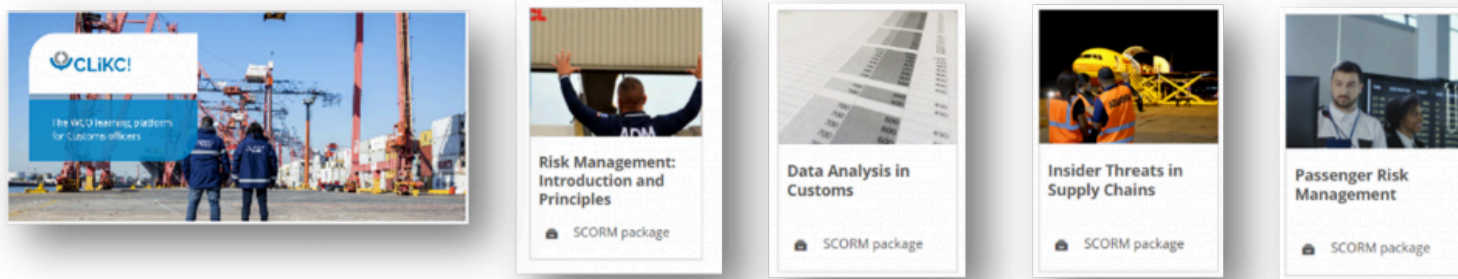


En mai 2024, une [application web](#) a été lancée pour faciliter la consultation du Recueil qui dépasse aujourd'hui les 800 pages. Les représentants des Membres de l'OMD qui souhaitent accéder au volume 2 du Recueil via l'application sont invités à contacter le Secrétariat de l'OMD à l'adresse [riskmanagement@wcoomd.org](mailto:riskmanagement@wcoomd.org).



## FORMATION

En juin 2024, de nouveaux modules d'e-learning sur la gestion des risques ont été ajoutés à la plateforme de formation en ligne CLiKC! de l'OMD. Le premier module est une introduction aux principes fondamentaux de la gestion des risques qui explique comment ces derniers se traduisent dans les opérations du monde réel. Trois autres modules couvrent des sujets plus spécifiques, à savoir l'analyse des données, avec des exercices basés sur un jeu de données tiré de la base de données du Réseau douanier de lutte contre la fraude (CEN) de l'OMD, le contrôle des passagers, avec un accent sur les techniques d'analyse de données et d'interrogatoire, et les menaces émanant de l'intérieur dans le transport maritime et aérien.



## VIVIER D'EXPERTS

Au cours des trois dernières années, le Secrétariat de l'OMD a élargi son vivier d'experts afin de répondre au nombre croissant de demandes d'assistance qu'il reçoit de la part des Membres pour renforcer leurs compétences en matière de gestion des risques. Des ateliers d'accréditation sur la gestion des risques et l'analyse du renseignement ont été organisés pour les douaniers d'Afrique subsaharienne, d'Asie et d'Amérique latine. Tous les experts ont déjà organisé des séances de formation pour leur administration nationale et ont participé aux efforts de renforcement des capacités de l'OMD. Certains experts sont des femmes qui concourent à renforcer la diversité de genre au niveau des postes douaniers en lien avec la gestion des risques.

Eloïse Edwige Dossa, directrice des opérations douanières à la Douane béninoise, est l'une d'elles. Après avoir participé au Programme de maîtres formateurs géré par l'OMD et par l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA), elle a mis au point un module de cours sur la gestion des risques pour l'École nationale de la Douane du Bénin, est devenue membre du comité de sélectivité béninois, a contribué à la définition de la démarche de son administration en matière de renseignement et a formé près de 400 agents. Elle a également participé aux travaux d'élaboration du plan régional de gestion des risques de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aux travaux de détermination des normes et critères communs aux fins de la gestion des risques et de la sélectivité pour les Membres de la CEDEAO, et à la définition des mesures de contrôle et des domaines de vérification prioritaires.

Yesenia Aguilar, experte de la Division du renseignement douanier du Mexique, a non seulement contribué à améliorer les pratiques de gestion des risques au sein de son administration mais a aussi participé à divers programmes de mentorat spécialement conçus pour les femmes. En plus de conduire des formations spécialisées, Yesenia fournit des orientations stratégiques aux femmes qui aspirent à rejoindre la douane ou à devenir des analystes des risques, favorisant ainsi la mise en place d'une équipe douanière plus inclusive et plus qualifiée.

Sreya Hong, spécialiste de la gestion des risques à la Douane du Cambodge, a mené plusieurs cours de formation au sein de son administration et pour le compte du Secrétariat de l'OMD, en particulier pour le Programme sur le contrôle des passagers et du fret géré par l'OMD et l'ONUDC. Elle a également participé à la 20<sup>e</sup> session de l'Académie virtuelle d'orientation douanière (AVOD) en tant que tutrice, offrant des orientations sur la gestion des risques aux nouvelles recrues douanières de quelque 43 pays.

Les douaniers souhaitant devenir experts de l'OMD sont invités à contacter le Secrétariat de l'OMD à l'adresse de courrier électronique ci-dessous.

**En savoir +**  
[riskmanagement@wcoomd.org](mailto:riskmanagement@wcoomd.org)

---

Mots clés: [#Gestion des risques](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Flash Infos

### Créer des capacités de formation durables et autonomes : aperçu des réalisations du programme de maîtres formateurs OMD/JICA

5 mars 2025

Par l'équipe chargée du Projet conjoint OMD-JICA, Direction du renforcement des capacités, Secrétariat de l'OMD

La plupart des administrations des douanes recrutent leur personnel via des concours ouverts. Les candidats sélectionnés sont ensuite formés aux fonctions fondamentales des douanes et affectés à des postes de terrain, où ils peuvent alors se familiariser avec les opérations douanières quotidiennes. Certaines administrations disposent aussi d'un centre de formation dédié à l'apprentissage pratique continu des douaniers tout au long de leur carrière, et quelques-unes ont même conclu des partenariats avec des universités pour mettre au point et dispenser des programmes pédagogiques sur mesure.

Afin de renforcer la capacité de formation des douanes, l'OMD organise notamment des activités de formation de formateurs<sup>[1]</sup>. L'initiative phare dans ce domaine est le Programme de maîtres formateurs (PMF). Lancé par l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) en 2010 et géré en coopération avec l'OMD depuis 2018, ce programme a pour but de permettre aux administrations des douanes de se doter de capacités de formation durables et autonomes dans des domaines douaniers de première importance.

Le PMF formalise une pratique élaborée par des experts de la JICA qui travaillaient sur divers projets de modernisation avec les administrations douanières d'Afrique orientale au début des années 2010. Ces experts s'étaient rendu compte que les douaniers de première ligne ne possédaient pas les compétences et les connaissances suffisantes pour s'acquitter de leurs fonctions, ce qui causait des retards dans la mise en place de nouveaux processus et portait préjudice à la facilitation du mouvement des marchandises dans la région. Pour pallier ce problème, les experts avaient décidé non seulement d'élaborer du matériel pédagogique et de mener des formations sur une base ponctuelle, mais aussi de créer un vivier d'agents capables de former leurs pairs en continu.

---

FROM OUR SPONSOR



strategyObject

Trusted by Over 100 Customs Worldwide.  
Web-Based, AI & Blockchain Solutions.  
Modernizing customs with innovative  
technology designed to increase revenue,  
reduce cost.

Click here to view more on our website  
[www.strategyobject.com](http://www.strategyobject.com)

---

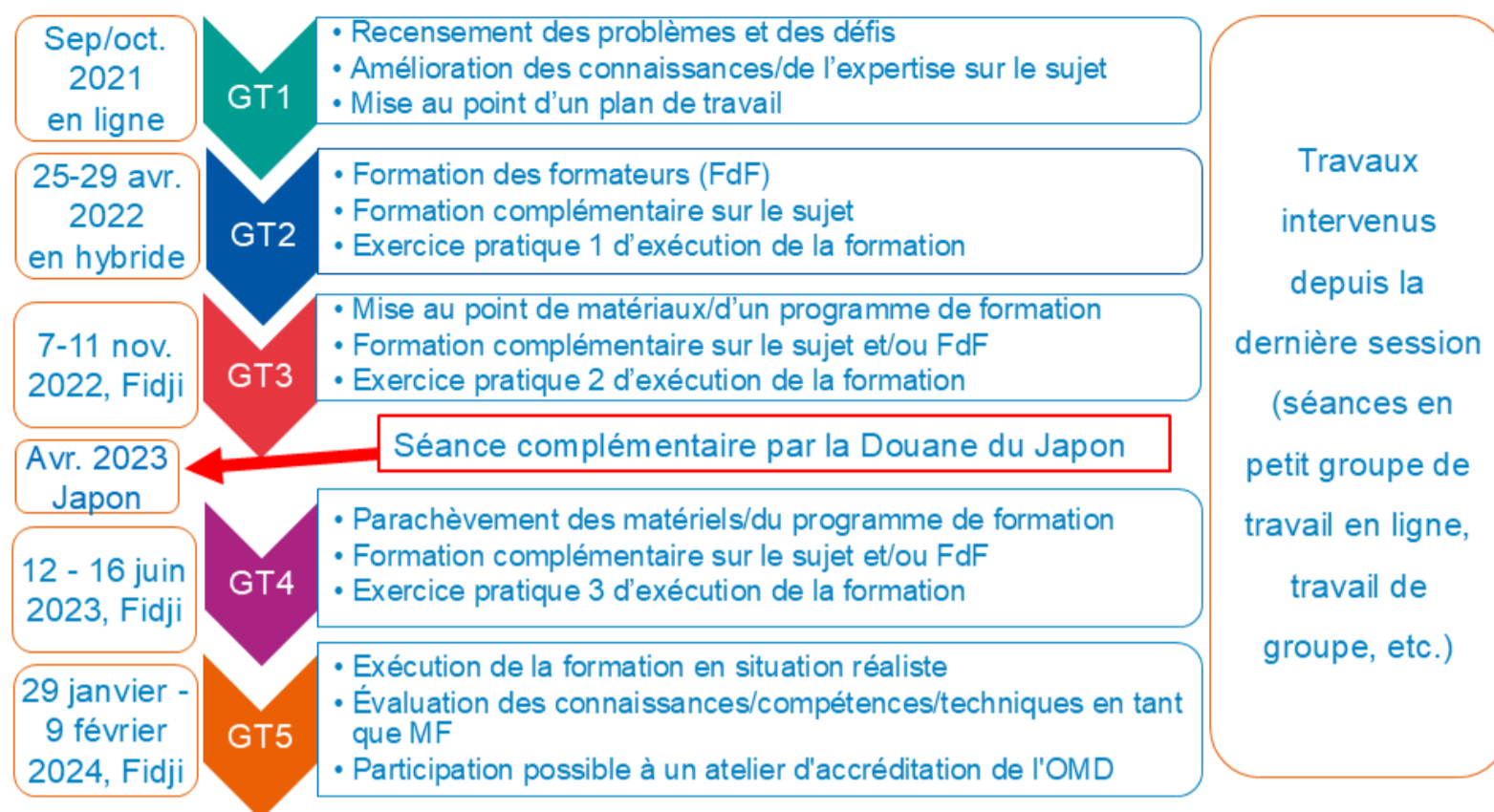
Le programme a avant tout été conçu pour se concentrer sur des thèmes douaniers de base, comme le classement dans le SH, l'évaluation en douane, le contrôle a posteriori (CAP), les règles d'origine, la gestion des risques et l'analyse du renseignement. Les administrations des douanes invitées à participer à la formation PMF sont priées de nommer des douaniers expérimentés possédant des qualités qui leur permettraient de communiquer leur savoir et d'aider les apprenants. Une fois sélectionnés, les agents sont formés sur une période de trois ans environ sur des sujets donnés ainsi que sur diverses méthodes de formation. Ces agents mettent également au point leur propre matériel de formation, en fonction des besoins régionaux, avec le soutien des experts de la Douane du Japon et des autres entités impliquées. À la fin de la formation, sur la base du matériel qu'ils ont mis au point, tous les participants sont invités à dispenser une séance de formation durant laquelle ils sont évalués. Ceux et celles qui ont réussi ce processus de sélection deviennent maîtres formateurs.

Le premier groupe de douaniers à suivre la formation PMF en 2010 était composé d'agents provenant de cinq administrations des douanes d'Afrique orientale. En 2018, la JICA a fait part à l'OMD de sa volonté d'élargir le programme. Un accord de partenariat a été conclu et une équipe spéciale a été établie au sein du Secrétariat de l'OMD.

Le PMF a tout d'abord été étendu à 16 administrations d'Afrique australe et d'Afrique occidentale en 2018. Puis, en 2021, 21 administrations ont pris part au PMF sur les règles d'origine en Afrique, en soutien à la mise en œuvre de l'Accord portant création d'une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Toujours en 2021, le PMF s'est également élargi aux îles du Pacifique dans le cadre de l'initiative de l'OMD sur les « Petites économies insulaires[2] ». Le graphique n° 1 montre les cinq étapes du PMF sur l'évaluation en douane et la classification dans le SH qui a été mis au point à leur intention et qui s'est achevé en février 2024. Chaque étape correspond à un groupe de travail (GT).

Graphique n° 1 : Aperçu du PMF sur l'évaluation en douane et la classification dans le SH à l'intention des îles du Pacifique



Aujourd'hui, le programme compte 210 maîtres formateurs déployés en Afrique et dans les îles du Pacifique. Entre 2018 et 2024, ils ont formé plus de 57 000 individus provenant des administrations des douanes et d'autres instances gouvernementales, ainsi que du secteur privé.

En 2024, une formation PMF sur la gestion des risques et le CAP a été lancée pour les administrations des douanes des îles du Pacifique et une autre sur la gestion des risques pour les administrations d'Asie centrale et du Caucase. Par ailleurs, une nouvelle formation sur le renseignement géospatial (GEOINT) a été impartie aux administrations d'Afrique occidentale afin de les aider à gérer les frontières nationales dans des zones éloignées. Cette formation a été organisée en coopération avec le Projet sur la sécurité en Afrique occidentale (PS-AO), mis en œuvre par le Secrétariat de l'OMD avec le financement du ministère des Affaires étrangères allemand et avec l'appui de l'Autorité douanière fédérale allemande.

Dans la lignée de la démarche de l'OMD en matière de renforcement des capacités, l'équipe chargée de gérer le PMF s'assure que les administrations des douanes s'approprient le programme. Toutes les administrations participantes doivent nommer des candidat(e)s possédant les connaissances et l'expérience requises, s'assurer que les candidat(e)s soient capables de participer activement à tous les groupes de travail ainsi qu'aux travaux d'intersession, autoriser les candidat(e)s à mener des formations dans d'autres administrations une fois accrédité(e)s, et faire rapport des activités de leurs maîtres formateurs tous les ans. Les administrations participantes sont également priées d'informer le Secrétariat de l'OMD des efforts entrepris par leurs maîtres formateurs pour maintenir et améliorer leur niveau d'expertise, des problèmes et des défis qu'ils rencontrent et du type de soutien dont ils ont besoin. Une fois qu'ils ont obtenu leur certification, les maîtres formateurs sont tenus de suivre un cours de remise à niveau de leurs connaissances et de leurs compétences.

La JICA appuie le PMF en fournissant non seulement un soutien financier mais aussi une expertise en matière de développement et de gestion des programmes. La Douane du Japon met ses experts à disposition pour toutes les activités de formation du PMF, tandis qu'une grande variété d'organisations appuie également le programme depuis plusieurs années, comme le Secrétariat de la ZLECAf, la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'UEMOA, le Secrétariat de la CAE, le Secrétariat du COMESA, le Secrétariat de la SADC, le Secrétariat de l'OCO, l'*Australian Border Force* et le Service des douanes de Nouvelle-Zélande.

**En savoir +**  
[capacity.building@wcoomd.org](mailto:capacity.building@wcoomd.org)

[1] Pour appuyer le développement de compétences et de connaissances, l'OMD a également mis au point une vaste gamme de cours en ligne, de modules d'e-learning, de vidéos et de webinaires, qui sont mis à la disposition des douanes via la plateforme d'apprentissage [CLiKC!](#) de l'OMD.

[2] Lancée en juin 2018, cette initiative vise à offrir aux administrations douanières de ces économies un renforcement des capacités et une assistance technique sur mesure, en vue de contribuer à endiguer le commerce illicite et la contrebande de manière plus efficace, tout en facilitant les flux commerciaux et en réduisant les coûts des activités commerciales à travers les frontières.

---

Mots clés: [#formation et apprentissage](#) [#Renforcement des capacités](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Flash Infos

### **Évaluer l'effet des activités de l'OMD : d'anciens participants au Programme de bourses de l'OMD reviennent sur leur expérience**

**5 mars 2025**

Par le Secrétariat de l'OMD

Lancé en 1985, le Programme de bourses de l'OMD fait partie des initiatives lancées par l'Organisation en vue de permettre aux fonctionnaires des douanes des pays en développement d'acquérir une connaissance solide des normes, techniques et pratiques douanières reconnues à l'échelon international et de renforcer leurs capacités de gestion et de direction afin qu'ils soient en mesure de mener des programmes de réforme et de modernisation douanières dans leur administration.

Pendant sept semaines, les boursiers se familiarisent avec les outils et instruments de l'OMD, entreprennent une étude de recherche sur un sujet douanier de leur choix, participent à un atelier de leadership et de perfectionnement du personnel d'encadrement (LMD) et prennent part à une étude pratique sur le terrain au sein d'une administration douanière.

Les boursiers sont sélectionnés par le Secrétariat de l'OMD parmi des candidats choisis par les administrations douanières non seulement pour leur grand potentiel en termes de développement de carrière mais aussi pour leurs capacités d'apprentissage et de leadership. Ils doivent avoir au moins quatre ans d'ancienneté au sein de leur administration et doivent occuper un poste de cadre intermédiaire. Nous reproduisons ci-dessous les témoignages d'anciens boursiers qui nous expliquent l'effet que le programme a eu sur leur carrière et reviennent sur certaines de leurs réalisations.

---

FROM OUR SPONSOR

# AUGMENTED X-RAY REPOUSSE LES LIMITES DE DETECTION PAR RAYONS-X

Surpassez vos capacités de  
détection pour la sécurité  
des frontières grâce à la  
technologie Augmented X-Ray.

EN SAVOIR PLUS

smiths  
detection

## ÉVALUER L'EFFET DES ACTIVITÉS DE L'OMD : D'ANCIENS PARTICIPANTS AU PROGRAMME DE BOURSES DE L'OMD REVIENNENT SUR LEUR EXPÉRIENCE



Jacobina Festus a pris part au 70<sup>e</sup> programme de bourses en 2016. À l'époque, elle avait déjà 16 ans de carrière en douane et occupait le poste de responsable principale des douanes et accises à l'aéroport d'Eros où elle supervisait une équipe 18 douaniers et gérait les opérations relatives au fret et aux passagers.

Le programme lui a permis d'élargir ses connaissances sur diverses questions douanières, notamment sur la protection de la propriété intellectuelle puisque son mémoire de recherche a porté sur « l'amélioration de la lutte contre la fraude en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI) en Namibie ».

Pourtant, c'est l'atelier LMD de l'OMD qui l'a le plus marquée, tant sur le plan personnel que professionnel. « J'ai appris que des situations différentes exigent des styles de gestion différents et que les gestionnaires doivent être capables d'adapter leur approche en conséquence. J'ai également acquis un savoir-faire pratique ; par exemple, j'ai appris à motiver les collègues en les aidant à déterminer où ils veulent aller, quels sont les défis auxquels ils sont confrontés et comment je peux les aider. Le volet sur la gestion du changement durant l'atelier m'a aussi énormément intéressée », explique-t-elle.

À son retour en Namibie en novembre 2016, Jacobina a participé à plusieurs réunions avec différentes divisions de la Direction des douanes durant lesquelles elle a présenté ses idées concernant la protection des DPI dans le pays et a fait rapport de son expérience du programme LMD de l'OMD. En avril 2017, elle a été promue au poste de responsable de la coordination des activités de formation, d'apprentissage et de développement. À ce titre, elle a encouragé de nombreux collègues à postuler aux différentes activités d'apprentissage proposées par l'OMD.

Lorsque la *Namibia Revenue Agency* (NamRA) a été créée en avril 2021, Jacobina a été invitée à siéger au sein du Comité de gestion du changement en tant qu'ambassadrice du changement. Elle s'est consacrée à la tâche de conseiller ses collègues sur la manière de faire face à la période de transition, n'hésitant pas à rester après les heures de bureau ou à sacrifier ses week-ends à cette

fin. En juillet 2022, elle a été nommée Directrice du programme de conformité douanière et s'occupe depuis de la mise en œuvre des initiatives de facilitation des échanges et de la liaison avec les entités gouvernementales et du secteur privé.

Jacobina a coordonné avec succès la conduite de la première [étude sur le temps nécessaire à la mainlevée](#) (ETNM) en Namibie et a aidé l'*Eswatini Revenue Agency* et le Bureau des douanes des Philippines à mener leur propre ETNM. Elle a également contribué à un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités et, depuis mai 2023, elle est formatrice reconnue du programme de formation pour le perfectionnement des cadres intermédiaires de l'OMD. Avec ses collègues formateurs, elle a déjà formé 22 cadres moyens de la NamRA.

## **RATIONALISER LES PROCÉDURES ET METTRE EN ŒUVRE UN RÉGIME DE RENSEIGNEMENT TARIFAIRE CONTRAIGNANT EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

Six douaniers de l'Administration des douanes de la République dominicaine ont participé au programme de bourses depuis 1985. Après avoir terminé le programme avec succès, ils sont retournés dans leur Administration où ils ont contribué à l'alignement des procédures nationales sur les instruments de l'OMD, à la modernisation de processus obsolètes et à la création d'un mécanisme pour la délivrance de décisions anticipées en matière de classification, d'origine et d'évaluation ; ils ont aussi encouragé le personnel à s'approprier les réformes entreprises. En ce sens, ils ont été une véritable source d'inspiration pour nombre de leurs collègues, créant une dynamique qui a abouti à la mise en place de la Commission technique délibérative qui soutient la mise en œuvre d'idées et de mesures novatrices. Les anciens boursiers ont également élaboré des stratégies de gestion du changement qui sont essentielles pour garantir que les pratiques et les méthodes de travail innovantes soient comprises et adoptées par l'ensemble du personnel.

## **AMÉLIORER LES CAPACITÉS DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE AU CHILI**

Rony Ulloa, chef du département de la lutte contre la fraude au bureau régional des douanes de Puerto Montt, au sud du Chili, a participé au programme de bourses en 2016 et a consacré son mémoire de recherche à la « Détermination des besoins et recommandations pour le renforcement du service des douanes dans la région des Lacs ». Rony a particulièrement apprécié le volet du programme consacré au développement des compétences en matière de leadership, de gestion et de travail d'équipe qui lui semblent essentielles pour la réussite de toute initiative.



À son retour au Chili, il a travaillé à la mise en œuvre de diverses mesures visant à améliorer les procédures de son bureau régional. Il a supervisé la réforme du processus de dédouanement des marchandises périssables exportées par voie aérienne et a organisé une formation sur l'utilisation du renseignement et de l'analyse des données, qui a considérablement amélioré le taux de détection des infractions fiscales et a

permis de démanteler des réseaux impliqués dans la contrebande d'articles illicites tels que les drogues, les cigarettes, les médicaments, les véhicules ou les marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Il travaille actuellement sur un projet utilisant l'intelligence artificielle pour l'analyse d'images vidéo des véhicules, des marchandises et des personnes afin d'automatiser la détection d'infractions dans la zone franche de Puelche (province de Palena) et ses environs immédiats.

## **RÉFORMER LE CONTRÔLE DE L'ÉVALUATION EN MONGOLIE**

Enkhjarhal Gankhuyag, douanière principale au département du contrôle a posteriori des Douanes de Mongolie, a également acquis de précieuses connaissances en matière de leadership et de techniques de gestion du changement, qui lui ont permis de renforcer non seulement ses compétences mais aussi sa confiance en soi. De retour dans son Administration, elle a contribué à l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées pour le contrôle de la valeur en douane

lors d'un contrôle a posteriori, conformément aux normes de l'OMD. L'ensemble de son organisation a bénéficié de sa participation au programme de bourses car elle a pu établir des liens plus étroits avec les experts de l'OMD et avec les fonctionnaires d'autres administrations.

L'Administration mongole a également pris conscience de l'importance de la formation continue de son personnel et de la nécessité de veiller à ce que les normes internationales et les meilleures pratiques soient bien connues et comprises de tous pour pouvoir être effectivement mises en œuvre.



## METTRE EN PLACE DES CONTRÔLES CONJOINTS POUR LES OEA AU GUATEMALA



En tant que représentant de la Surintendance de l'Administration fiscale du Guatemala (SAT), Erick Giovanni Velásquez Méndez a choisi d'étudier le concept de gestion coordonnée des frontières et a rédigé un plan d'action pour la mise en œuvre de contrôles conjoints réunissant plusieurs autorités chargées de la lutte contre la fraude et de l'application de la loi. En sa qualité de chef du Département de la réglementation et de la facilitation du commerce, il a ainsi recommandé à son Administration de passer des accords avec les autorités concernées, de nommer un responsable et une

équipe dédiés disposant de l'autorité nécessaire pour gérer des équipes mixtes incorporant d'autres services présents aux frontières, et proposer de concentrer les efforts sur le contrôle des marchandises transportées par les opérateurs économiques agréés à travers les ports maritimes.

En 2022, la gestion coordonnée des frontières est devenue une priorité pour la SAT et Erick a été chargé de mener un projet pilote visant à opérationnaliser la participation du ministère de l'Intérieur, du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation, et du ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale au programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) dans les principaux ports maritimes du Guatemala. L'accord a été signé le 2 septembre 2024 par toutes les parties concernées. Le Guatemala est ainsi devenu l'un des très rares pays à avoir intégré d'autres agences réglementaires au programme d'OEA. Le régime sera étendu à la gestion des opérations des OEA à tous les points d'entrée. Un nouveau projet est également en cours pour effectuer des contrôles conjoints concernant les passagers aériens et pour améliorer l'analyse des risques. Le projet implique diverses institutions nationales ainsi que des agences gouvernementales des États-Unis.

## FACILITER LA PARTICIPATION DU GUATEMALA AU PREMIER CYCLE DU MÉCANISME DE MESURE DE LA PERFORMANCE DE L'OMD

Pour Fredy Monroy, le programme de bourses a été riche en informations mais aussi en émotions. Tous les participants ont été invités à partager des anecdotes personnelles et ces échanges leur ont permis d'apprendre à bien se connaître les uns les autres et de créer un esprit de corps, au-delà des différences culturelles et d'horizons. Fredy a d'ailleurs été très touché de voir à quel point ses collègues avaient été émus par l'histoire qu'il avait partagée avec eux.

Il a aussi eu l'occasion de visiter la Corée et de voir de ses propres yeux comment le Service des douanes de Corée gérait la gestion des risques, le contrôle a posteriori et la sécurité aéroportuaire. « J'ai été très impressionné par ce pays qui est sorti meurtri et appauvri de la Seconde Guerre mondiale et qui a pourtant réussi à accomplir tant de choses. J'ai été très inspiré par la résilience du peuple coréen », se souvient-il. Du fait de la participation de Fredy au programme de bourses, l'Administration guatémaltèque a pu prendre part au premier cycle d'évaluation du mécanisme de mesure de la performance (MMP) de l'OMD en soumettant des données tirées de l'année calendaire 2022 pour 51 indicateurs clés de performance (KPI) en lien avec 23 résultats escomptés. Fredy continue de s'occuper des exercices de mesure de la performance et espère participer à des examens par les pairs avec d'autres administrations de la région.

## AMÉLIORER L'ANALYSE DES RISQUES AU PÉROU

Jyns Ordoñez Torres, de l'Administration des douanes péruviennes (SUNAT), a rejoint le programme de bourses en 2013. Jyns a non seulement acquis des connaissances techniques inestimables mais il a également beaucoup appris sur la tolérance, la résilience et l'empathie en passant du temps



avec des personnes avec des caractères et des modes de pensée différents. Dans son mémoire de recherche, il s'est concentré sur « l'application de la gestion des risques et des contrôles basés sur le renseignement au sein de la Douane péruvienne pour lutter contre la fraude commerciale ». Il a recommandé la création de « divisions opérationnelles de gestion des risques » aux principaux bureaux de douane du pays et la mise en œuvre de méthodes robustes d'analyse des risques.



Peu après son retour dans son Administration, il a été nommé responsable du risque et du contrôle du fret aérien et des envois postaux et express. Par la suite, il a été promu au poste d'Intendant de la Division Douane-Poste, et plus tard, au poste d'Intendant national du contrôle douanier.

Jyns a eu l'occasion de superviser la mise en œuvre d'un modèle de contrôle basé sur l'inspection non intrusive qui a permis de multiplier par 15 le nombre de conteneurs scannés au Pérou. Le renforcement des capacités d'inspection et une approche robuste de la gestion des risques ont permis à l'Administration péruvienne d'améliorer la détection des fraudes et des délits, la valeur CAF des marchandises saisies passant de 123 millions de dollars US en 2019 à plus de 220 millions en 2024. Le nombre de saisies de stupéfiants a également fortement augmenté, les volumes de drogues confisquées passant de 13 tonnes en 2019 à 36 tonnes en 2024.

Jyns estime que sa participation au programme de bourses a eu un effet sur l'ensemble de son Administration dans la mesure où il a pu partager les connaissances qu'il avait acquises et encourager ses collègues à développer leurs propres compétences en matière de leadership. Plusieurs de ses collaborateurs directs ont également été nommés à des postes de direction et leurs équipes ont fait preuve de performances remarquables. En octobre 2024, Jyns a été nommé Surintendant adjoint de la SUNAT pour les douanes, soit l'équivalent du poste de Directeur général de la Douane péruvienne.

## PILOTER D'IMPORTANTES PROJETS DE MODERNISATION AU PÉROU



Marilú Llerena Aybar, qui a été boursière en 2016, a également joué un rôle important pour la transformation de la SUNAT et plus largement pour l'amélioration des opérations douanières dans toute la région des Amériques. Elle a elle-même occupé le poste de Surintendante adjointe de la SUNAT pour la douane (soit Directrice générale des douanes) de 2020 à 2022, devenant ainsi la première femme travaillant dans le domaine de la lutte contre la fraude à être nommée à ce

poste. Au cours de son mandat, elle a fortement contribué à promouvoir la nomination de femmes à des postes de direction au sein de la Douane péruvienne.

Avec son équipe, elle a mis en œuvre plusieurs initiatives, notamment le programme FAST qui visait à repenser les processus et à automatiser l'intégralité des procédures d'entrée et de sortie en utilisant des documents électroniques basés sur le Modèle de données de l'OMD. FAST a ainsi permis d'améliorer considérablement les délais de traitement. Les temps nécessaires au dédouanement ont fortement diminué, passant de 112 heures pour les importations, 21 heures pour les exportations et 72 heures pour les envois exprès en 2016 à 34 heures, 0,9 heure et 2,6 heures respectivement aujourd'hui. En outre, le pourcentage d'acceptation des demandes de dédouanement préalable est passé de 30 % à 86 %.

En 2021, Marilú a également participé à la création du programme *SMART Borders* qui représente un autre effort de collaboration visant à renforcer le contrôle douanier à travers la refonte des processus et l'utilisation de technologies de rupture telles que les équipements d'inspection non intrusive et l'intelligence artificielle.

## RÉFORMER ET NUMÉRISER LES DÉCISIONS ANTICIPÉES EN MOLDAVIE

Olga Tarlapan a suivi le programme de bourses en 2023, choisissant de travailler sur l'amélioration du système de décisions anticipées. Elle a ainsi eu l'occasion de se rendre au Japon et, dans son mémoire, elle a fait référence au système de décisions anticipées de la Douane du Japon tout en comparant les pratiques moldaves dans ce domaine aux normes et recommandations de l'OMD. De retour dans son Administration, Olga a supervisé la réforme du système de décisions anticipée moldave, ce qui a notamment impliqué de modifier la législation, de numériser les processus de délivrance des décisions, de publier des informations pertinentes sur le site web de l'Administration, ainsi que de mettre en place une plateforme informatique pour la gestion des demandes et pour la publication des décisions douanières.



## METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME D'OEA AU BRÉSIL

Fabiano Diniz a choisi le programme d'OEA comme domaine d'étude et, à son retour au Brésil, il a immédiatement rejoint l'équipe nationale chargée de la mise en œuvre du programme d'OEA qui a été lancé en décembre 2014. Il occupe actuellement le poste de Directeur du Centre national des OEA et est chargé de gérer le programme d'OEA.



Fabiano Diniz (quatrième à partir de la gauche) lors d'une visite à un OEA

« Je suis très fier d'avoir contribué à la mise en œuvre de cette importante initiative visant à moderniser la Douane brésilienne. La participation au Programme de bourses de l'OMD m'a permis de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour mener à bien ce projet », signale-t-il.

## AMÉLIORER LES ACTIVITÉS QUOTIDIENNES ET L'ÉTHIQUE AU BRÉSIL

Cláudia Thomaz a commencé sa carrière au sein des douanes du Brésil en 1994, dans la ville de Foz do Iguaçu, à la Triple frontière qui marque le point de rencontre entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay. Elle était inspectrice en chef du bureau des douanes de Curitiba lorsqu'elle a



participé à la 60<sup>e</sup> édition du Programme de bourses en 2013.

Les techniques qu'elle a apprises pendant le cours de leadership et perfectionnement du personnel d'encadrement ont grandement contribué à son développement professionnel et personnel. Elle a acquis des compétences dans des domaines essentiels tels que l'affectation de ressources, la médiation de conflits et

l'amélioration de l'environnement de travail. Dans le cadre du programme, elle a présenté une étude sur l'éthique et, à son retour au Brésil, elle a mis à profit ses connaissances en améliorant les pratiques de travail du bureau des douanes de Curitiba. Elle a ainsi lancé un projet pilote qui a donné des résultats positifs puisque plusieurs douaniers ont été amenés à revoir leur comportement et que de nouvelles procédures ont été adoptées pour accroître la transparence dans l'exécution des activités.

Neuf ans plus tard, elle a été nommée à la tête de la Direction régionale des douanes de la 9<sup>e</sup> région qui couvre les États du Paraná et de Santa Catarina. Elle dirige une équipe de 2 000 employés qui travaillent dans de grands ports tels que le port de Paranagua et le port d'Itajai, ainsi qu'à la Triple frontière dans la région de Foz do Iguaçu.

Après près de quatre ans au poste de Directrice, Cláudia a été promue au poste de Sous-Secrétaire à l'Administration des douanes au sein du Secrétariat des recettes fédérales du Brésil. Elle est ainsi devenue la deuxième femme à être nommée à cette fonction qui constitue le plus haut poste de direction de la Douane brésilienne.

« Je suis extrêmement fière d'avoir eu l'occasion de participer au programme de bourses de l'OMD. Ce programme a grandement contribué à ma carrière et j'ai encouragé de nombreux agents à suivre mon exemple », indique-t-elle.

## PILOTER LES CHANGEMENTS À MAURICE

Onze fonctionnaires de l'Administration fiscale de Maurice (MRA) ont participé au programme de bourses au fil des ans. Trois d'entre eux occupent actuellement des postes au sein de la haute direction, contribuant à la définition de l'orientation stratégique de l'organisation. Tous ont pris part à la mise en œuvre d'initiatives essentielles pour la modernisation et la gestion des changements découlant de l'informatisation intensive des systèmes, des procédures et des processus de la MRA.

Cinq des anciens participants au programme de bourses de Maurice sont devenus experts accrédités de l'OMD dans divers domaines et, à ce titre, ils ont fourni une assistance technique à d'autres administrations douanières. Certains d'entre eux ont même donné des cours aux participants de l'Académie virtuelle d'orientation douanière de l'OMD sur l'étude sur le temps nécessaire à la mainlevée, l'éthique, les réformes douanières et la modernisation.

R.G. Ramnarain a joué un rôle pivot dans la modernisation de la MRA en participant au projet de numérisation des documents (projet e-Douane), au développement du guichet unique national et à la réforme des ventes aux enchères des douanes. Il a également supervisé la rédaction de la stratégie régionale de la région AOA pour 2022-2025 et représente la MRA aux réunions régionales et internationales à haut niveau. Expert accrédité en matière de réforme et de modernisation douanières, il a également apporté son aide à la *Namibia Revenue Authority*.

Expert accrédité par l'OMD en matière d'ETNM, C. David a joué un rôle déterminant dans la conduite de trois ETNM au sein de la MRA, en 2016, 2019 et 2023. Il a également aidé à la conduite d'une ETNM au Zimbabwe, au Belize, au Togo, à Bahreïn, en Gambie, au Ghana et aux Maldives.

Autre expert accrédité mais en commerce électronique cette fois, N. Vencatachellum a participé à la mise en œuvre de plusieurs projets de numérisation et au développement de divers systèmes et plateformes informatiques. Il a également contribué aux activités de renforcement des capacités de l'OMD destinées aux pays de la région de l'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient, ainsi que de la région d'Afrique orientale et australe.



G. Mungroo est quant à lui expert accrédité en Modèle de données de l'OMD et, à ce titre, il a contribué à la mise en œuvre de plusieurs projets de numérisation, parmi lesquels le déploiement du guichet unique national. Il a également apporté son soutien au renforcement des capacités sur le Modèle de données au Rwanda.

Conseiller technique et opérationnel de l'OMD pour les applications CEN depuis janvier 2025, J. Deelchand est également responsable régional du nCEN et correspondant national pour Maurice au sein du Bureau régional de liaison chargé du renseignement de l'OMD pour la région AOA. Il a contribué à des activités de renforcement des capacités en République du Congo, au Sénégal et au Ghana.

## SESSIONS FUTURES

Trois sessions du programme ont lieu chaque année : une en français, une en anglais et une en espagnol. Les informations relatives aux prochaines sessions et au processus de sélection sont publiées sur le site web de l'OMD environ cinq mois avant le début de chaque session.

### En savoir

[https://www.wcoomd.org/fr/topics/capacity-building/activities-and-programmes/people-development/learning/development-programmes/fellowship\\_programme.aspx](https://www.wcoomd.org/fr/topics/capacity-building/activities-and-programmes/people-development/learning/development-programmes/fellowship_programme.aspx)

Mots clés: [#formation](#) et [apprentissage](#) [#Renforcement des capacités](#)

**SCREENING CARGO  
AT PORTS AND BORDERS  
IS SMART.**

**SCREENING CARGO  
ANYWHERE IS SMARTER.**



[LEARN MORE →](#)



Des représentants de la Douane et de la Garde frontalière polonaises patrouillent sur la rivière Lyna, à la frontière avec Kaliningrad, une enclave de la Fédération de Russie. Photo Piotrowicz Wojciech/ Douane polonaise / 2015

[Other articles in this Edition >>](#)

## Dossier: Changer la donne

### **Une douane qui concrétise ses engagements en matière d'efficacité, de sécurité et de prospérité**

6 mars 2025

Par Ian Saunders, Secrétaire général de l'OMD

Chaque année, le Secrétariat de l'OMD demande aux Membres de l'Organisation de centrer leurs activités sur un domaine spécifique. Il s'agit généralement d'un sujet interpellant plus particulièrement les sociétés partout dans le monde ou d'une démarche s'étant révélée essentielle pour appuyer la mission de la douane.

En 2025, nous adopterons une approche légèrement différente en introduisant le thème « La douane tient ses engagements en matière d'efficacité, de sécurité et de prospérité » et en mettant l'OMD et la communauté douanière mondiale au défi de démontrer que tout ce que nous faisons, tant individuellement que collectivement, fait la différence.

L'efficacité, la sécurité et la prospérité sont des objectifs mondiaux que les douanes s'efforcent d'atteindre en permanence, à travers des efforts soutenus pour améliorer tout ce qu'elles font. L'efficacité est impulsée en particulier par la modernisation des procédures douanières et le développement des services numériques, l'exploitation des données et des outils d'analyse pour orienter les interventions, l'utilisation de dispositifs d'inspection et de surveillance, ainsi que la coopération et le dialogue avec les entités publiques et privées. Dans le domaine de la sécurité, les efforts des douanes vont de l'amélioration de la sécurité de la chaîne logistique à la prévention des mouvements de produits illicites, en passant par la lutte contre le blanchiment d'argent et une meilleure préparation aux situations de crise. La prospérité, qui représente le but ultime, dépend quant à elle de notre capacité à garantir un recouvrement juste des recettes, à promouvoir

l'innovation et l'esprit d'entreprise, à appuyer le développement économique durable et à créer des politiques, des procédures et des environnements inclusifs qui tiennent compte des besoins divers des citoyens que nous servons.

FROM OUR SPONSOR



# SCREENING CARGO AT PORTS AND BORDERS IS SMART.

## SCREENING CARGO ANYWHERE IS SMARTER.

[LEARN MORE →](#)



Si les douanes s'attachent quotidiennement à améliorer leur efficacité, à renforcer la sécurité et à soutenir la prospérité, nous devons exposer de manière plus visible à nos gouvernements et à la société en général les mesures que nous adoptons et les résultats que nous obtenons. Des mécanismes de rapport et de reddition de comptes sont déjà en place dans certains pays, mais ils visent souvent un public spécialisé, de sorte que les réalisations des douanes et leurs répercussions sur le bien-être social ne sont souvent pas bien appréhendées par l'ensemble de la population.

Cette année, nous nous engageons sur une voie qui nous met au défi d'accroître et d'améliorer notre communication, de raconter le travail positif mené par les douanes et de nous souvenir des catalyseurs fondamentaux de notre action. Lorsque nous relatons notre quotidien, nous devons faire preuve d'ouverture et de franchise. Les buts que nous poursuivons sont vastes et complexes, et il faut bien faire comprendre que les tâches que nous assurons représentent un travail continu. Pour décrire efficacement nos efforts, nous devons être capables de présenter des données tout en ayant la capacité de raconter nos expériences de manière convaincante, en nous centrant sur les personnes. En associant faits et narration, nous pouvons mieux dialoguer avec nos auditeurs, les influencer, les éduquer et les inspirer.

### CONTENU DU DOSSIER

Pour le Dossier de ce numéro du magazine, nous avons sélectionné une série d'articles qui montrent comment la douane travaille sans relâche pour protéger la société, faciliter la circulation légale des marchandises et des personnes à travers les frontières et améliorer la vie et les perspectives des gens dans le monde entier.

Le premier article, rédigé par la Douane portugaise, présente un processus innovant qui simplifie les demandes d'exonération de la TVA pour l'exportation d'envois de faible valeur. Cette mesure nationale relativement simple devrait avoir un impact significatif sur les entreprises de commerce électronique opérant au Portugal et devrait entraîner une augmentation des exportations.

Suit un article de la Douane ouzbèke sur les mesures prises en Ouzbékistan pour lutter contre la contrebande de tabac, mesures qui ont mené en 2024 à une réduction significative du volume des saisies douanières de cigarettes et une augmentation du volume des importations.

L'Administration douanière ouzbèke a lancé une campagne de communication pour sensibiliser le public à l'impact de ce commerce et obtenir le soutien des citoyens. Cela nous rappelle que communiquer avec le public est fort utile pour réduire les activités illicites dans certains domaines.

Vient le tour de la Douane du Bolivie. Déterminée à devenir un acteur clé de l'intégration économique sud-américaine et des flux commerciaux mondiaux, elle présente les efforts déployés pour surmonter les obstacles posés par une situation géographique enclavée, un terrain accidenté et une infrastructure de transport médiocre. Cet article est un autre exemple illustrant comment la Douane est engagée à construire un avenir plus prospère pour les citoyens.

Ensuite, l'Administration fiscale de Zambie examine la mesure de la performance et présente le travail qu'elle a entrepris pour adopter de nouveaux indicateurs clés de performance conformes aux normes de l'OMD. Les résultats de ce travail auront un impact non seulement sur les autorités publiques et le secteur privé en permettant à la ZRA de répondre plus efficacement à leurs demandes, mais aussi sur la société dans son ensemble en améliorant la responsabilité et la transparence de l'Administration.

L'article suivant a été soumis par la Douane camerounaise qui, répondant aux demandes des entreprises pour une lutte contre le commerce illicite renforcée, a mis en place il y a près de huit ans une équipe composée d'une centaine d'agents des douanes travaillant sous la supervision d'une unité de commandement centrale. Le bilan est globalement positif et les objectifs poursuivis par cette équipe, qui a triplé de taille, ont été étendus pour couvrir divers types de commerce illicite.

La Douane indonésienne fait ensuite état de la manière dont elle a renforcé le contrôle des flux de passagers dans les aéroports grâce à l'établissement de profils de risque. Elle explique examiner actuellement des méthodes de collecte de données auprès des compagnies de transport maritime et terrestre ainsi que des aéronefs privés. La capacité à contrôler les flux de passagers est fondamentale pour la sécurité d'un pays, mais, comme l'indique clairement l'article, il s'agit d'une tâche qui n'est pas sans difficultés.

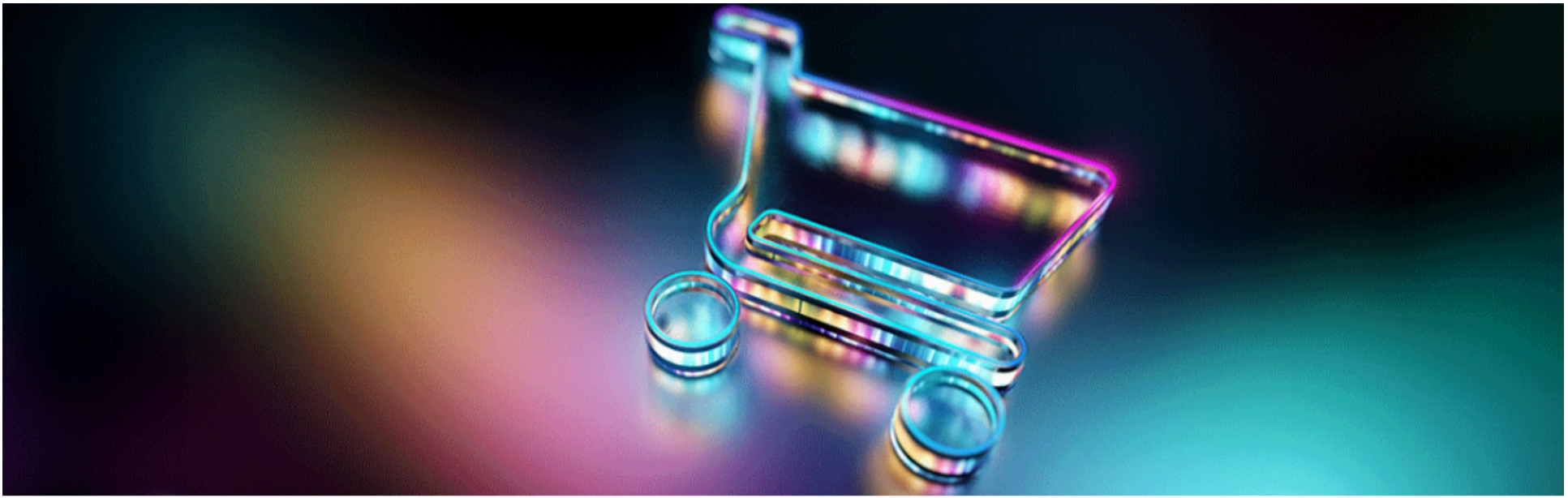
L'Administration des recettes fiscales et des douanes du Royaume-Uni (HMRC) présente ensuite des initiatives visant à partager données et renseignements pour aider à mieux comprendre les mécanismes du blanchiment de capitaux basé sur le commerce. L'établissement d'une coopération structurée entre secteurs public et privé n'est pas une tâche facile, mais des « coalitions de volontaires » travaillent sans relâche pour surmonter ces obstacles.

Suit un article de la Douane du Nigeria qui a récemment lancé un programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) qui est très prometteur pour transformer le secteur commercial du pays et contribuer à sa croissance économique.

Dans l'avant-dernier article, la Douane du Bahamas présente ses activités de lutte contre l'évasion fiscale et les initiatives entreprises afin d'améliorer l'environnement des affaires pour le bénéfice général de la nation. Grâce à ces actions, la collecte a atteint un niveau record en 2023/2024, les taux de conformité des entreprises ont augmenté, le temps moyen nécessaire au dédouanement a été réduit, et le temps nécessaire à l'exécution des procédures douanières a également été raccourci.

Le dernier article du Dossier décrit une initiative prise par la Douane de Bahreïn pour évaluer les opérateurs commerciaux et veiller à ce que les mesures de facilitation profitent à ceux qui respectent les règles. Cette approche est particulièrement avantageuse pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui peuvent ne pas avoir la capacité d'effectuer des audits internes, avoir besoin de conseils sur leurs pratiques et procédures, et ne pas entretenir de relations solides avec la Douane.

Je remercie sincèrement tous les partenaires qui ont pris le temps d'expliquer comment leurs efforts changent la donne en matière d'efficacité, de sécurité et de prospérité. En partageant leurs histoires, ils offrent la possibilité de mieux comprendre et apprécier ce que fait la Douane.



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Dossier: Changer la donne](#)

### **Appuyer l'exportation des envois de faible valeur : le Portugal lance un processus novateur de demande d'exonération de la TVA**

**5 mars 2025**

Par l'Autorité fiscale et douanière portugaise

En juillet 2024, le gouvernement portugais adoptait 15 mesures visant à réduire la bureaucratie numérique et à simplifier les interactions entre les citoyens et les autorités publiques. Ces mesures ne sont pas axées sur l'efficacité de l'administration publique, mais plutôt sur les retombées positives qu'elles peuvent avoir sur les citoyens et les entreprises.

L'une d'elles a pour but de simplifier les demandes d'exonération de la TVA pour l'exportation des envois de petite valeur (ne dépassant pas 1 000 euros) afin de réduire la charge administrative pesant sur les entreprises tout en facilitant le travail de l'Autorité fiscale et douanière. La mesure devrait se traduire par une augmentation du nombre de ces exportations et une diminution des coûts qui y sont associés.

#### **PLUS BESOIN DE REMPLIR UNE DÉCLARATION EN DOUANE POUR EXPORTER UN ENVOI DE FAIBLE VALEUR...**

Le cadre légal du Portugal repose sur le Code des douanes de l'Union (CDU) et sur ses actes délégués et d'exécution qui composent le canevas des règles et procédures douanières de l'Union européenne (UE). L'exportation d'un envoi expédié par le biais d'un opérateur postal (colis postal) ou d'un transporteur exprès (colis exprès) exige en règle générale de soumettre une déclaration d'exportation en douane. Cette déclaration peut être normalisée ou simplifiée, ou encore prendre la forme d'une inscription dans les écritures du déclarant. Quoi qu'il en soit, elle doit être soumise suffisamment à l'avance pour permettre aux autorités de mener leurs analyses de risque à des fins de sécurité et de sûreté.

---

FROM OUR SPONSOR



PUBLICAN  
**World**  
Your Compliance,  
Our Priority.

Get more done, faster, with AI-powered automation and complete compliance for trade professionals.

[Click for more Info](#)

---

Cependant, des démarches spécifiques existent pour les envois contenant certaines marchandises dont la valeur intrinsèque à l'importation ne dépasse pas 1 000 euros et qui ne font pas l'objet de l'une ou l'autre formalité spéciale prévue par la législation européenne que les autorités douanières sont tenues d'appliquer (restrictions, interdictions, accises, etc.). Ces envois de faible valeur ne sont pas soumis à des droits de douane ou à des analyses de risque à des fins de sécurité et de sûreté ; ils ne sont pas non plus assujettis à une obligation de dépôt d'une déclaration de sortie préalable – ou d'une déclaration sommaire de sortie – et leur exportation n'exige aucune déclaration formelle en douane.

#### **... MAIS LA DEMANDE D'EXONÉRATION DE LA TVA EXIGE BIEN LA PRÉSENTATION D'UN DOCUMENT PROUVANT QUE L'EXPORTATION A EU LIEU**

Selon un principe fondamental de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans l'UE, les exportations ne sont pas soumises à la TVA. Afin de prouver que l'exportation a bien eu lieu, les opérateurs économiques doivent normalement soumettre une déclaration d'exportation en douane. En conséquence, même dans les cas où les formalités ne l'exigent pas, comme dans celui des envois de faible valeur, des déclarations sont bel et bien soumises en douane et la charge et les frais administratifs restent donc les mêmes, tant pour l'administration des douanes que pour les opérateurs économiques.

Il fallait donc trouver la manière de permettre à la Douane de délivrer un document attestant l'exportation tout en permettant à l'exportateur de réaliser intégralement la procédure requise par voie électronique, sans devoir soumettre une déclaration d'exportation formelle en douane.

#### **EXPLOITER LES PLATEFORMES INFORMATIQUES EXISTANTES**

Les envois postaux sont considérés comme étant déclarés à l'exportation au moment de leur sortie du territoire douanier de l'Union européenne. Les envois exprès, quant à eux, sont réputés déclarés à l'exportation au moment de leur présentation au bureau de douane de sortie, à condition que les douanes puissent consulter et acceptent les données contenues dans le document de transport et/ou la facture.

L'architecture du CDU ne définit pas de jeu de données communes pour la présentation de marchandises dans le cas des envois exprès à l'exportation. Au Portugal, l'Administration des douanes exige d'avoir accès aux renseignements contenus dans le manifeste de chargement et, à

cette fin, elle a mis en place un système informatique permettant aux transporteurs ou à leurs représentants de fournir par voie électronique les informations concernant les moyens de transport ainsi que les manifestes maritimes et aériens. Ledit système est relié au système automatisé d'exportation (SAE) à travers lequel les formalités d'exportation et de sortie sont menées à bien. En croisant les renseignements fournis, ledit système et le SAE notifient l'Administration de la sortie des marchandises du territoire douanier de l'UE lorsque ces dernières sont chargées à un port ou à un aéroport national.

L'Administration des douanes a décidé d'utiliser ce même système pour délivrer un document certifiant la sortie des marchandises appelé « Formulaire de TVA à l'exportation ».

## SOLUTION

Pour déclencher le processus de délivrance de ce document, processus conçu par une équipe d'experts pluridisciplinaires, les exportateurs doivent soumettre des factures à l'autorité douanière. Ce type de document a été choisi pour diverses raisons. Les factures sont des documents que les exportateurs doivent obligatoirement présenter lors de chaque transfert de marchandises ou prestation de services, quel que soit le statut de l'acquéreur des biens ou du bénéficiaire du service, et ce, même si ces derniers n'en font pas la demande. En outre, les factures doivent obligatoirement contenir des éléments légalement définis et cette exigence s'applique à toutes les parties concernées. Enfin, les factures doivent déjà obligatoirement être transmises à l'Autorité fiscale et douanière nationale au préalable, par le biais de données électroniques.

Le processus se présente comme suit :

1. Au moment de la vente, l'exportateur émet une facture dont il envoie tout de suite les détails à la Douane par voie électronique, soit en téléversant le document par le biais d'une interface Web, soit en utilisant une application logicielle qu'il aura au préalable installée dans son système afin de transférer les renseignements au système informatique de l'Administration.
2. L'exportateur reçoit en retour un numéro d'enregistrement qu'il doit communiquer au transporteur, suivant une modalité qu'ils ont convenue entre eux et qui peut prendre la forme d'une annotation sur le colis lui-même.
3. a. Si le transporteur est l'opérateur postal, ce dernier envoie un message électronique à la Douane contenant les détails pertinents de l'envoi, à savoir le poids, les volumes et la date de sortie, ainsi que le numéro d'enregistrement.  
  
b. Si le transporteur est un service de transport exprès, ce dernier inclut le numéro d'enregistrement dans le manifeste de chargement qu'il doit transmettre par voie électronique à l'Administration des douanes.
4. En fonction des renseignements reçus (3a ou 3b), le système douanier délivre automatiquement le « document certifiant la sortie ».

## VOIE À SUIVRE

Le projet a été présenté aux associations professionnelles, aux transporteurs exprès et à l'opérateur postal. Leurs contributions ont ensuite été incorporées dans les travaux de conception finaux de la solution qui devraient être achevés d'ici la fin du premier semestre de 2025.

Tous les interlocuteurs ont reconnu que cette solution permettrait aux entreprises actives au Portugal de réduire leurs frais administratifs et d'accélérer les délais de livraison, améliorant ainsi leur compétitivité. Elle devrait également aboutir à une rationalisation considérable des ressources mobilisées par l'Administration, et à accroître sa capacité à superviser les opérations de commerce électronique à l'exportation et à en mesurer les volumes.

**En savoir +**

[fernando.campos.pereira@at.gov.pt](mailto:fernando.campos.pereira@at.gov.pt)

---

Mots clés: [#Facilitation des échanges](#) [#douane numérique](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Dossier: Changer la donne](#)

### Contrebande de cigarettes : comment l'Ouzbékistan a réussi à renverser la vapeur

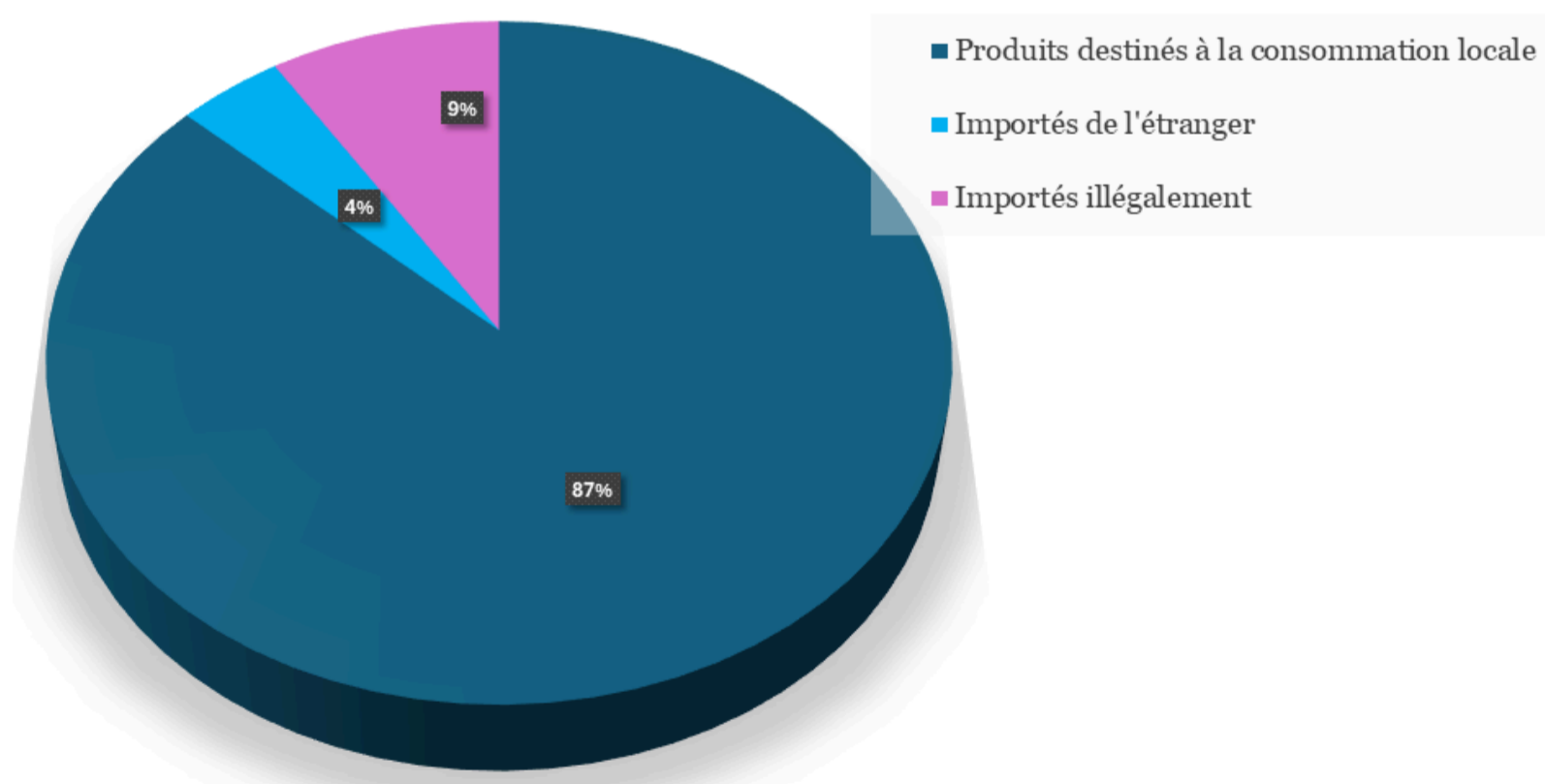
5 mars 2025

Par M. Akmalhuja Mavlonov, Président du Comité des douanes, Ministère de l'économie et des finances d'Ouzbékistan

**Le présent article présente les mesures adoptées par l'Ouzbékistan pour lutter contre la contrebande de tabac, qui ont permis de réduire sensiblement le nombre de saisies douanières en 2024 tout en augmentant le volume des importations.**

Selon les chercheurs de l'Université d'économie d'État de Tachkent, 576 millions de paquets de cigarettes ont été vendus en Ouzbékistan en 2024 : 500 millions avaient été produits localement, 24 millions avaient été importés et les 52 millions de paquets restants avaient été introduits en contrebande dans le pays. Même si les importations officielles de produits du tabac se sont multipliées par huit depuis 2019, le volume estimé de cigarettes de contrebande entrées sur le territoire national reste extrêmement élevé.

#### Consommation de cigarettes en Ouzbékistan en 2024



Face à ce problème, le Comité des douanes a pris plusieurs mesures au cours des récents mois, visant à accroître les capacités de contrôle, principalement des opérations de transit, et qui se sont révélées très efficaces. De fait, les données commerciales montrent, par exemple, que le volume de cigarettes saisies par la Douane a rapidement augmenté de 2017 à 2023 avant de

diminuer en 2024, tandis que le volume de cigarettes entrant dans le pays sous le régime du transit a diminué et le volume des importations a augmenté (voir le tableau ci-dessous).

Tableau 1 – Données commerciales relatives aux cigarettes

Année	Paquets de cigarettes déclarés à l'importation	Paquets de cigarettes saisies	Taux d'accises en % de la valeur des marchandises	Paquets de cigarettes déclarés en transit
2017	8,8 millions	88 000	580	18 millions
2018	0	384 000	580	41,3 millions
2019	3,4 millions	359 000	276	106,3 millions
2020	2,5 millions	1,1 million	228	128,4 millions
2021	3,2 millions	1,5 million	241	102,8 millions
2022	369 400	1,5 million	75	328,5 millions
2023	2,2 millions	5,7 millions	208	455 millions
2024	47,4 millions	2,9 millions	136	76,5 millions

FROM OUR SPONSOR

**Rapiscan**<sup>®</sup>

**insight**  
FOCUS ON WHAT MATTERS  
Assists with image analysis & threat detection

## AMÉLIORER LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE TRANSIT

L'Ouzbékistan est un pays enclavé entouré par le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Afghanistan. Situé le long de la Route de la soie, il a été pendant des siècles un carrefour du commerce en Asie centrale et reste aujourd'hui un pôle commercial phare entre

l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient.

Les contrebandiers importent illégalement des cigarettes dans le pays en les transportant vers les pays voisins sous le régime du transit, puis en les faisant repasser la frontière en contrebande. Ce mode opératoire est particulièrement courant au Kirghizistan, d'où certains de ces envois sont « réexportés » vers l'Ouzbékistan.



En 2024, le Comité des douanes a adopté plusieurs mesures pour améliorer la surveillance des chargements de cigarettes entrant dans le pays sous le régime du transit.

Aujourd'hui, les documents suivants doivent obligatoirement être envoyés par voie électronique à la douane et présentés au poste frontière d'entrée et de sortie :

- L'attestation confirmant que les timbres fiscaux de l'État destinataire ont été apposés sur les paquets de cigarettes, à moins que cet État ne l'exige pas.
- Le certificat d'origine, un contrat (une convention) de livraison et un planning de transport si les cargaisons en transit sont fractionnées en plusieurs envois avec des destinations différentes.
- L'attestation confirmant que le paiement des droits de douane pour les produits en transit a bien été effectué sur le compte de dépôt de l'administration douanière. Les droits doivent être acquittés dans les cinq jours ouvrables après la sortie des marchandises du pays.

En outre, les véhicules transportant des produits du tabac ne sont autorisés à passer que par des postes frontières équipés de systèmes d'inspection et de scanographie. Enfin, la coopération avec les pays voisins a été renforcée et les données sur les envois de produits du tabac sont échangées afin de vérifier que les marchandises arrivent bien à leur destination finale.

Le volume de produits du tabac entrant en Ouzbékistan sous le régime du transit a fortement diminué, passant de 10 467 tonnes en 2023 à 1 772 en 2024. Au cours des 11 premiers mois de 2024, les droits de douane perçus sur les importations de tabac ont augmenté de près de 12 fois par rapport à la même période en 2023. De plus, 138 tonnes de produits du tabac ont été renvoyés en Ouzbékistan, leur importation n'ayant pas été approuvée par l'administration des douanes du pays de destination.

## RENFORCER LES CAPACITÉS DE GESTION DES RISQUES

Le Comité des douanes a amélioré son système de gestion des risques en mettant au point de nouveaux indicateurs de risque pour la détection des mouvements illicites de produits du tabac et en les incorporant dans son module de profils de risque. Ces indicateurs se fondent sur les données historiques stockées dans le système d'information sur les infractions constatées, qui est relié au système de gestion des risques, sur le Recueil de l'OMD sur la gestion des risques en matière douanière et sur les recommandations formulées par les administrations des douanes du Japon et de l'Allemagne.

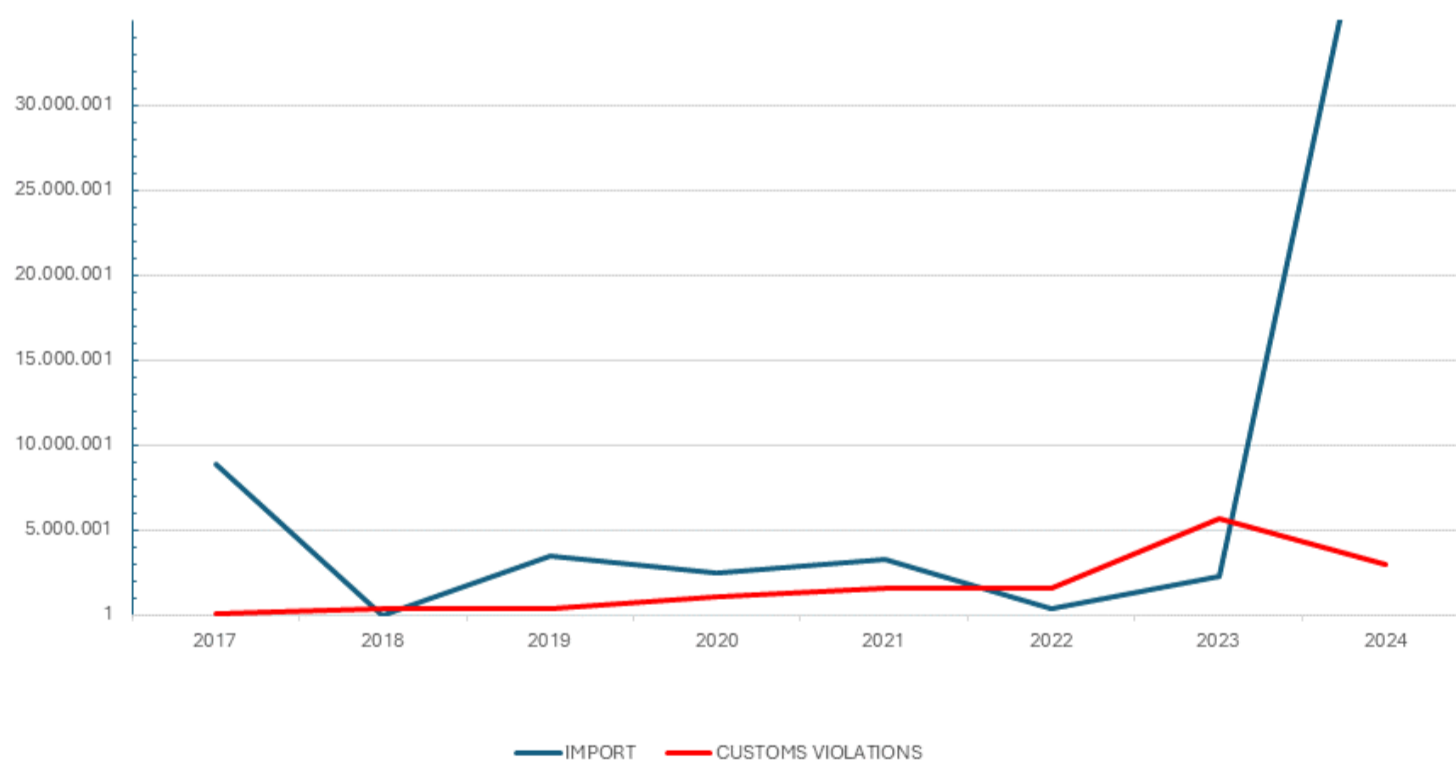
Le Comité des douanes a également mis au point divers outils de détection de la menace qui ont été déployés pour être utilisés avec des scanners aux postes frontières d'entrée et de sortie. Ces outils permettent aux systèmes d'inspection non intrusive (INI) de reconnaître les produits du tabac ou les anomalies entre ce qui a été déclaré et ce qui apparaît à l'image, et d'envoyer des alertes aux douaniers en conséquence. L'utilisation de ces outils s'est déjà avérée très efficace. Par exemple, un wagon de train chargé de cigarettes qui avaient été déclarées comme étant du thé a été repéré au poste douanier de Khojadavlat à la frontière avec le Turkménistan.

Avec l'aide du ministère ouzbek de l'Intérieur, la Douane d'Ouzbékistan a également connecté son système informatique au réseau national de caméras de surveillance de la circulation routière. Géré par l'Autorité de la sécurité routière, ce réseau compte plus de 10 000 caméras. Lorsque des produits et des véhicules sont placés sous contrôle, le système d'information du Comité des douanes détermine le meilleur itinéraire à suivre pour arriver à l'entrepôt national, via Google Maps et Yandex Maps. L'information est envoyée au système informatique de l'Autorité de la sécurité routière, qui suit les véhicules visés et recense toute déviation par rapport à l'itinéraire et à l'horaire prévus. Si le chemin pris diffère énormément de l'itinéraire fixé par la Douane, un signal est envoyé au système douanier de gestion des risques et l'équipe travaillant au centre de ciblage douanier prend les mesures nécessaires pour localiser les véhicules et pour déterminer la cause de leur déviation, en coopération avec les unités de terrain travaillant dans la zone concernée.

## SAISIES

Depuis 2019, le nombre de saisies de cigarettes a fortement augmenté. Si les trafics illégaux étaient principalement détectés à l'intérieur du pays et liés au non-respect des règles et réglementations régissant le stockage et la vente de marchandises, y compris le dépassement des franchises douanières, de nouvelles tendances sont apparues en 2023 et 2024 puisque les contrebandiers ont commencé à soumettre de fausses déclarations ou à dissimuler les paquets de cigarettes dans différentes parties des véhicules.

Comparaison du volume d'importations et des délits détectés



En 2024, 510 infractions liées à la circulation illégale de cigarettes ont été constatées par la douane aux postes frontières, dont 96 (soit 29%) portaient sur des produits dissimulés dans des valises ou des sacs à double fond, ou encore dans des caches à bord de conteneurs, de véhicules et d'autres moyens de transport. Tous les produits détectés ont été confisqués. En 2024, conformément à une décision de justice, 1,3 million de paquets de cigarettes ont été détruits.

Trois grandes saisies ont été effectuées pour un total de 2 millions de paquets de cigarettes :

- Le 19 janvier 2024, 402 000 paquets de cigarettes non déclarés ont été retrouvés dans un wagon de chemin de fer au poste frontière de Sariosiya, près du Tadjikistan sur l'axe Iran – Turkménistan – Ouzbékistan – Tadjikistan.

- Le 19 juillet 2024, 866 000 paquets de cigarettes ne portant pas de timbre fiscal et déclarés comme étant des matières premières de tabac ont été retrouvés dans un camion au poste frontière d'Olot, près du Turkménistan, sur l'axe EAU – Iran – Turkménistan – Ouzbékistan – Kirghizstan.
- Le 14 septembre 2024, un chargement de 706 000 paquets de cigarettes déclarés comme du thé noir a été retrouvé dans un wagon de chemin de fer au poste frontière de Khojadavlat sur l'axe Iran – Turkménistan – Ouzbékistan – Kazakhstan.

Tous ces envois ont été sélectionnés sur la base de profils de risque, des contrôles avec des appareils d'inspection non intrusive ayant été menés pour confirmer les soupçons des douaniers.

La plupart des cigarettes saisies avaient été fabriquées aux Émirats arabes unis et en Corée sous divers noms de marque, notamment « Milano », « Esse » et « Oris ».

## COOPÉRATION AVEC LES FABRICANTS DE CIGARETTES

L'Ouzbékistan compte trois grands producteurs de tabac.

- JSC « UZBAT », qui fait partie du groupe British American Tobacco et qui détient 74,7% du marché.
- JTI TURON INC, qui fait partie du groupe Japan Tobacco et qui représente 13,8% du marché.
- Philip Morris International, qui détient 11,5% du marché.

Un protocole d'accord a été signé entre le Comité des douanes et JSC UZBAT, qui est le plus grand producteur de cigarettes du pays, par lequel JSC UZBAT s'engage à fournir au Comité des douanes des technologies modernes pour détecter les cigarettes de contrefaçon et à organiser des séminaires et des ateliers afin de renforcer les capacités douanières.

## INFORMER LE PUBLIC

À Tachkent, un paquet de cigarettes Milano se vend en moyenne pour 15 000 sums ouzbeks sur le marché noir contre 12 000 sums sur le marché légal, tandis qu'un paquet d'Esse se vend à 45 000 sums sur le marché noir, contre 25 000 sums sur le marché légal.

Plusieurs raisons peuvent potentiellement expliquer que les cigarettes importées illégalement soient plus chères que celles vendues licitement :

- Les cigarettes vendues sur le marché noir proviennent de stocks restants qui ont été achetés par les contrebandiers à un prix qui était inférieur au prix des cigarettes légales à l'époque, mais ce prix a augmenté depuis.
- Les paquets de cigarettes importées illégalement ne portent pas de message d'avertissement ou d'image sur les effets nocifs du tabagisme, et certains acheteurs préfèrent peut-être les acheter pour cette raison.

Une analyse effectuée par le laboratoire central des douanes d'Ouzbékistan montre que les cigarettes vendues sur le marché noir contiennent souvent plus des substances nocives, comme du goudron, du monoxyde de carbone, du plomb et de l'arsenic et, dans certains cas, jusqu'à 500% de cadmium toxique en plus. La contrebande nuit également au budget de l'État et constitue une menace pour la sécurité nationale, dans la mesure où elle représente un moyen de financement pour les groupes criminels, qui utilisent cet argent pour soudoyer les fonctionnaires.

Le Comité des douanes a lancé une campagne de communication pour sensibiliser le public aux effets pernicieux de ce commerce, participant entre autres à des émissions de radio et publiant du matériel pédagogique. En 2024, il a organisé plusieurs événements publics durant lesquels 1,3 million paquets de cigarettes ont été détruits.

## UNE RÉCOMPENSE POUR LES INFORMATEURS

Une récompense financière est octroyée aux personnes qui dénoncent des activités de trafic de produits du tabac. Les informations peuvent être communiquées en ligne via la plateforme « Tax Partner » qui a été créée par le Comité du fisc de l'État d'Ouzbékistan. N'importe quel citoyen peut utiliser la plateforme pour signaler des infractions fiscales, économiques et financières.

## VOIE À SUIVRE

Pour endiguer le tabac illicite de produits du tabac en Ouzbékistan, plusieurs mesures complémentaires sont à l'étude.

La première vise à améliorer les capacités de détection en renforçant l'échange de renseignements au niveau intergouvernemental, en surveillant les ventes de tabac en franchise de droits via un système informatique et en intégrant le système d'étiquetage numérique au système de délivrance des timbres fiscaux.

Mis au point par le Comité du fisc, le système d'étiquetage numérique exige des importateurs de cigarettes qu'ils obtiennent un numéro de série unique par le biais d'un crypto-code pour chaque paquet de cigarettes qu'ils souhaitent importer. Tous les codes sont émis et stockés par l'intermédiaire d'un système informatique. L'importateur transmet les codes au fabricant, qui les convertit en codes Data Matrix (codes-barres bidimensionnels à haute densité qui peuvent codifier une grande quantité de données en utilisant un minimum d'espace, ce qui les rend parfaitement adaptés pour l'étiquetage de petits articles) et qui les imprime sur les emballages individuels des paquets de cigarettes destinés à la vente au détail. Les cartons et les caisses sont également étiquetés avec des codes uniques attribués par le fabricant. Des timbres fiscaux de l'État destinataire doivent être apposés sur tous les paquets de cigarettes, à moins que cet État ne l'exige pas. Une fois les paquets de cigarettes dédouanés, la Douane envoie la liste des codes au Comité du fisc. Chaque achat étant enregistré, il est possible de suivre le parcours d'un paquet depuis le lieu de sa fabrication jusqu'au détaillant et au consommateur, tout au long de la chaîne de distribution, et de s'assurer ainsi que tous les droits et taxes ont été acquittés. La mesure envisagée vise donc à relier le système informatique utilisé pour gérer ce régime au système de délivrance des timbres fiscaux, question de permettre à la Douane de contrôler plus efficacement les mouvements des cigarettes.

La deuxième mesure vise à renforcer le régime de responsabilité et de sanctions pour la contrebande illégale de tabac, y compris l'introduction de sanctions pour la vente et l'achat de tabac illégal et pour la vente de produits du tabac à des mineurs, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de l'OMS pour la lutte antitabac.

Tableau 2 – Régimes de sanctions dans la région

Pays	Sanctions administratives	Sanction pénale
Russie	391\$	7 826\$ ou 3 ans de prison
Kazakhstan	8 000\$	21 000\$ ou 1 an de prison
Tadjikistan	1 320\$	Amende calculée sur la base d'un indice de calcul de 360 (soit environ 26 000\$) ou 3 ans de prison
Kirghizistan	553\$	Amende calculée sur la base d'un indice de calcul de 1 200 (soit environ 1 371\$) ou 1 an de prison
Ouzbékistan	2 894\$ pour introduction sur le territoire national pour mise en circulation 300\$ pour activité de contrebande	11 576\$ ou 5 ans de prison

La troisième mesure consiste à maintenir le taux des accises et des droits de douane, ainsi que celui de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits du tabac. Tout changement devrait être étayé par des analyses économiques et économétriques approfondies.

Enfin, la quatrième mesure consiste à poursuivre les activités de sensibilisation afin d'informer le public des effets néfastes du commerce illicite.

**En savoir +**

[info@customs.uz](mailto:info@customs.uz)

[f.olimjonov@customs.uz](mailto:f.olimjonov@customs.uz)

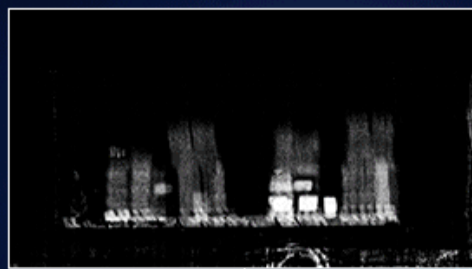
---

Mots clés: [#commerce illicite](#) [#tabac](#) [#recettes](#)

## AUGMENTED X-RAY REPOUSSE LES LIMITES DE DETECTION PAR RAYONS-X

Surpassez vos capacités de détection pour la sécurité des frontières grâce à la technologie Augmented X-ray.

smiths  
detection



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Dossier: Changer la donne

### Surmonter le défi de l'enclavement : le cas de la Bolivie

5 mars 2025

Par Rómulo Alvarez Antezana, Douane nationale de l'État plurinational de Bolivie

La Bolivie est un pays situé au cœur de l'Amérique du Sud dont la topographie est variée, des terres basses et des plaines s'étendant à l'est tandis que de hautes chaînes montagneuses couvrent l'ouest du pays.

Sa localisation géographique lui offre un potentiel stratégique qui pourrait lui permettre de jouer un rôle clé dans l'intégration économique entre la Communauté Andine (CAN) et le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de relier océans Pacifique et Atlantique.

Cependant, sa situation de pays enclavé et son relief contrasté augmentent les coûts associés au mouvement transfrontalier des marchandises. Ces coûts peuvent être classés en deux catégories :

- les frais associés au transport de marchandises qui exige des véhicules spécialement équipés et des chauffeurs hautement expérimentés ;
- les frais associés aux procédures d'importation, d'exportation et de transit.

Pour surpasser les difficultés découlant de sa topographie et de sa situation de pays enclavé et promouvoir un commerce plus compétitif, la Bolivie a adopté diverses mesures. Elle a plus particulièrement mis l'accent sur les investissements dans les infrastructures routières et douanières, ainsi que sur la numérisation des procédures, l'approfondissement de la coopération avec les pays voisins et l'échange électronique de données. Ces mesures ne seront pas seulement profitables aux opérateurs commerciaux, elles contribueront aussi à la croissance économique du pays.

# AUGMENTED X-RAY REPOUSSE LES LIMITES DE DETECTION PAR RAYONS-X

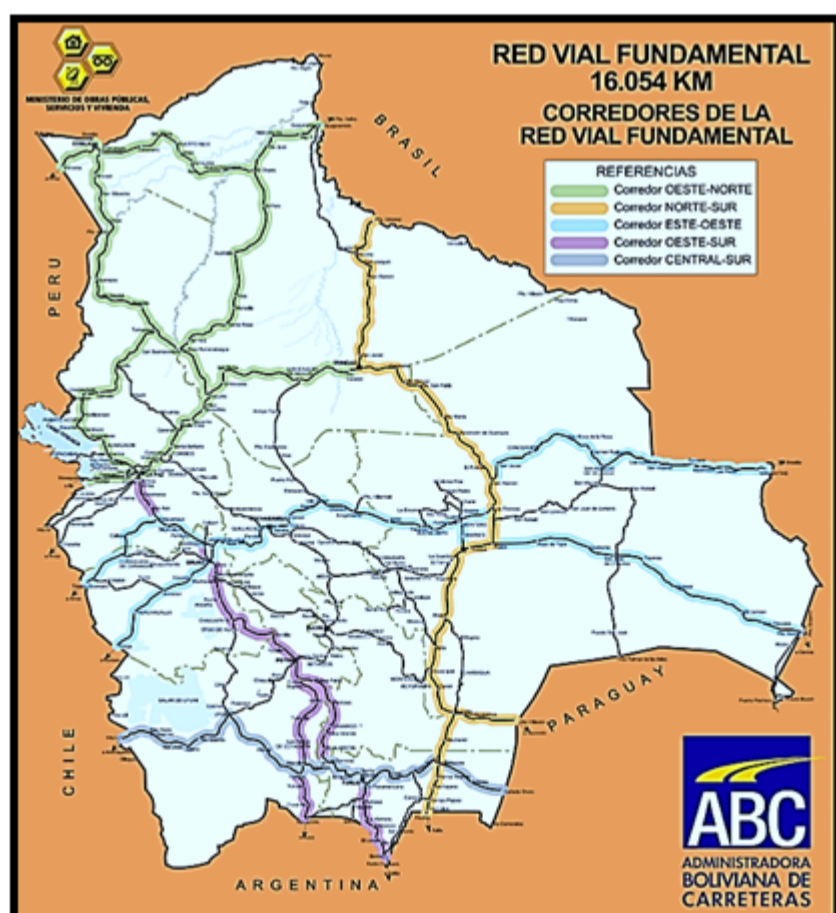
Surpassez vos capacités de  
détection pour la sécurité  
des frontières grâce à la  
technologie Augmented X-Ray.

EN SAVOIR PLUS

smiths  
detection

## INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES, DOUANIÈRES ET LOGISTIQUES

Au cours des dernières années, sous la férule du président Luis Alberto Catacora et de la Directrice générale de l'Administration nationale des douanes, Karina Liliana Serrudo Miranda, le gouvernement bolivien a privilégié les investissements dans le réseau routier et douanier du pays.



Le couloir est-ouest est un bel exemple de ce type d'investissements, avec ses 2 585 kilomètres de routes, ses 35 tronçons et ses 2 embranchements reliant les principales villes de la Bolivie au Brésil et au Chili, et à leurs ports maritimes. Au cours des trois dernières années, des millions de dollars des États-Unis ont été investis dans l'amélioration des infrastructures en vue de garantir qu'elles puissent assurer des conditions de transport optimales.

En 2023, la Douane a inauguré le centre douanier polyvalent de Cañada Oruro – Infante Rivarola, à la frontière avec le Paraguay. Ce centre, qui s'étend sur 22 hectares et a exigé un investissement de plus de 21 millions de dollars, a été conçu pour offrir un meilleur service aux opérateurs du commerce extérieur et pour faciliter la coordination avec les autorités de contrôle.



D'autres financements importants ont été consentis au bureau de douane de Bermejo, au sud du pays à la frontière avec l'Argentine, ce qui a permis d'améliorer également les installations pour les opérateurs de commerce extérieur. La Douane a investi, en tout, plus d'un million de dollars des États-Unis pour moderniser les infrastructures douanières au sud du pays.

2024 a également marqué l'inauguration de la zone de contrôle intégré de la Douane de Pisiga, à la frontière avec le Chili, près du centre douanier polyvalent de Tambo Quemado. La zone offre une infrastructure moderne et des services logistiques efficaces. Ces installations bénéficient d'une position stratégique dans le corridor bi-océanique qui relie la Bolivie au Chili.

L'investissement s'est élevé à plus de 45 millions de dollars des États-Unis.



Grâce à la modernisation des infrastructures de tous ces postes douaniers, les opérateurs ont aujourd'hui accès :

1. à des zones spécialisées réservées aux inspections et à l'entreposage qui permettent de gérer plus facilement les flux de marchandises et de réduire les risques de dommages ou de pertes tout en rendant les contrôles plus agiles ;
2. à une technologie avancée dans les bureaux de douane, notamment à des systèmes automatisés de contrôle du fret et des véhicules, améliorant la transparence tout en réduisant les erreurs humaines.

## GESTION COORDONNÉE DES FRONTIÈRES

Les systèmes informatiques des organismes nationaux de contrôle, tels que la Douane, les services d'immigration et les autorités phytosanitaires, sont à présent interconnectés et les services concernés partagent non seulement les mêmes installations, mais aussi les coûts liés à

leur entretien et gestion. Ce mode de fonctionnement permet d'appliquer les procédures requises simultanément et plus rapidement.

Au niveau international, les négociations avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et le Pérou ont permis de déployer des mécanismes de contrôle intégré qui donnent lieu à des inspections conjointes et qui facilitent le transit de marchandises sans devoir entreprendre des démarches redondantes.

Entre 2023 et 2024, des commissions binationales des frontières ont été créées entre la Bolivie et ses voisins pour établir de nouveaux protocoles communs en vue de gérer efficacement les flux de marchandises. Ces commissions ont pris plusieurs mesures, établissant notamment les inspections conjointes et des mécanismes de coordination des opérations de transit. Elles ont également ajusté les horaires des postes frontières et ont promu la mise en place de guichets uniques dans chaque pays pour faciliter le processus d'inspection entre les autorités au niveau national.

Ces actions ont permis de réduire sensiblement les délais pour le transit terrestre. Par exemple, le temps nécessaire pour aller de La Paz, en Bolivie, au port d'Arica au Chili, a diminué de 25 %, passant de 48 à 36 heures. De même, les coûts logistiques ont diminué de 100 USD à 80 USD, selon les données fournies par les transporteurs.

Par ailleurs, les heures d'ouverture des bureaux aux frontières avec le Chili et avec le Paraguay sont passées de 12 heures à 24 heures par jour, 7 jours sur 7, et les négociations à ce sujet se poursuivront avec d'autres pays limitrophes.

---

FROM OUR SPONSOR

---



PUBLICAN  
**World**  
Your Compliance,  
Our Priority.

Get more done, faster, with AI-powered automation and complete compliance for trade professionals.

[Click for more Info](#)

---

## MODERNISATION DE LA DOUANE

La Douane bolivienne a déployé un ensemble de technologies sophistiquées pour améliorer son efficacité et la sécurité aux frontières. Parmi ces technologies, citons les scanners d'inspection non intrusive des véhicules et un système de reconnaissance automatisée des plaques d'immatriculation (RAPI) qui saisit des images statiques et vidéo des plaques ou numéros d'immatriculation des véhicules traversant la frontière pour entrer sur le territoire national.

De plus, la Douane a mis sur pied un système informatique pour la délivrance de décisions anticipées en matière d'origine et de nomenclature douanière, système qui est géré par le biais d'une plateforme en ligne.

Les travaux pour la création d'un mécanisme de certification numérique de l'origine avancent également. La mise en place d'un tel système représentera un saut qualitatif et quantitatif certain pour le commerce extérieur bolivien, puisqu'il devrait aboutir à une réduction importante des coûts pour les opérateurs.

La Bolivie est le seul pays à être membre des deux principales initiatives d'intégration économique en Amérique du Sud, à savoir la CAN (composée de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou) et le Mercosur (constitué de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay). Elle fait également partie de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) qui est une entité de libre-échange plus large incluant des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans la lignée de l'Accord dit de « complémentarité économique » n° 36 (ACE 36) entre la Bolivie et le MERCOSUR, des essais pilotes pour la numérisation des certificats ont été menés avec succès avec le Paraguay et avec le Brésil. La délivrance et la réception de certificats d'origine numériques ayant une pleine validité juridique devraient devenir effectives au cours du premier trimestre de l'exercice 2025. Durant cet exercice, l'Administration bolivienne espère aussi pouvoir lancer l'échange de certificats avec l'Argentine et l'Uruguay.

En outre, dans le cadre de la Communauté andine (CAN), la Bolivie commencera à échanger des certificats d'origine numériques avec la Colombie à partir du 28 février 2025 à travers la plateforme INTERCOM, la plateforme d'interopérabilité communautaire de la CAN. Il est aussi prévu d'élargir l'échange de certificats à l'Équateur et au Pérou durant l'exercice 2025. De même, un régime bilatéral d'échange de certificats numériques avec le Chili devrait entrer en vigueur à la fin du mois de juin 2025. Le but est d'arriver à échanger des certificats numériques d'origine avec les 13 États membres de l'ALADI.

Enfin, le 30 septembre 2024, la Bolivie a lancé son guichet unique de commerce extérieur (VUCE de son acronyme espagnol) dont la mise sur pied a été possible grâce au soutien du Secrétariat de l'OMD. À cette occasion, la toute première procédure a été exécutée via la plateforme. Il s'est agi de la délivrance, par l'Institut bolivien de métrologie (IBMETRO), du premier certificat électronique destiné à un importateur et à une agence de courtage en douane. Quatre autres entités publiques émettrices rejoindront le guichet unique, l'incorporation d'autres institutions au VUCE devant se faire graduellement.

## **RECENSER LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT ET MESURER LA PERFORMANCE**

Sur la base de la méthodologie et du logiciel de l'OMD et grâce au soutien de ses experts, des études sur le temps nécessaire à la mainlevée (ETNM) ont été menées à divers points de passage, dont le poste-frontière de Yacuiba avec l'Argentine, le poste-frontière de Puerto Suárez/Puerto Quijarro avec le Brésil et le bureau de douane de la ville de Santa Cruz de la Sierra, à l'intérieur du pays.

Les ETNM ont permis de mettre le doigt sur tous les facteurs causant des retards et sur les possibilités d'améliorer le temps nécessaire à la mainlevée et l'efficacité opérationnelle à ces endroits. Un Plan d'action a été élaboré en conséquence, comprenant 24 activités spécifiques pour le poste-frontière de Yacuiba, 20 pour le bureau de douane de Santa Cruz, et 24 pour le poste-frontière de Puerto Suárez/Puerto Quijarro. Toutes les mesures sont gérées par les diverses institutions impliquées et par le Comité national de la facilitation des échanges. D'autres études seront menées à l'avenir pour permettre d'évaluer la mise en œuvre effective des mesures prévues par le plan d'action.

## **ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE PAYS ANDINS**

En 2019, alors qu'elle assurait la présidence pro tempore de la Communauté andine, la Bolivie a encouragé la mise en place de la plateforme d'interopérabilité communautaire de la CAN, baptisée INTERCOM.

La plateforme s'inscrit, tant au niveau du matériel informatique que du logiciel spécialisé, dans le cadre du projet de Stratégie numérique andine. Elle permet aux organismes des pays de la CAN de se connecter pour partager des documents structurés et harmonisés tels que le document douanier unique, la déclaration andine de la valeur en douane, la notification sanitaire obligatoire, les certificats d'origine, les certificats phytosanitaires et les certificats de santé animale.

Les travaux de développement de la plateforme ont été achevés fin 2024 et, le 28 février 2025, la Bolivie commencera à échanger des certificats d'origine avec la Colombie, ce qui marquera le début de la mise en service d'INTERCOM.

## PERSPECTIVES

La Bolivie a réalisé des progrès significatifs en matière d'infrastructure, de modernisation technologique et de coordination interinstitutionnelle, consolidant ainsi sa position en tant que partenaire privilégié de l'intégration économique sud-américaine et des flux commerciaux mondiaux, et affirmant son engagement à construire un avenir plus prospère et mieux connecté pour ses citoyens.

L'OMD a joué un rôle essentiel dans ce processus en portant appui à des initiatives concrètes pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMD sur la facilitation du commerce (AFE). Toutefois, ces initiatives ne porteront leur fruit qu'à condition que le rythme des investissements dans les infrastructures se maintienne, que la formation du personnel douanier reste adéquate et qu'une coordination effective puisse être garantie entre les entités publiques et privées.

---

**Mots clés:** [#Facilitation des échanges](#) [#échange de données](#) [#Gestion coordonnée des frontières](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Dossier: Changer la donne

### Engagée en faveur de la reddition de comptes et de la transparence : comment la Zambia Revenue Authority tire parti du mécanisme de mesure de la performance de l'OMD

6 mars 2025

Par la Zambia Revenue Authority

**L'Administration fiscale de Zambie (Zambia Revenue Authority – ZRA) a révisé son Plan stratégique et son système de mesure de la performance au cours des derniers mois dans une volonté de mieux rendre compte de ses activités au gouvernement et à la société dans son ensemble, mais aussi d'accroître la transparence de ses opérations. Soucieuse de s'aligner sur le mécanisme de mesure de la performance (MMP) de l'OMD, elle a demandé l'aide de l'Organisation pour élaborer ses KPI.**

#### MESURER LA PERFORMANCE : UN SYSTÈME MULTICOUCHE

La Zambia Revenue Authority (ZRA) mesure divers KPI qui ont été conçus pour suivre la mise en œuvre de ses plans stratégiques qui couvrent trois niveaux, à savoir l'institution, les divisions et les départements. Le Plan stratégique général est mis au point par un comité technique composé de représentants de toutes les divisions et de tous les départements qui consultent diverses parties prenantes pour comprendre comment mieux répondre à leurs besoins. Il se décline en plans des divisions et des départements qui sont élaborés par des membres choisis de l'équipe de direction des divisions et départements en cause.

Les objectifs à haut niveau visent notamment à optimiser le recouvrement des recettes, à accroître la conformité, à satisfaire davantage les contribuables, à perfectionner les processus opérationnels, à renforcer la facilitation du commerce et à augmenter la motivation du personnel.

Chaque plan comporte des KPI spécifiques, tandis que les entités plus petites de l'organisation, comme les unités et les sections, ont des « objectifs cibles ». Enfin, au niveau individuel, tous les membres du personnel signent un contrat de gestion et de développement de la performance

(PDMC de son acronyme anglais), dans la lignée du plan de leur division respective et des objectifs cibles de leur unité.

FROM OUR SPONSOR

LET'S  
CREATE  
THE CRÉONS LE *lien*  
LINK

SOLUTIONS  
LOGICIELLES  
DOUANIÈRES &  
SÉCURITAIRES

www.conex.net

ICS2 • PNTS • CUSTOMS • WORKFLOW MANAGEMENT

**CONEX**  
I-WAY TO CUSTOMS

🇪🇺 🇫🇷 🇧🇪 🇮🇹 🇬🇧

Les KPI font l'objet d'un suivi à travers des rapports de suivi mensuels qui prennent la forme de tableaux Excel. Un système de couleurs a été établi pour distinguer rapidement les domaines où les cibles de performance ont été atteintes :

- Les cellules en vert correspondent aux KPI liés aux recettes où le résultat escompté est atteint à 100 % et aux KPI qui ne sont pas liés aux recettes pour lesquels le résultat escompté est atteint à au moins 75 %.
- Les cellules en jaune correspondent aux KPI liés aux recettes où le résultat escompté est atteint entre 95 % à 100 % et aux KPI qui ne sont pas liés aux recettes pour lesquels le résultat escompté est atteint entre 40 % et 75 %.
- Les cellules en rouge correspondent aux KPI liés aux recettes qui restent en dessous de 95% du résultat escompté et aux KPI non liés aux recettes se situant en-deçà de 40% du résultat escompté.

Pour recueillir des données, la ZRA recourt à un mélange de processus automatisés et manuels. La plupart des données sont générées par les systèmes informatiques de la ZRA, comme TaxOnline et SYDONIA World, qui offrent des données en temps réel relatives aux déclarations fiscales, au recouvrement des recettes et aux déclarations en douane. Dans les domaines où l'automatisation est limitée, les données sont recueillies manuellement avec une contribution parfois directe des bureaux régionaux. Le personnel a été formé afin de réduire au maximum les erreurs qui peuvent se produire dans les procédures manuelles et les effectifs mènent régulièrement des exercices de validation pour garantir l'exactitude des données saisies manuellement. Des audits internes sont aussi menés pour détecter les divergences et pour appliquer les normes de qualité.

De nombreux KPI visent à évaluer la qualité du travail entrepris par les agents de la ZRA. Par exemple, les KPI concernant le recouvrement des recettes sont tant quantitatifs que qualitatifs. L'Autorité ne mesure pas seulement le pourcentage des recettes recouvrées par rapport aux montants cibles mais détermine aussi le taux de conformité des contribuables en vérifiant si les déclarations fiscales sont déposées à temps et si les paiements sont effectués dans les délais impartis, et en menant des contrôles a posteriori et des inspections sur le terrain. Un haut niveau de conformité témoigne de l'engagement effectif des contribuables à respecter la loi et de l'efficacité des mesures de lutte contre la fraude. En outre, la ZRA mène des enquêtes pour estimer la qualité de ses services et le respect des engagements pris dans le cadre de sa Charte des services aux contribuables. Elle recueille à cet effet des données sur des indicateurs tels que les délais de réponse, la clarté de la communication et la résolution des litiges.

Les contrats de gestion et de développement de la performance sont examinés deux fois par an, une première fois à la fin du premier semestre et une deuxième fois à la fin de l'année. Des avantages et des récompenses sont offerts aux membres du personnel qui atteignent les objectifs cibles et les surpassent. Ces contrats sont indispensables pour les efforts de la ZRA visant à aligner les efforts individuels des effectifs sur les objectifs organisationnels.

### **Adapter le système aux nouvelles stratégies**

Il s'est avéré difficile de mesurer avec précision certains KPI en raison de l'utilisation d'outils de suivi manuels ainsi que de la non-disponibilité des données. Par ailleurs, l'analyse de la mise en œuvre du Plan stratégique a mis en évidence plusieurs problèmes qui entravent la poursuite de certains objectifs stratégiques, comme :

- Le manque de mise en œuvre de certaines stratégies.
- Le faible niveau de conformité fiscale.
- Le manque de capacité pour taxer le commerce électronique.
- Les inefficacités dans le processus de gestion de la dette.
- L'instabilité des nouveaux systèmes de TIC et la médiocrité de l'infrastructure TIC.
- La médiocrité de l'infrastructure matérielle et des installations de soutien.
- Le manque de personnel.

Conformément aux dispositions de la loi nationale sur la planification et le budget, la ZRA a prorogé son Plan stratégique jusqu'en 2026, tout en entamant un examen approfondi pour résoudre les problèmes et les points faibles qui ont été recensés. Les interlocuteurs publics et privés de la ZRA ont été consultés à travers des enquêtes et des réunions avec des représentants de l'Autorité. Ils ont pu exprimer ouvertement leurs points de vue sur la manière dont la ZRA devrait résoudre les problèmes et comment eux-mêmes pouvaient appuyer les changements à mettre en place ainsi que la mise en œuvre du Plan stratégique jusqu'en 2026.

Des experts du Secrétariat de l'OMD ont aussi apporté leur concours au processus en conseillant les responsables de la Division des douanes de la ZRA qui faisaient partie du comité technique nommé par le Directeur général pour coordonner la prolongation du Plan stratégique. Comme prévu, ces experts ont recommandé que la ZRA intègre au Plan les objectifs et les KPI définis par l'OMD dans son Mécanisme de Mesure de la Performance (MMP).

Un atelier sur la mesure de la performance a été organisé en juin 2024 pour permettre au personnel de la ZRA de se familiariser avec le MMP, en particulier en ce qui concerne la description, la méthode de calcul, la logique et les limites des KPI. À la fin de l'atelier, 33 KPI du MMP ont été choisis pour être incorporés au Plan stratégique. Trois objectifs stratégiques ont également été ajoutés : l'amélioration de la facilitation des échanges, l'amélioration de l'éthique et du professionnalisme du personnel et, enfin, la promotion de la diversité et de l'égalité de genre.

D'autres KPI ont été mis au point, notamment :

- Le pourcentage d'articles de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui ont été mis en œuvre
- Le taux de recrutement hommes/femmes au sein du personnel qui compare le nombre de femmes nouvellement recrutées par rapport au nombre d'hommes nouvellement recrutés (le MMP recommande d'utiliser ce KPI au cas où l'indicateur sur le « Ratio d'équilibre des genres » se situe en dessous de celui établi pour la période précédente d'analyse de la performance, afin de déterminer les domaines fonctionnels pour lesquels il est nécessaire de prendre des mesures immédiates)
- Le nombre de mesures visant à améliorer le sort des personnes en situation de handicap.

Pour voir tous les KPI, cliquez [ici](#).

## EFFORTS DE COMMUNICATION

Les salariés se sont familiarisés avec le Plan stratégique prorogé et avec les changements apportés au système d'évaluation par le biais d'ateliers et de notes de service internes publiées régulièrement. Dans le cadre de l'intégration du MMP de l'OMD, la ZRA a également amélioré le document-type servant de modèle aux rapports de suivi mensuels, notamment en ajoutant des colonnes offrant des informations sur la méthode de calcul, les sources de données, le type d'indicateurs et les moyens de vérification. Les employés sont également encouragés à donner leur avis et leurs inquiétudes sont traitées rapidement.

Les données sur les objectifs stratégiques, sur la mesure de la performance et sur les résultats financiers sont publiées dans le détail dans les rapports annuels qui sont mis à la disposition du public sur le site Web de la ZRA. En outre, les résultats concernant la performance sont présentés lors des réunions annuelles que la ZRA organise avec les parties prenantes, auxquelles participent les principaux partenaires, notamment les représentants de plusieurs ministères, des opérateurs économiques et de la société civile.

## VOIE À SUIVRE

En intégrant de manière horizontale le MMP de l'OMD dans son système de mesure de la performance, la ZRA se donne plusieurs objectifs. Il s'agit notamment d'accroître ses capacités à recenser les domaines exigeant des améliorations et arriver à une augmentation durable des recettes. Elle souhaite également pouvoir répondre rapidement aux nouvelles exigences des pouvoirs publics et du secteur privé, adapter son Plan stratégique et s'assurer que ses objectifs stratégiques entrent dans la lignée des recommandations internationales. Enfin, elle entend participer à la normalisation du suivi de la performance douanière et améliorer son image de marque.

Un investissement plus important dans l'automatisation est indispensable pour réduire la charge que représente la collecte manuelle de données. Il serait particulièrement utile de mettre au point des solutions informatiques pour mesurer le niveau de conformité des contribuables, étant donné que cet aspect exige une analyse complexe et une collecte de données solides et précises.

D'autres domaines présentent leur lot de difficultés, les techniques de collecte des données s'affinant en continu au fur et à mesure que nous tirons les enseignements des expériences passées. C'est notamment le cas pour les initiatives qui visent à quantifier le niveau de satisfaction des clients et leurs expériences subjectives. Parmi les principales solutions qui pourraient être envisagées figurent l'analyse des données, en particulier l'analyse prédictive, pour mieux apprécier l'évolution du niveau de conformité des entreprises, et une utilisation accrue des enquêtes et groupes d'intérêt qui permettent de recueillir les perspectives des clients.

### En savoir +

[Directeur général adjoint](#) (Deputy Commissioner) – Customs Business Policy & Support



**Rapiscan®**

COMPLETE CUSTOMS SCREENING SOLUTIONS

Helping Customs agencies to combat trade fraud, terrorism, and smuggling



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Dossier: Changer la donne

### Booster la lutte contre le commerce illicite : voyage au cœur de l'Opération HALCOMI au Cameroun

6 mars 2025

Par Serge Martin TEPIELE, Officier de la Douane du Cameroun, Chef de la Subdivision Commerciale de Kumba

La Douane camerounaise est fortement engagée depuis environ une décennie dans un vaste chantier de lutte contre le commerce illicite. Si elle a constamment pris part ces dernières années à diverses opérations coup de poing organisées par l'OMD, elle a également mis au point depuis fin 2016 sa propre opération de lutte contre la fraude dénommée HALCOMI, contraction de la formule « halte au commerce illicite ».

#### ORIGINE

L'opération a vu le jour au cours du second semestre de l'année 2016 à la demande de certaines entreprises et marques légalement établies au Cameroun, à l'instar de Guinness avec sa marque de même nom, Promodis et sa marque Ovaltine, Boissons du Cameroun – connue sous l'appellation SABC à cette époque – avec la marque Heineken et Nestlé Cameroun avec sa marque de lait Nestlé. Ces entreprises subissaient de plein fouet la concurrence déloyale du commerce illicite. Bien que titulaires de contrats de représentation et de distribution exclusives de certaines marchandises sur le sol camerounais, ces entreprises observaient, médusées, le marché local approvisionné des marchandises de leurs marques, mais d'origine et de provenance douteuses. Ces réseaux de fraude étaient tellement fournis que l'une de ces entreprises qui a volontairement simulé une pénurie de ses produits a été surprise de constater que ses clients continuaient d'être ravitaillés sans difficulté des mêmes produits provenant de pays voisins.

Les entreprises concernées ont alors, dans une démarche partenariale, saisi la Douane pour discuter d'une synergie d'actions de lutte contre ces importations réalisées en violation des lois et règlements. Plusieurs types de fraude étaient répertoriés :

- le commerce parallèle, c'est-à-dire l'importation au Cameroun de marchandises authentiques, mais sans licence d'importation et/ou de distribution sur le territoire ;
- les déversements frauduleux de marchandises déclarées en transit et à destination des pays voisins ;
- l'importation de produits contrefaisants.

FROM OUR SPONSOR



## MODE OPÉRATOIRE ET PREMIERS RÉSULTATS

La Douane a répondu à leur requête en mettant sur pied une mission d'une centaine de douaniers placés sous la supervision d'un commandement central. Leur feuille de route consistait à intensifier les contrôles ciblés et saisir systématiquement toutes les marchandises frauduleusement introduites sur le marché camerounais, dresser les statistiques, analyser les modes opératoires des fraudeurs, remonter les filières, à l'effet de traquer et faire répondre les auteurs et commanditaires. Pour ce faire, les équipes opérationnelles vont exploiter minutieusement le renseignement fourni en bonne partie par les entreprises victimes, établir des contacts avec les autres forces de défense et de sécurité, solliciter l'appui des autorités administratives locales, monter des actions de filature, prendre d'assaut le contrôle des axes routiers stratégiques et de certaines zones frontalières réputées être des points de passage des marchandises ciblées.

Ces actions vont vite porter leurs fruits. Dès les premiers mois de l'opération, plusieurs cargaisons de boissons d'une marque internationalement reconnue, en provenance d'un pays voisin, vont être saisies dans la région du Sud précisément dans les villes d'Ambam et Kye-ossi. Des cargaisons de cuisses de poulet et d'autres produits alimentaires parfois impropres à la consommation humaine sont également saisis dans cette zone et détruits publiquement par les autorités compétentes, à grand renfort de couverture médiatique aux fins de sensibilisation à l'endroit des populations et des éventuels autres candidats à ce type d'activités.

## EXTENSION

Progressivement, les objectifs de l'opération ont été étendus à d'autres grands trafics illicites notamment les marchandises prohibées (comme les médicaments et consommables médicaux, les produits cosmétiques contrefaisants, les armes et munitions, le matériel militaire, les hydrocarbures, les stupéfiants, les espèces protégées par la CITES, ou encore certains produits et précurseurs chimiques susceptibles de double usage). L'Opération en est à sa phase 3 et ses effectifs ont triplé.

## LUTTER CONTRE LA CONTREBANDE

Les contrôles vont alors s'étendre à toutes les marchandises de contrebande (c'est-à-dire celles certes non prohibées, mais importées en dehors des bureaux de douane). Une catégorie va spécialement retenir l'attention des agents HALCOMI : les véhicules. Dans ce domaine, les agents vont bénéficier du développement par la Division en charge des systèmes d'information d'une application informatique dénommée COSMOS, mis en exploitation dès début 2021, et qui permet à partir de son numéro de châssis, de vérifier si un véhicule circulant au Cameroun avait bien été dédouané au moment de son entrée sur le territoire.

Les douaniers avaient en effet constaté que, si de plus en plus de véhicules de haut de gamme étaient en circulation au Cameroun, on ne retrouvait pas toujours les traces de leur dédouanement dans le système d'information de l'Administration des douanes. Ces véhicules, dont la plupart disposait même déjà d'une immatriculation locale, entraient frauduleusement depuis quelques années via les frontières terrestres qui sont par leur étendue difficiles à contrôler. La frontière avec le Nigéria fait à elle seule environ 1900 kilomètres.

L'application COSMOS contient toutes les données sur les véhicules roulants entrés et dédouanés au Cameroun depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Il suffit aux agents de l'Opération HALCOMI de se connecter via leur téléphone portable à COSMOS et d'y insérer le numéro de châssis du véhicule contrôlé pour obtenir son statut douanier. Dès les premiers jours de la mise en service de COSMOS, des centaines de véhicules ont été saisis dans tous les coins du pays.

L'application a été rendue accessible au grand public qui a été informé via une campagne de sensibilisation. L'écho a été tellement retentissant et la peur des contrôles tellement grande que beaucoup de propriétaires ont eux-mêmes procédé à la vérification du statut douanier de leur véhicule et se sont présentés spontanément devant les services des douanes pour régulariser leur situation. Pour encourager ce civisme douanier, le Directeur Général a même accordé un délai de grâce pendant lequel toute régularisation spontanée n'était soumise à aucune amende douanière.

## RÉSULTATS

Après près de huit ans, le bilan est largement positif. Dans le domaine de la santé, l'Opération HALCOMI a permis de réaliser la saisie de plusieurs tonnes de médicaments de contrebande et des consommables médicaux contrefaisants. Des cargaisons de produits alimentaires de qualité douteuse destinées à la consommation humaine ont aussi été saisies et détruites. Dans le secteur de la sécurité, plusieurs saisies marquantes ont été répertoriées notamment celle de 200 matériels de base de confection d'engins explosifs improvisés en 2020 – cette saisie sera déterminante dans la décision par les plus hautes autorités du pays d'intégrer la Douane au sein de la communauté nationale de défense et de sécurité -, et celle de 3 144 munitions de guerre en 2024. Dans le cadre de la protection de l'environnement et des écosystèmes, plusieurs tonnes de plastiques non biodégradables ont été saisies ainsi que des espèces protégées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

D'autre part, des détachements d'HALCOMI spécialement affectés à la sécurisation des frontières maritimes ont opéré des saisies de plusieurs tonnes de carburant de contrebande en provenance de la région du Sud-Ouest où divers groupes séparatistes s'opposent depuis 2017 au gouvernement camerounais.

Enfin, en matière de collecte des droits et taxes, des sommes conséquentes ont été recouvrées et la peur de la répression a induit un certain civisme. Sur les quatre dernières années (période 2021-2024), l'opération HALCOMI a traité 5 338 dossiers contentieux, représentant près de 12 % de l'ensemble des activités de lutte contre la fraude de la Douane. Cette activité contentieuse a

permis le recouvrement des droits et taxes éludés d'un montant de 5 306 069 591 FCFA (environ 7,8 millions d'euros), et le prélèvement des amendes douanières de 2 620 874 622 FCFA (environ 3,8 millions d'euros).

## DE NOMBREUX ATOUTS AU SERVICE DE L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Le succès de l'Opération HALCOMI est tributaire d'un ensemble de facteurs et d'atouts.

Tout d'abord, les personnels mobilisés ont été minutieusement sélectionnés. Alors que les responsables d'unités douanières classiques sont tenus d'accepter l'affectation de tout agent recruté par l'État, ceux nommés au commandement central de l'opération ont pu fixer des critères de sélection stricts. La liste des candidats présélectionnés est généralement soumise au Directeur Général des Douanes qui les met à la disposition d'HALCOMI par une Note de Service. Les agents qui, après une certaine période, ne sont pas ou plus à la hauteur des attentes du commandement sont réintégrés à leur unité d'origine. A ainsi été créée une unité d'élite regroupant les meilleurs agents de toutes les unités et de toutes les régions du pays, aussi bien des frontières terrestres, maritimes et aériennes.

Une autre particularité du dispositif est sa spécialisation. Les responsables des unités classiques des douanes emploient bien souvent plus de la moitié de leur temps de travail à des tâches administratives et de représentation qui n'ont aucune incidence sur la lutte contre la fraude douanière. Les responsables et personnels d'HALCOMI consacrent quant à eux tout leur temps, leurs efforts et leur ingénierie à la traque du commerce illicite. Ils collectent et exploitent les renseignements, réalisent filatures et infiltrations des milieux de fraude, échangent avec les forces de défense et de sécurité, etc.

Un atout majeur est le partenariat avec les entreprises et opérateurs économiques qui mettent souvent à la disposition de la Douane des renseignements précieux concernant les filières de fraude et de commerce illicite. Certaines entreprises appuient également la douane par des actions de formations sur leurs produits et marques afin de permettre aux agents de pouvoir identifier les contrefaçons.

Autre particularité, les agents de l'Opération HALCOMI assurent le quadrillage de l'ensemble du territoire national. Les unités classiques sont réduites à leurs territoires de commandement respectifs et ne coordonnent souvent pas leurs actions, n'échangent pas systématiquement de renseignements, voire sont en conflit concernant la compétence et le leadership de chacune. Dans le cadre du dispositif HALCOMI, le territoire national a été découpé en trois grandes zones qui couvrent les 12 secteurs de douane existants : HALCOMI Zone I (secteurs des douanes du Littoral 1, Littoral 2, Sud-ouest, Nord-ouest et Ouest), HALCOMI Zone II (secteurs des douanes du centre, Sud 1, Sud 2 et Est), et HALCOMI Zone III (secteurs des douanes de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord). Chaque zone HALCOMI est coiffée par un coordonnateur assisté d'un responsable des opérations et d'un rapporteur. Ce découpage en grandes zones a l'avantage de rendre plus efficace la planification de la réponse aux activités de commerce illicite.

Enfin, un autre atout, et non des moindres, est la simplification de la chaîne de commandement. Les agents opérationnels d'HALCOMI ne sont pas soumis aux longues chaînes hiérarchiques comme leurs collègues des unités classiques. En effet, le coordonnateur de zone rend compte directement au Commandement Central et en reçoit des instructions. Face à l'extrême fugacité de la fraude, la réactivité du commandement est généralement le plus grand atout du succès de la réponse opérationnelle. De même les agents d'HALCOMI, qui ont l'avantage d'échapper à l'autorité hiérarchique des responsables des douanes locaux, ont souvent plus d'audace et de ténacité pour traquer et sanctionner les fraudeurs qui très souvent ont réussi à créer avec le temps une familiarité compromettante avec ces chefs locaux.

## QUELQUES PESANTEURS CORRIGÉES

L'Opération HALCOMI a suscité quelques critiques et observations, dont la première est relative à sa durée. Pour certains, une opération spéciale n'aurait pas vocation à s'éterniser. S'il est vrai que généralement les opérations spéciales se déroulent sur un temps limité, il faut cependant s'interroger sur la finalité de l'action de la Douane. Si l'efficacité opérationnelle constitue l'objectif recherché par les services de surveillance, il serait incompréhensible, voire contre-productif, de sacrifier cette efficacité à l'autel des contraintes de pure forme tenant à la durée d'une mission.

Une autre critique a longtemps porté sur la tendance des agents HALCOMI à remettre en cause presque systématiquement le travail effectué par les unités classiques. Il a ainsi été rapporté que certains agents HALCOMI, lors des contrôles routiers sur des véhicules pourtant dédouanés, s'étaient illustrés dans la contestation systématique des valeurs déclarées. Les usagers ne pouvaient pas comprendre comment une même administration des douanes pouvait valider le dédouanement d'un véhicule par la délivrance d'une attestation, et le lendemain envoyer ses agents contester ce même dédouanement. Pour mettre un terme à ces dysfonctionnements, le commandement central d'HALCOMI a en octobre 2022 instruit ses agents de se borner à vérifier l'effectivité d'un dédouanement et non questionner sa qualité, cette autre mission relevant précisément d'un autre service spécialisé. Cette instruction a été réitérée par le Directeur Général en mars 2024, en des termes encore plus clairs et fermes.

## ALLER ENCORE PLUS LOIN

Il convient pour terminer, d'examiner certains ajustements qui pourraient être opérés pour rendre l'opération HALCOMI encore plus efficace. D'abord, il faudrait revitaliser la collaboration avec les entreprises victimes du commerce illicite car, faut-il le rappeler, l'opération HALCOMI à l'origine a été mise en place à la demande des entreprises et pour répondre à titre principal à certains défis et difficultés endogènes à celles-ci. Cependant avec le temps, on note un certain effritement de la collaboration avec ces entreprises, ce qui donne le sentiment d'éloigner quelque peu HALCOMI des véritables priorités et préoccupations de ses bénéficiaires. De ce point de vue, l'efficacité de l'opération pourrait être renforcée et son rendement plus probant si elle se cristallisait sur certaines lignes tarifaires ou certains régimes douaniers pour une période précise (par exemple : mission spéciale médicaments, alcools, huiles alimentaires ; ou mission spéciale transit, admission temporaire et engins de travaux publics)

Ensuite du point de vue de la facilitation des échanges, l'Opération HALCOMI devrait se montrer davantage préoccupée par la problématique des délais de passage des conteneurs, notamment dans les ports. Ces espaces étant par essence mieux surveillés et les marchandises canalisées vers les Bureaux des douanes, il s'agirait en ces lieux d'agir en fonction de renseignements afin de ne pas laisser l'impression de tracasseries aux usagers du fait de la multiplicité des contrôles. L'attention devrait davantage être cristallisée sur la contrebande et ses itinéraires (criques, frontières terrestres, plan d'eau), et les visites à domicile des conteneurs suspects pourraient être préférées aux nombreuses immobilisations de ceux-ci dans la zone portuaire ou sur les trajets menant aux lieux de dépotage. Cette option aurait pour effet de réduire les délais de passage et d'éviter les surestaries.

Enfin pour ce qui est des ressources humaines, les agents de l'Opération HALCOMI doivent être davantage formés pour mieux appuyer les entreprises. Il faudrait à cet égard et dans le cadre de la démarche de collaboration avec ces entreprises, organiser davantage des séances de formation pour permettre aux agents de pouvoir identifier aisément les marchandises de contrefaçon. Enfin, le commandement central de l'opération pourrait conditionner l'accès ou le maintien dans ce corps d'élite à la validation préalable de certains modules de formation, ou à la preuve de leur complétude sur la plateforme CLiKC! de l'OMD.

**En savoir +**

[cab.douanes.cameroun@gmail.com](mailto:cab.douanes.cameroun@gmail.com)

[Serge Tepiele](#)

---

Mots clés: [#commerce illicite](#)

908devices[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Dossier: Changer la donne](#)

### Sécuriser les flux de passagers : la Douane indonésienne renforce sa capacité d'analyse des données RPCV et PNR

6 mars 2025

Par Tri Mulyadi Wibowo et Sandi Putra Pratama, analystes principaux de la Section de soutien aux opérations de renseignement, Direction de la lutte contre la fraude et des enquêtes, Douane indonésienne

**Dans un article publié dans l'[OMD Actualités](#) en juin 2015, la Douane indonésienne partageait son expérience concernant la mise au point de systèmes de transmission des données tirées des renseignements préalables concernant les voyageurs (RPCV) et des dossiers passagers (PNR). L'Administration y expliquait en détail les difficultés et les défis qu'elle avait rencontrés en cours de route et les étapes qu'elle avait suivies pour mettre au point ces systèmes. Dans le présent article, l'Administration met l'accent sur les dernières évolutions intervenues au niveau de l'analyse des données recueillies par ces systèmes pour contrôler les passagers aériens sur la base du profilage des risques.**

Le flux d'informations relatives aux voyageurs entre les compagnies aériennes et les autorités chargées des contrôles aux frontières se divise en deux grandes catégories de données : les renseignements préalables concernant les voyageurs (RPCV) et les dossiers passagers (PNR). Les données RPCV sont générées durant le processus d'enregistrement, tandis que les données PNR le sont au moment de la réservation ou de l'achat du billet d'avion.

## RPCV/PNR

Les données RPCV sont collectées au moment de l'enregistrement et incluent toutes les données figurant sur le passeport ou la carte d'identité qui sont nécessaires à l'identification d'un passager ou d'un membre de l'équipage, ainsi que des renseignements plus généraux sur le vol.

Les données du dossier passager (PNR) sont enregistrées par les systèmes de réservation des lignes aériennes pour chaque vol réservé par un voyageur et elles sont utilisées par les compagnies aériennes à leurs propres fins opérationnelles. Ces données permettent à toutes les parties du secteur de l'aviation (notamment aux agences de voyage, aux transporteurs aériens et aux agents des services d'escale) d'identifier chaque voyageur et d'accéder à toutes les informations concernant son voyage, le vol de retour, les vols de connexion et l'assistance spéciale éventuelle qu'il peut exiger à bord.

L'analyse des données permet aux douanes de détecter des anomalies comme des itinéraires impliquant des lieux sensibles ou des détours insolites, un volume suspect de bagages par rapport à la durée du séjour, des formes inhabituelles de paiement, le recours à des agences de voyage suspectes ou encore une combinaison de ces différents facteurs.

### DEUX SYSTÈMES, DEUX OUTILS ANALYTIQUES

La Douane indonésienne a mis en place un système d'échange électronique des RPCV avec les compagnies aériennes en 2009, puis un système d'échange électronique des dossiers passagers en 2015 (voir l'[OMD Actualités de juin 2015](#)). Si la mise en place du système PNR visait au final à rassembler les données RPCV et PNR sur une même plateforme, cet objectif s'est vite révélé difficile à réaliser.

FROM OUR SPONSOR

 908devices



À l'époque, l'Administration venait de mettre en place de tout nouveaux systèmes de traitement douanier et ces efforts avaient mobilisé beaucoup de ressources financières et humaines. Les ressources disponibles pour le nouveau projet étaient donc limitées. De plus, les RPCV étaient recueillis par plusieurs systèmes distribués au niveau des bureaux de douane locaux chargés de superviser les flux de voyageurs ; pour bien faire, l'Administration aurait dû d'abord construire un système centralisé de RPCV. Par ailleurs, la proposition d'intégration des données RPCV et PNR allait exiger d'énormes capacités de stockage et de gestion des données. Or, il fallait absolument faire en sorte que le système sous-jacent puisse recevoir des flux continus de données tout en restant disponible en permanence. Pour certains domaines de la lutte contre la fraude, les douaniers peuvent faire leur travail même si le système est en panne. Ce n'est toutefois pas le cas pour la gestion des risques relatifs aux voyageurs.

Par conséquent, jusqu'à il y a peu, les agents chargés de l'analyse des passagers aériens devaient ouvrir deux applications séparées pour pouvoir visualiser les données RPCV et PNR, et ils devaient mener une analyse qui exigeait beaucoup de temps et d'énergie. Ils se plaignaient souvent que le volume excessif de données s'affichant sur leur écran « paralysait » leur analyse, créant beaucoup de confusion et de stress. En 2016, durant une réunion de coordination qui a eu lieu quelques mois après le déploiement du système PNR, ils ont convenus qu'il leur fallait une plateforme unifiée.

## INTÉGRATION

Le projet d'intégration des données RPCV et PNR sur une plateforme unique a été lancé en 2017. La plupart des lignes aériennes en Indonésie utilisent le réseau SITA pour recueillir les RPCV mais certaines recourent aux fournisseurs de RPCV locaux. De plus, différents services mondiaux de distribution (GDS de l'acronyme anglais) sont utilisés pour les dossiers passagers. La Douane indonésienne a donc dû faire appel à plusieurs parties prenantes pour son projet, y compris à trois fournisseurs de GDS.

Le développement d'une infrastructure informatique capable de stocker et d'analyser de gros volumes de données s'est avéré particulièrement compliqué. Sachant que le nombre annuel de passagers internationaux a atteint 23 millions en 2024, il est clair qu'une architecture d'application standard n'est pas adaptée au traitement d'un volume aussi important de données. L'application doit notamment pouvoir traiter rapidement les demandes de renseignement et assurer une grande disponibilité des données. Un système de stockage à deux couches a donc été mis au point : la première couche se concentre sur la réception des données, ainsi que sur les éventuelles redondances, tandis que la seconde stocke les données nettoyées et correctement structurées aux fins d'une recherche et d'une analyse rapides. Cette conception réduit sensiblement les effets d'une éventuelle panne d'application sur le pipeline de données sous-jacent.

Diverses réglementations ont dû être prises en compte pour s'assurer que le projet d'intégration soit pleinement conforme au cadre juridique, parmi lesquelles :

- le règlement relatif à la protection générale et à la confidentialité des données passagers (2014),
- les règles de gouvernance des données et de gestion de la sécurité de l'information publiées par le ministère des Finances (2019),
- les directives sur la gouvernance des systèmes RPCV/PNR de la Douane indonésienne (2021).

Plusieurs obstacles ont surgi durant la phase pilote, principalement au niveau de la transmission des données qui ne s'est pas déroulée aussi facilement que prévu. Alors que les fournisseurs de GDS ont suivi les normes internationales pour la transmission des données PNR, les fournisseurs locaux de RPCV n'en ont pas fait autant. Cet écueil a montré qu'il était important de continuer à approfondir notre compréhension de la transmission des données, cette dernière constituant un domaine de connaissances en soi, et de maintenir un canal de communication ouvert avec les fournisseurs de données en cas de difficultés.

Les travaux d'intégration se sont achevés en 2019 et c'est alors qu'a commencé la formation des analystes chargés de s'occuper des voyageurs aux divers bureaux des douanes situés aux plus grands aéroports internationaux d'Indonésie, comme l'aéroport international de Kualanamu, l'aéroport international de Soekarno-Hatta, l'aéroport international de Juanda et l'aéroport international de Ngurah Rai.

## CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME

Des paramètres de contrôle et d'évaluation de l'exhaustivité des données RPCV et PNR ont été établis pour donner au système la possibilité de lancer un message d'alerte concernant les passagers pour lesquels les données sont incomplètes. Des paramètres peuvent également être ajoutés pour sélectionner les passagers en fonction d'un profil donné ou d'un cas de figure spécifique. En outre, les données PNR sont analysées pour relever les similitudes entre les données de différents passagers et mettre en évidence les relations potentielles entre eux.

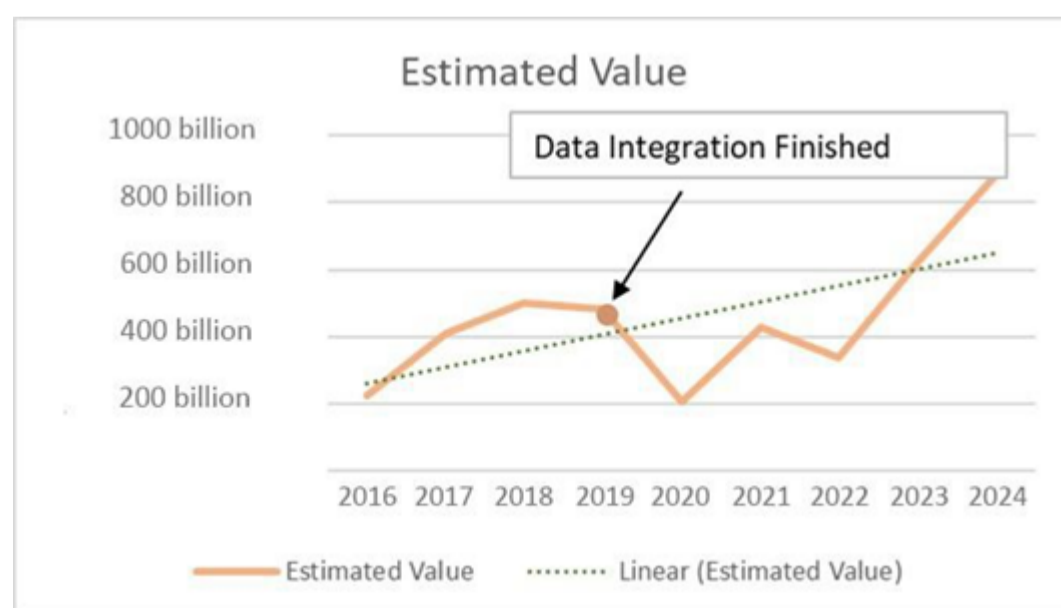
Un outil de détection des fraudes qui s'appuie sur des techniques d'apprentissage automatique a été développé pour aider les analystes. Le fonctionnement de cet outil est assez complexe. Disons simplement qu'il compare les données à trois niveaux différents afin d'établir les connexions potentielles et de rechercher les ressemblances avec des schémas et des scénarios rencontrés dans des cas précédents.

Le système est également relié à un dispositif de reconnaissance faciale qui collecte des données provenant des caméras de surveillance déployées à des endroits stratégiques aux aéroports, ce qui permet aux douaniers d'analyser le comportement des suspects et de suivre leurs déplacements.

## INCIDENCE DU SYSTÈME

Si la mission de la Douane indonésienne consiste principalement à faire respecter les lois régissant les mouvements transfrontaliers de marchandises, l'Administration joue également un rôle crucial dans le renforcement de la sécurité aux frontières, notamment en luttant contre les délits liés au trafic de drogues. Le système analytique intégré est utilisé non seulement par les analystes s'occupant des voyageurs mais aussi par les unités douanières chargées de surveiller les opérations de contrebande de stupéfiants et la criminalité transnationale qui aident les agents de l'Agence nationale de lutte contre le terrorisme et de l'Office national des stupéfiants. Tous les services concernés effectuent des analyses parallèles et partagent leurs résultats dans le cadre de groupes de discussion spécialisés.

La plupart des saisies effectuées aux aéroports impliquent des stupéfiants. Pendant la phase de développement du système analytique, de 2014 à 2019, le nombre d'affaires impliquant des narcotrafiquants a semblé se stabiliser. Après son déploiement intégral en 2019, le nombre de contrôles positifs a augmenté de manière substantielle. Bien que le nombre de saisies ait diminué en 2020 en raison des restrictions imposées sur les voyages pour maîtriser la pandémie de COVID-19, le système a globalement apporté une contribution importante à la lutte contre le trafic de drogues par voie aérienne en Indonésie.



Valeur estimée des saisies de stupéfiants effectuées par les douanes, en roupies indonésiennes (IDR)

## DÉFIS

Malgré les bons résultats obtenus, force est de reconnaître que le maintien et l'utilisation d'un tel système posent son lot de problèmes, notamment en ce qui concerne la réception systématique et cohérente des données. Bien que les compagnies aériennes aient l'obligation de soumettre leurs données dans un délai précis, certains petits transporteurs ne s'y conforment toujours pas pour diverses raisons (par exemple, parce qu'ils n'ont pas de système de transmission des données ou parce qu'ils ne peuvent pas supporter les coûts financiers de la transmission), et d'autres refusent même de partager les données PNR en invoquant des problèmes de confidentialité des données passagers. Par ailleurs, les opérateurs changent fréquemment de fournisseur GDS, voire de fournisseur de RPCV, ce qui entraîne des problèmes permanents de disponibilité des données, même des années après le lancement du système. Enfin, comme ces opérateurs utilisent différents canaux pour collecter et envoyer les données RPCV et PNR, les données qu'ils fournissent contiennent souvent des incohérences.

Le maintien d'un pipeline de données fonctionnel constitue un autre défi ; parfois, les données reçues sont incomplètes, ne peuvent être analysées que partiellement ou ne peuvent pas être analysées du tout, ce qui donne lieu à des litiges entre les compagnies aériennes qui affirment être en conformité et la partie réceptrice qui affirme que le pipeline de données fonctionne correctement.

Ces questions sont abordées lors des réunions avec les représentants des compagnies aériennes ; l'une de ces réunions a débouché sur un appel à l'action, lancé quelque neuf mois après le lancement du système intégré RPCV/PNR, demandant aux opérateurs des compagnies aériennes de signaler toutes les difficultés rencontrées, de les décrire en détail et de suggérer les moyens par lesquels l'Administration pourrait aider à les résoudre.

Étant donné qu'il existe encore parfois des zones d'ombre dans les données, les bureaux de douane locaux doivent rester en communication avec les autorités aéroportuaires et demander à être informés en cas d'arrivée de personnes présentant un intérêt particulier. Les services d'escale locaux engagés par les compagnies aériennes sont également en contact étroit avec les autorités aéroportuaires, au cas où des informations supplémentaires s'avèreraient nécessaires.

## FEUILLE DE ROUTE

Afin de renforcer la sécurité aux frontières, il ne suffit pas d'analyser les données relatives aux passagers voyageant via une compagnie aérienne uniquement. Or, très peu d'opérateurs de l'aviation générale et de transporteurs maritimes et terrestres fournissent des RPCV et/ou des PNR (ou leur équivalent) par voie électronique. Auparavant, les données sur les voyageurs arrivant via des ports terrestres transfrontaliers ou des ports maritimes étaient transmises à la Douane par les services d'immigration par voie électronique. Ce flux de données a toutefois été interrompu après un piratage des données à l'échelle nationale en 2024.

Un groupe de travail interne composé de plusieurs membres du personnel de la Direction générale des douanes et accises, des représentants de l'aviation générale, des transporteurs maritimes et des opérateurs de bus internationaux a été créé en vue d'étudier la possibilité de mettre en place un système permettant la transmission électronique des RPCV et des PNR (ou de leur équivalent).

Toutefois, la collaboration avec les modes de transport non réguliers, tels que les jets privés et les navires de croisière, pose un problème spécifique car ces entités n'ont généralement pas d'agents chargés de maintenir la communication avec le gouvernement indonésien ou ont tendance à ne communiquer avec le gouvernement que sur une base ponctuelle. Cette situation complique la normalisation et la numérisation des processus de fourniture de données et pose des problèmes non seulement techniques, mais aussi politiques et bureaucratiques.

**En savoir +**

[Tri Mulyadi Wibowo](#)

[Sandi Putra Pratama](#)

---

Mots clés: [#RPCV](#) [#PNR](#) [#commerce illicite](#) [#Sécurité](#) [#douane numérique](#)

The banner features the StrategyObject logo in green and white on the left. The background is a dark blue globe with glowing data points and lines. Text in the center reads: "Your Partner in Technology & Trade. 28 Years Experience. 100 Countries. Proven Solutions". A link at the bottom right says "Click here to book a meeting with one of technical experts".

**strategyObject**

Your Partner in Technology & Trade. 28 Years Experience. 100 Countries. Proven Solutions

[Click here to book a meeting with one of technical experts](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Dossier: Changer la donne](#)

### Lutter contre le blanchiment de capitaux basé sur le commerce (BCC) : la démarche du gouvernement britannique

6 mars 2025

Par l'Administration des recettes fiscales et des douanes (HMRC) du Royaume-Uni

**Les mécanismes du blanchiment de capitaux basé sur le commerce (BCC) sont profondément ancrés dans les réseaux commerciaux mondiaux. Pour lutter efficacement contre cette menace, les douanes doivent réfléchir à de nouvelles techniques et méthodologies, renforcer la coopération interinstitutionnelle et internationale, investir dans des partenariats public-privé et tirer parti des technologies de pointe et de l'analyse des données. Dans le présent article, le HMRC explique ce qu'il a entrepris ces dernières années pour mieux comprendre le phénomène du BCC en créant un environnement propice à la coopération.**

#### DÉFINITION

Le Groupe d'action financière (GAFI), organisme composé de 40 membres qui établit des normes pour permettre aux autorités nationales de suivre efficacement les fonds illicites découlant d'activités délictueuses et criminelles, [définit](#) le blanchiment de capitaux basé sur le commerce (BCC) comme « le processus de dissimulation des gains criminels et de déplacement de la valeur en ayant recours à des transactions commerciales pour tenter de légitimer leur origine illégale ou de financer leurs activités<sup>[1]</sup> ».

La valeur de cette définition est qu'elle renvoie à un principe simple qui est au cœur du BCC, à savoir l'exploitation par les groupes criminels du système commercial mondial pour blanchir le produit de leurs délits. Les tactiques utilisées vont de la falsification de documents commerciaux à la présentation sous un faux jour de transactions financières liées au commerce afin d'incorporer les gains tirés d'activités criminelles au système financier légitime. Il peut aussi y avoir collusion entre importateurs et exportateurs. Cette forme de délinquance est d'autant plus

difficile à détecter qu'il n'existe pas de méthode unique pour le blanchiment d'argent et les criminels ont donc tout loisir de passer par des combines aussi simples ou aussi sophistiquées qu'ils le souhaitent.

FROM OUR SPONSOR

---



---

La valeur de cette définition est qu'elle renvoie à un principe simple qui est au cœur du BCC, à savoir l'exploitation par les groupes criminels du système commercial mondial pour blanchir le produit de leurs délits. Les tactiques utilisées vont de la falsification de documents commerciaux à la présentation sous un faux jour de transactions financières liées au commerce afin d'incorporer les gains tirés d'activités criminelles au système financier légitime. Il peut aussi y avoir collusion entre importateurs et exportateurs. Cette forme de délinquance est d'autant plus difficile à détecter qu'il n'existe pas de méthode unique pour le blanchiment d'argent et les criminels ont donc tout loisir de passer par des combines aussi simples ou aussi sophistiquées qu'ils le souhaitent.

Les typologies mises en évidence par le GAFI comprennent notamment et sans pour autant s'y limiter :

- **La surfacturation** – les marchandises sont décrites correctement sur les documents déposés en douane mais leur valeur est surestimée.
- **La sous-facturation** – les marchandises sont décrites correctement sur les documents déposés en douane mais leur valeur est sous-estimée.
- **La facturation multiple** – plus d'une facture est établie pour un même envoi, ce qui donne lieu à des paiements excessifs.
- **Les fausses déclarations** – le type de marchandises indiqué sur les documents d'expédition est incorrect.
- **Les transactions commerciales fictives** – des factures et des documents d'expédition sont établis mais les marchandises n'existent pas réellement et aucune importation ou

exportation n'a vraiment lieu.

## POURQUOI LES CRIMINELS CHOISISSENT-ILS LE BCC COMME MÉTHODE DE BLANCHIMENT DES FONDS ILLICITES ?

La capacité des gouvernements à contrôler les opérations commerciales est limitée. On estime que moins de 5 % des envois dans le monde font l'objet d'un contrôle de la conformité<sup>[2]</sup>, permettant au blanchiment de capitaux basé sur le commerce de se produire au vu et au su de tous. De surcroît, en comparaison avec d'autres méthodes de blanchiment, le BCC n'est pas toujours bien compris par les administrations douanières ni par les services répressifs.

### INDICATEURS

Pour développer ses capacités à détecter cette menace et à la distinguer des autres délits douaniers, il importe d'adopter une démarche orientée données et renseignement. La tâche n'est toutefois pas aisée.

Le BCC présente de nombreuses similitudes avec d'autres infractions telles que la fraude douanière ou le contournement de sanctions commerciales. Il est tout à fait possible de tomber sur un cas de BCC combiné à d'autres types de fraude, ce qui complique encore davantage la détection de ce type de délit. Par exemple, des fonds illicites peuvent être utilisés pour acheter un produit ou un service auprès d'une société qui facture la TVA et disparaît ensuite sans reverser la TVA aux autorités fiscales nationales. Ce type de fraude est appelé fraude TVA appliquée à la chaîne logistique. Elle est aussi connue sous le nom de fraude intracommunautaire à l'opérateur défaillant (MTIC) ou fraude carrousel.

En outre, il n'existe aucune limite quant aux types de marchandises qui peuvent être utilisées aux fins du BCC. Qu'il s'agisse de parties d'ordinateur ou de légumes, de machines ou de chaussures, les délinquants utilisent toutes sortes de produits dans leurs opérations de BCC car, ce qui importe, ce n'est pas la valeur des marchandises en soi mais bien la possibilité qu'offre une transaction commerciale de faciliter les mouvements de fonds illicites, indépendamment de l'existence des produits en question.

Les sociétés écrans et les sociétés dormantes font partie des éléments à surveiller. En effet, plusieurs enquêtes menées avec succès par le HMRC sur des transactions avérées ou suspectes de BCC ont mis en évidence le recours abusif et généralisé à ce type de structures d'entreprise.

Mais quelle est la différence entre une société écran et une société dormante ? Une société écran est une entité qui n'a pas d'activité commerciale en cours ni d'actifs significatifs ; elle n'existe avant tout que sur papier et peut être utilisée pour dissimuler la véritable propriété de certains fonds ou pour faciliter les flux financiers illicites. Une société dormante est une entité qui est inactive mais qui peut avoir un historique commercial qui peut être mis à profit. Ces deux types de structures semblent légitimes en apparence mais elles peuvent être utilisées entièrement dans le but d'assurer la circulation de fonds illicites.

Certains indicateurs peuvent permettre de détecter ce genre de structures, comme par exemple :

- Les locaux commerciaux de l'entreprise ne correspondent pas à l'activité affichée.
- La propriété effective de l'entreprise est cachée et les juridictions qui la soutiennent réticentes à soutenir les enquêtes sur des activités suspectes.
- Des échanges commerciaux intensifs sont suivis de longues périodes d'inactivité.
- La société achemine ses envois via plusieurs pays, en suivant des itinéraires qui n'ont aucun sens d'un point de vue commercial.
- Les documents qu'elle présente à l'appui de ses transactions commerciales sont incomplets ou de mauvaise qualité.

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE POUR COMPRENDRE ET COMBATTRE LE BCC

En tant qu'autorité fiscale et douanière du Royaume-Uni, le Service des recettes et des douanes de sa Majesté (*His Majesty's Revenue and Customs* ou HMRC) jouit d'un mandat répressif et notamment d'un large éventail de prérogatives qui lui permettent d'enquêter sur les infractions pénales et civiles, y compris pour l'ouverture et la conduite d'enquêtes sur le blanchiment d'argent. Le HMRC dispose également des pouvoirs les plus étendus en matière de recouvrement d'actifs de toutes les agences britanniques chargées de l'application de la loi.

Le HMRC a mis en place une équipe spécialisée dans les menaces liées au BCC, chargée d'élaborer une stratégie au nom du gouvernement britannique dans le double but de mieux comprendre le BCC et de stimuler l'activité opérationnelle afin d'en limiter les effets. L'exposition du Royaume-Uni au BCC est double : le pays est un important importateur et exportateur de biens et un centre de services financiers international de premier plan, avec un environnement qui facilite le développement des affaires nationales et internationales.

La stratégie en matière de lutte contre le BCC est axée sur quatre domaines principaux : le renforcement des capacités, la mobilisation de nos partenaires, le renseignement et les données, et les activités opérationnelles.

Les partenaires nationaux comprennent la *Border Force*, le *National Economic Crime Centre* (NECC) et la *Companies House* qui est le bureau d'enregistrement des sociétés au Royaume-Uni. Ensemble, nous examinons les pratiques des entreprises et du commerce pour tenter de déceler les activités suspectes de BCC. La *Companies House* fait actuellement l'objet d'une réforme importante qui vise à renforcer ses capacités de renseignement et de lutte contre la fraude et qui devrait permettre de lutter contre les abus liés aux structures d'entreprise et d'améliorer la résilience du processus de constitution et d'enregistrement de sociétés au Royaume-Uni.

L'équipe spécialisée dans les menaces liées au BCC travaille également avec la police nationale et avec le ministère public pour suivre les enquêtes qui pourraient être en lien avec des activités de BCC en fournissant des conseils et un soutien à l'appui des stratégies d'enquête globales. L'équipe joue un rôle fondamental dans le développement de ces relations et pour l'établissement d'un dialogue permanent avec les principaux partenaires à travers des réunions pluri-institutionnelles. Ainsi, le BCC reste au premier plan de nombreux flux de travaux qui auront une incidence directe et indirecte sur le niveau d'exposition et de vulnérabilité du système financier britannique face à ce fléau.

## ACCROÎTRE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Cette démarche consistant à développer des liens étroits de coopération entre agences nationales s'applique également au niveau international et un Groupe de travail international public sur le BCC a été officiellement lancé en septembre 2022.

Le HMRC a également accueilli le Sommet mondial sur le BCC à Londres en septembre 2023. Plus de 200 participants de diverses entités publiques et privées de 20 pays ont répondu à l'appel. Ce Sommet, qui était le premier événement de ce type à être organisé, a offert une plateforme de discussions sur les capacités, les partenariats, le renseignement et les données, et les activités opérationnelles.

Il s'est d'ailleurs conclu par un appel à l'action qui invitait les secteurs privé et public concernés à :

1. examiner les possibilités de conclure des partenariats public-privé pour résoudre le problème de la fragmentation de l'information : les transactions commerciales sont communiquées aux gouvernements sous forme de données douanières mais les agences gouvernementales ne détiennent pas nécessairement les données de transaction sous-jacentes. De leur côté, les institutions financières reçoivent des données sur les transactions, mais pas nécessairement les données commerciales sous-jacentes.
2. adopter un modèle « *Know your Sector* » (connaître son secteur) pour obtenir des informations sur un secteur donné : pour évaluer si un client est conforme, il ne suffit pas de le connaître (*Know Your Customer*), il faut aussi se familiariser avec le secteur dans lequel ce client déploie ses activités. Est-il logique d'effectuer un paiement à l'avance dans un

secteur donné ? Est-il logique qu'un client importe certains produits d'un pays X ? Certaines marchandises ne devraient-elles pas suivre le chemin inverse ?

3. accroître la collaboration dans le secteur public au niveau national et international afin d'apprendre à lutter efficacement contre le BCC, de mettre en place des initiatives à cet effet et de pouvoir les reproduire ensuite.

En réponse à l'appel à l'action, le HMRC a lancé en décembre 2024 un Groupe de travail multinational de partenariat public-privé, composé de membres du Groupe de travail public international, de représentants d'entités du secteur privé, telles que le groupe de Wolfsburg (une association de 12 banques mondiales qui vise à élaborer des cadres et des orientations pour la gestion des risques en matière de criminalité financière), et des organisations internationales telles que l'OMD. L'objectif de ce nouveau groupe de travail est de partager les meilleures pratiques et les connaissances par secteur, et d'échanger des idées et des méthodes innovantes de collaboration.

Le HMRC soutient également les travaux de l'[OMD](#), en particulier le projet OCTAGON qui vise à renforcer la compréhension de ce phénomène de la part des administrations douanières et à accroître leur capacité à détecter les activités de blanchiment d'argent pour pouvoir mieux les combattre. Nous travaillons également en étroite collaboration avec l'Australian Border Force qui est le fer de lance d'une initiative de l'OMD – le projet Lighthouse – visant à encourager et à soutenir les activités plus larges de lutte contre le BCC dans la région Asie/Pacifique, en mettant les douanes en contact avec des parties prenantes stratégiques.

Ces forums, groupes de travail et initiatives multilatérales visent non seulement à instaurer un dialogue sur le BCC, mais aussi à explorer de nouvelles façons d'interpréter les données douanières et commerciales existantes, et à utiliser les outils existants et nouveaux pour lutter contre les comportements suspects. Ce faisant, nous cherchons à obtenir une image plus claire des activités potentiellement suspectes et à concevoir des moyens novateurs pour endiguer la menace que représente le BCC.

## DES MÉTHODES DE TRAVAIL INNOVANTES POUR DÉTECTER LES CAS DE BCC

Le *Fiscale Inlichtingen- en Opsporingsdienst* (FIOD ou service fiscal de renseignement et d'investigation) des Pays-Bas a inscrit le BCC à l'ordre du jour de la troisième édition du sommet du [Global Financial Institutions Partnership](#) (GFIP ou Partenariat mondial des institutions financières), ce qui constitue un excellent exemple de nouvelle méthode de travail.

Organisé à Amsterdam en novembre 2023, le sommet du GFIP a réuni des représentants des administrations fiscales (certaines ayant des responsabilités douanières), des cellules de renseignement financier et des institutions financières de cinq pays (J5), à savoir l'Australie, le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.

Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi puisque le HMRC souhaitait poursuivre sur la lancée du sommet de septembre. Les Pays-Bas sont un partenaire de confiance de longue date du Royaume-Uni. La décision de soutenir l'initiative néerlandaise est donc allée de soi et nous avons convenus de collaborer dans le cadre d'un projet pilote axé sur le BCC en vue :

1. d'appliquer conjointement l'approche « *Know Your Sector* » à un seul secteur préalablement choisi.
2. d'utiliser les données douanières et les informations détenues par les organisations du secteur privé aux Pays-Bas et au Royaume-Uni pour détecter les activités suspectes et examiner les possibilités de les déjouer.
3. de compléter les données douanières par les déclarations d'activités suspectes (SAR) ou des déclarations de transaction suspecte (STR) soumises par les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées.
4. d'assurer la liaison avec les Cellule de renseignement financier (CRF) des Pays-Bas et du Royaume-Uni afin de consulter les informations disponibles sur le BCC et de tirer parti de

l'approche « *Know Your Sector* » pour sensibiliser les parties prenantes du secteur privé.

Le projet pilote devait servir de modèle pouvant être reproduit avec d'autres partenaires douaniers ou autorités compétentes, y compris avec d'autres membres du J5.

L'objectif final était de tester l'hypothèse selon laquelle l'analyse et la consultation des données douanières impliquant deux partenaires commerciaux proches peut permettre de détecter la présence d'indicateurs de BCC (par exemple les erreurs d'évaluation, les mauvaises descriptions de marchandises et la sous-déclaration ou la sur-déclaration du volume des envois commerciaux).

Aux fins du projet pilote, nous avons choisi de travailler sur les déchets plastiques étant donné qu'ils sont couramment échangés entre les Pays-Bas et le Royaume-Uni et qu'ils se limitent à une poignée de codes du Système harmonisé (SH) sous la position 39.15. En comparaison, d'autres secteurs tels que le textile sont couverts par un nombre beaucoup plus important de codes du SH, ce qui rend la détection d'anomalies plus difficile.

Sur la base d'un accord juridique, le HMRC et la Douane néerlandaise ont échangé et comparé leurs données respectives sur les envois de déchets plastiques sur une période de deux ans. Nous avons centré notre analyse sur la surévaluation par rapport au prix du marché.

En utilisant une large gamme d'outils internes, les analystes ont détecté une disparité à hauteur de plusieurs millions de kilogrammes dans les volumes échangés. Les constatations du projet pilote ont été affinées pour que nous puissions nous concentrer sur les principaux exportateurs et importateurs britanniques présentant les plus hauts risques. L'analyse a également fourni des informations sur d'autres infractions principales au Royaume-Uni, notamment la fraude à la TVA, la fraude à la taxe sur les décharges et la fraude à l'alcool.

Tout au long du projet, les deux pays ont collaboré avec diverses institutions financières. Toutes les parties étant partantes pour tester ce qui relevait du domaine du possible, nous avons pu faire des recherches sur les transactions financières. L'analyse a été approfondie en comparant les indicateurs d'activités suspectes à des données de source ouverte afin de détecter certains indicateurs de risque, comme l'implication de sociétés écrans, et de mettre au point des paramètres pouvant être reproduits pour d'autres types de marchandises et produits.

Le projet a été présenté au sommet du J5 qui s'est tenu en octobre 2024 à Ottawa et il a suscité l'intérêt de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). La participation de ce nouveau partenaire au projet permettra de tester les échanges multilatéraux de données en 2025/26.

Le projet pilote initial a non seulement montré l'intérêt que présente une analyse sélective des données douanières, mais aussi que, en collaborant avec les CRF et les partenaires du secteur privé et en tirant parti de l'analyse de données de source ouverte, il est possible d'obtenir rapidement et efficacement une vue d'ensemble étayée des activités et des personnes suspectes.

## **ÉTABLIR DE NOUVEAUX PARTENARIATS POUR RENFORCER LA COLLECTE ET L'ANALYSE DE RENSEIGNEMENT ET DE DONNÉES**

La prochaine étape pour le HMRC consistera à accroître ses capacités afin d'exploiter la richesse des données commerciales et financières que nous détenons. Nous travaillons à l'établissement d'un partenariat avec le programme [Trade and Transparency Unit](#) (TTU) des États-Unis, lancé par le Service des enquêtes pour la sécurité intérieure (HSI), une agence fédérale chargée de l'application de la loi au sein du Département états-unien de la sécurité intérieure.

Par le biais d'accords d'assistance mutuelle douanière, le programme TTU permet aux États-Unis d'échanger des données commerciales avec d'autres pays, en partant du principe que les gouvernements des deux côtés des transactions commerciales sont en mesure de comparer et d'analyser les données commerciales afin de détecter les anomalies en lien avec ces transactions.

Outre les partenariats aux fins de l'échange d'informations, un autre élément essentiel de la participation au programme TTU est l'accès au système FALCON d'analyse des données et de recherche pour la transparence du commerce (DARTTS), qui est un outil d'investigation qui permet aux utilisateurs de stocker et d'analyser de vastes jeux de données commerciales et financières. Le HMRC souhaite vivement exploiter cet outil et s'efforce actuellement de veiller à ce que tous les accords bilatéraux soient en place pour lui permettre d'utiliser le DARTTS.

Sur le plan national, dans une volonté d'établir des partenariats public-privé plus solides et efficaces, le HMRC apporte son concours aux travaux de la *Joint Money Laundering Intelligence Taskforce* (JMLIT) qui travaille sur le renseignement relatif au blanchiment de capitaux au Royaume-Uni. Les institutions financières sont des partenaires importants du JMLIT compte tenu de leur capacité à dresser un tableau détaillé de leurs clients dans le but de détecter et de démasquer les activités suspectes, y compris le blanchiment d'argent, et, le cas échéant, de faire part de leurs préoccupations à la cellule de renseignement financier du Royaume-Uni.

La JMLIT veille à ce que ce partenariat produise des résultats en réunissant des représentants des services répressifs, des institutions financières et des entreprises et professions non financières désignées. Ces derniers travaillent au sein de « cellules » (groupes de travail) spéciales, se concentrant sur les risques importants liés à la criminalité financière et améliorant, par la même occasion, notre compréhension collective de cette criminalité, y compris du BCC.

L'ambition de chaque cellule de la JMLIT est de produire des « alertes » utiles qui puissent être partagées entre toutes les entités britanniques mandatées par la loi pour émettre des déclarations d'activités suspectes (SAR) et d'améliorer la qualité de ces déclarations. Plus les SAR ou STR aboutiront à des actions concrètes, meilleure sera notre réponse face au BCC et aux autres délits financiers.

## CONCLUSION ET MARCHÉ À SUIVRE

Le BCC porte gravement préjudice à l'économie mondiale, entraînant des pertes substantielles pour les finances publiques. Sans une connaissance approfondie de la menace qu'il représente, les progrès réalisés pour identifier, désorganiser et démanteler les réseaux qui en sont à l'origine ne pourront être que limités.

Alors que le système commercial international passe par des bouleversements accrus, les possibilités de commettre des actes illicites au vu et au su de toute la communauté ne font que s'accroître. Il est donc devenu encore plus important de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé, au niveau national mais aussi et tout particulièrement au niveau transfrontalier.

Il n'est cependant pas facile de systématiser cette coopération. Malgré leurs bonnes intentions, les lois sur la protection de la vie privée peuvent entraver la collaboration transfrontalière ; cela dit, certaines des initiatives mentionnées ci-dessus montrent que des « coalitions de volontaires » travaillent sans relâche pour surmonter ces obstacles.

Toujours est-il que la lutte contre le BCC restera très probablement un effort de longue haleine. Toute activité commerciale est susceptible d'être exploitée à des fins malveillantes. De grandes initiatives ont vu le jour, telles que le programme TTU des États-Unis, le projet OCTAGON de l'OMD ou le travail du HMRC et de la FIOD dans le cadre du GFIP, mais nous devons continuellement nous pousser, pousser nos partenaires et le système à en faire davantage.

Ce n'est qu'en collaborant avec nos partenaires dans le cadre de nos groupes de travail entre secteurs public et privé et en soutenant toutes les initiatives visant à mutualiser les données et le renseignement que nous pourrions espérer améliorer notre compréhension de la menace et notre capacité à la combattre.

Toute entité du secteur public souhaitant rejoindre le Groupe de travail public international sur le BCC et toute entité du secteur privé travaillant sur des projets spécifiques au BCC souhaitant rejoindre le Groupe de travail multinational sur les partenariats public-privé sont invitées à contacter le Secrétariat de l'OMD à l'adresse de courrier électronique [enforcement@wcoomd.org](mailto:enforcement@wcoomd.org).

**En savoir +**

[tbml.threatsteam@hmrc.gov.uk](mailto:tbml.threatsteam@hmrc.gov.uk)

[1] <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/MethodsandTrends/Trade-basedmoneylaundering.html> (en anglais uniquement)

[2] <https://home.treasury.gov/system/files/246/Trade-based-ML-062006.pdf>

---

Mots clés: [#Blanchiment d'argent](#)

# Comment l'IA peut-elle sécuriser vos frontières ?

[Découvrir maintenant](#)

WEBB  
FONTAINE 

[webbfontaine.com](http://webbfontaine.com)[Other articles in this Edition >>](#) 

## Dossier: Changer la donne

### Collaborer avec les entreprises pour créer un environnement commercial sûr et favorable : la Douane nigériane lance son programme d'OEA

6 mars 2025

Par Mme Nnenna Ugo AWA, Responsable OEA, Service des douanes du Nigeria (NCS)

Le Nigeria est la quatrième économie d'Afrique. Compte tenu de la taille de son marché et de sa position stratégique sur le continent africain, le commerce international joue un rôle clé dans son économie et les ports, aéroports et frontières du pays sont particulièrement fréquentés. Ces dernières années, le gouvernement s'est donné pour mission de stimuler les exportations non pétrolières, de renforcer les chaînes de valeur agricoles et d'améliorer la compétitivité du secteur manufacturier. Cependant, les acteurs de la chaîne logistique tels que les importateurs, les exportateurs ou les transporteurs se heurtent à des coûts élevés qui sont en partie dus à la lourdeur des procédures et des contrôles douaniers et portuaires.

#### LE CONTEXTE NIGÉRIAN : LE PROGRAMME D'OEA VIENT CHANGER LA DONNE

Soucieux de créer un environnement efficace et sûr permettant au commerce légitime de prospérer, le Service des douanes du Nigeria (NCS) a lancé le 14 février 2025 un programme d'Opérateur économique agréé conforme aux dispositions du Cadre de normes SAFE de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial.

## Nigeria Customs Rolls Out New Initiative To Fast-Track Trade



Le programme d'OEA est appelé à remplacer le Fast Track Scheme (FTS), introduit en 2003, qui était axé sur la conformité et ouvert uniquement aux fabricants, avec pour principal avantage de permettre aux marchandises arrivant au Nigeria d'être immédiatement transférées dans les locaux d'un opérateur sous l'escorte du NCS.

Désormais, tout opérateur actif dans la chaîne logistique peut prétendre au statut d'OEA au Nigeria s'il peut prouver qu'il respecte la réglementation douanière, qu'il est capable de sécuriser ses installations et ses opérations et qu'il adhère à des normes strictes en matière de comptabilité, de logistique et de contrôles internes. En contrepartie, les OEA se voient proposer une série de mesures visant à accélérer et à faciliter les opérations transfrontalières. Les économies et les gains d'efficacité réalisés par nos entreprises certifiées OEA devraient se répercuter sur les consommateurs, contribuant ainsi à réduire les coûts des marchandises et des services dans tout le pays.

Cela augure une réorientation stratégique de l'administration des douanes, qui passera d'un contrôle traditionnel basé sur les transactions à un système plus sophistiqué de gestion globale de la conformité.

### **Les fondements : le Comité directeur et le Groupe de travail technique sur les OEA**

L'une des étapes importantes du projet a été la cérémonie d'inauguration, tenue le 2 août 2023, du Comité directeur et du Groupe de travail technique sur les OEA. L'événement était empreint d'optimisme et animé par un objectif commun, les participants reconnaissant le potentiel du programme à remodeler le paysage commercial du Nigeria.

Le Comité directeur sur les OEA, qui rassemble des parties prenantes issues d'agences gouvernementales, du secteur privé et de partenaires internationaux, a été chargé de fournir une orientation stratégique et de superviser la mise en œuvre du programme.

Le Groupe de travail technique sur les OEA, quant à lui, était chargé de gérer les aspects techniques du programme, depuis la formulation de directives jusqu'à la mise en place des formations et des systèmes informatiques nécessaires.

---

FROM OUR SPONSOR

# Comment l'IA peut-elle sécuriser vos frontières ?



Découvrir maintenant

WEBB  
FONTAINE 

webbfontaine.com

## RENFORCER LES CAPACITÉS TECHNIQUES

Dans son cheminement vers un programme d'OEA complet, le NCS a pu compter sur l'assistance technique du [Programme Accélérer la facilitation des échanges de l'OMD](#), financé par l'Administration fiscale et douanière du Royaume-Uni (HMRC) et conçu pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité douanière en vue d'une mise en œuvre efficace de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE).

Les activités proposées comprenaient des diagnostics consécutifs sur les OEA et les contrôles a posteriori (CAP), une formation sur site à la validation des OEA et des sessions de travail en distanciel au cours desquelles le NCS a reçu des conseils pour la rédaction d'un manuel opérationnel sur les OEA. Des visites d'étude au Royaume-Uni et en Afrique du Sud ont également été organisées, permettant aux fonctionnaires du NCS d'acquérir une expérience pratique et des connaissances concrètes sur les programmes d'OEA, le CAP et les techniques de gestion des risques à intégrer dans les procédures opérationnelles normalisées (PON) et le manuel opérationnel sur les OEA. Parmi les pratiques que le NCS a décidé de reproduire figurent la création d'un bureau des PME et la mise en œuvre d'un programme de divulgation volontaire.

## LE PROJET PILOTE D'OEA : DES DÉBUTS PROMETTEURS

Le 15 avril 2024, un projet pilote a été lancé pour tester les PON et les nouvelles méthodes de travail avec les opérateurs économiques nigériens et pour affiner les aspects opérationnels du programme OEA avant d'entamer un déploiement à grande échelle.

Six entreprises, couvrant divers secteurs de l'économie nigérienne et sélectionnées pour leurs antécédents en matière de conformité, ont participé à la première phase de ce projet pilote, au cours de laquelle leur admissibilité au statut d'OEA a été évaluée.



Deux des entreprises sélectionnées étaient des PME dans la mesure où le NCS souhaitait que le programme d'OEA soit le plus inclusif possible et sensibiliser les PME à la nécessité de renforcer davantage leurs pratiques en matière de conformité et de sécurité. Les PME constituent une part importante du tissu économique du Nigeria, contribuant à hauteur de 48 % à la croissance du PIB du pays et employant 84 % de la main-d'œuvre nigériane, selon les rapports du Bureau national des statistiques (NBS).

La formation à la validation des OEA a réuni les experts de l'OMD provenant des administrations des douanes du Brésil et de l'Ouganda, les validateurs d'OEA du NCS et les représentants des entreprises participant au projet pilote. Ensemble, ils ont évalué les risques auxquels chaque opérateur était exposé, ainsi que l'efficacité des mesures d'atténuation. À l'issue des processus de validation, les six entreprises, y compris les deux PME, ont été jugées conformes aux exigences des OEA.

Les avantages du statut d'OEA accordés par le NCS sont les suivants :

- un faible taux d'inspections matérielles et d'examens ;
- le dédouanement et la mainlevée accélérés des marchandises ;
- le contrôle douanier après dédouanement dans les locaux ;
- l'accès à des fonctionnaires des douanes spécialisés, appelés gestionnaires de relations ;
- l'utilisation prioritaire de l'inspection non intrusive si le fret est sélectionné pour un contrôle aléatoire ;
- l'utilisation de barges et du transport ferroviaire pour accélérer la mainlevée du fret par des itinéraires spécifiques ;
- des places de stationnement réservées.

Le projet pilote a permis d'obtenir des informations précieuses sur les domaines à améliorer et à adapter en vue d'un déploiement plus large. Il a permis au NCS de confirmer que les différents opérateurs économiques pouvaient satisfaire aux exigences des OEA, d'estimer le niveau des ressources nécessaires pour pouvoir effectuer les validations, ainsi que les procédures et ressources internes requises pour offrir aux OEA les avantages escomptés. En outre, il a permis de clarifier les délais d'exécution de la procédure d'OEA de bout en bout et a permis au NCS de mesurer l'impact des avantages.



## TIRER PARTI DE L'AIDE EXTÉRIEURE TOUT EN S'APPROPRIANT LE PROJET

Lors de la conception et du déploiement de son programme d'OEA, le NCS a largement bénéficié du soutien de partenaires internationaux qui occupent depuis longtemps une place de premier plan dans la facilitation des échanges mondiaux.

Comme expliqué plus haut, l'assistance technique et les conseils fournis par les experts dans le cadre du Programme « Accélérer la facilitation des échanges » de l'OMD ont été absolument essentiels. Le partenariat établi dans le cadre de ce programme ne s'est pas limité à la mise en œuvre des normes et des pratiques recommandées de l'OMD. Il a également soutenu l'innovation et la transformation en renforçant les compétences des employés en matière de gestion et de leadership. Conscient que, quelle que soit la solidité des procédures opérationnelles normalisées (PON), sans leadership, toute initiative est vouée à l'échec, le NCS a demandé à bénéficier du Programme sur le leadership et le perfectionnement du personnel d'encadrement (LMD) de l'OMD. Le Contrôleur général des douanes, Bashir Adewale Adeniyi, et plusieurs autres hauts fonctionnaires ont participé aux activités liées au LMD, qui ont été considérées par le NCS comme un véritable tournant, améliorant considérablement l'environnement de travail et comblant le fossé entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés. Les agents se sont sentis plus à l'aise pour exprimer leur créativité afin de trouver des solutions optimales aux défis, et il ne fait aucun doute que le nouvel état d'esprit de l'organisation et la confiance des agents ont contribué à la réussite du projet sur les OEA et à la durabilité du programme. Dans l'ensemble, les activités LMD ont renforcé la capacité du NCS à gérer les opérations et les réformes de manière plus efficace, plus inclusive et plus transparente.

Si une aide extérieure peut s'avérer grandement utile, il ne fait aucun doute que l'appropriation de la réforme par le NCS et la création d'un environnement propice au changement par l'équipe de direction ont joué un rôle fondamental dans la réussite du projet sur les OEA. Le partenariat établi entre le NCS et le Programme « Accélérer la facilitation des échanges » de l'OMD a également été structuré de manière à ce que le NCS soit responsable des résultats escomptés pour chacune des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique.

Le programme d'OEA du NCS a également bénéficié du soutien de la Banque mondiale dans le cadre de son Programme visant à augmenter les recettes, qui se concentre sur tout processus douanier directement lié à la génération de recettes. En accélérant les opérations commerciales, le programme d'OEA devrait se traduire par une augmentation des opérations commerciales et du montant des recettes collectées.



## ÉVALUER L'IMPACT DU PROGRAMME

La réalisation régulière d'études sur temps nécessaire pour la mainlevée (TRS) est une autre initiative entreprise par le NCS avec le soutien du Programme « Accélérer la facilitation des échanges » de l'OMD. Cela permettra à l'administration de mesurer l'impact de nombreuses initiatives, notamment du programme d'OEA.

Les opérateurs commerciaux participant au projet pilote d'OEA ont commencé à bénéficier de tous les avantages en septembre 2024. Les données extraites pour établir le temps nécessaire pour la mainlevée au profit des OEA ont montré que le délai moyen nécessaire à la mainlevée de leurs envois était de 43 heures. Ce délai est inférieur de 5 heures à l'objectif de 48 heures et représente une réduction de 66,9 % par rapport au délai moyen de dédouanement d'un envoi, qui est de 168 heures (7 jours). Par ailleurs, trois des entreprises ont déjà fait état d'une économie combinée de cent millions de nairas au cours de la période allant de septembre à décembre 2024.

En outre, le succès ne se mesure pas seulement en termes de chiffres, mais aussi par la qualité des relations établies par le NCS. La manière dont les OEA ont adopté le principe d'autorégulation en est un exemple probant. Deux des entreprises participant au projet pilote ont fait preuve d'une intégrité exceptionnelle en révélant volontairement un paiement insuffisant de droits s'élevant à plusieurs millions de nairas. Ce niveau de confiance et de transparence – lorsque les partenaires s'auto-contrôlent et signalent les erreurs et omissions à l'administration – illustre l'essence même du programme d'OEA.

## TIRER PROFIT DES NORMES DE L'OMD

De nombreux partenaires du développement international soutiennent le NCS dans diverses initiatives de réforme. Chacun d'entre eux a un point de vue unique sur la manière dont les réformes douanières devraient se dérouler. Les administrations des douanes devraient tenir compte des différents atouts, compétences et modalités de fonctionnement de chacun d'entre eux, tout en gardant un esprit critique et en veillant à ce que les réformes soient alignées sur les normes douanières internationales recommandées et adoptées par l'OMD. L'appropriation et la coordination au niveau national restent essentielles pour éviter des interventions bien intentionnées mais parfois désordonnées de la part des acteurs internationaux.

## PERSPECTIVES

Les résultats du suivi et de l'évaluation de la phase pilote montrent qu'il est nécessaire d'intégrer les autres organismes gouvernementaux (AOG) essentiels qui opèrent dans les ports afin de simplifier le traitement du fret des OEA et de promouvoir la participation des PME. Le programme a déjà posé les jalons d'un écosystème commercial plus sûr et plus efficace et promet de transformer le secteur commercial du pays et de contribuer à la croissance économique globale.

À mesure qu'un plus grand nombre d'entreprises obtiendront la certification OEA, le Nigeria peut s'attendre à une augmentation des volumes des échanges et à un renforcement de la compétitivité de tous les acteurs de la chaîne logistique. Grâce à des partenariats stratégiques avec l'OMD et la Banque mondiale, le Nigeria prépare le terrain pour un avenir où ses entreprises prospéreront dans un environnement commercial compétitif, sûr et efficace.

### **En savoir plus**

Reportage de TVC News Nigeria sur le lancement du programme

[https://youtu.be/kimTTY\\_2qQQ?si=qU1X6gRrQfLG3T\\_1](https://youtu.be/kimTTY_2qQQ?si=qU1X6gRrQfLG3T_1)

---

Mots clés: #OEA #Facilitation des échanges #Sécurité Conformité



Centralisation efficace et standardisation de votre gestion globale de contrôle des exportations - globalement

**mic**

Vous voulez de savoir plus sur **MIC ECM**?



**Contactez nous:**  
Tel.: +43 732 778496  
sales@mic-cust.com  
www.mic-cust.com



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Dossier: Changer la donne

### Récupérer les recettes éludées : les dernières avancées des Bahamas

6 mars 2025

Par le Département des douanes et accises des Bahamas (BCED)

Dans un article publié en octobre 2022 dans l'[OMD Actualités](#), le Département des douanes et accises des Bahamas (BCED) expliquait comment il avait renforcé sa capacité à lutter contre les fuites et les pertes de recettes en s'appuyant sur l'analyse de données. Depuis la publication de cet article, le BCED a continué d'avancer à grands pas et a mis au point de nouveaux outils, illustrant sa détermination à protéger l'assiette fiscale tout en améliorant l'environnement commercial dans l'intérêt général de la nation.

#### ÉLARGIR LA REU

En 2021, dans le but de recenser et de récupérer les recettes perdues et éludées aux frontières, le ministère des Finances bahamien a fusionné son service douanier de contrôle a posteriori (CAP) et son service de contrôle fiscal en une seule unité, la *Revenue Enhancement Unit* (REU ou unité pour l'amélioration des recettes). Pour aider les fonctionnaires de la REU à détecter les fraudes commerciales, il a déployé un outil utilisant l'intelligence artificielle (IA) pour analyser les données collectées via le système de guichet unique électronique des Bahamas, Click2Clear. La section du contrôle a posteriori de la REU a utilisé cet outil pour recenser les cas de fausses déclarations, de classification erronée et de falsification de factures. Dans les 24 mois qui ont suivi la mise en œuvre de l'outil, les recettes perçues par le BCED, les impôts fonciers et d'autres sources de revenus ont augmenté considérablement.



**TOUJOURS  
LA BONNE  
DÉCISION**

**Centralisation efficace et  
standardisation de votre gestion  
globale de contrôle des  
exportations - globalement**

**mic**

**Vous voulez de savoir  
plus sur MIC ECM?**



**Contactez nous:**

Tel.: +43 732 778496  
sales@mic-cust.com  
www.mic-cust.com

---

Face au nombre croissant de cas de fraudes détectés, il est clairement apparu que des ressources supplémentaires étaient nécessaires à des fins de contrôle, d'enquête et de recouvrement. En 2023, sous la direction de son Directeur général, Ralph Munroe, le BCED a donc décidé d'élargir la REU. Aujourd'hui, la Directrice adjointe Cloretta Gomez supervise une unité composée de 10 auditeurs, 11 agents examinateurs, trois agents chargés de l'analyse des risques et un agent responsable du renseignement. Leurs efforts pour détecter les cas de sous-évaluation, de classement erroné et de fausse déclaration ont conduit non seulement à une augmentation des recettes, mais aussi à une amélioration du niveau de conformité des importations conteneurisées. La REU est consciente malgré tout qu'elle devra renforcer ses capacités en matière de collecte de renseignement et, à cet effet, elle recrutera très prochainement un autre agent spécialisé dans ce domaine.

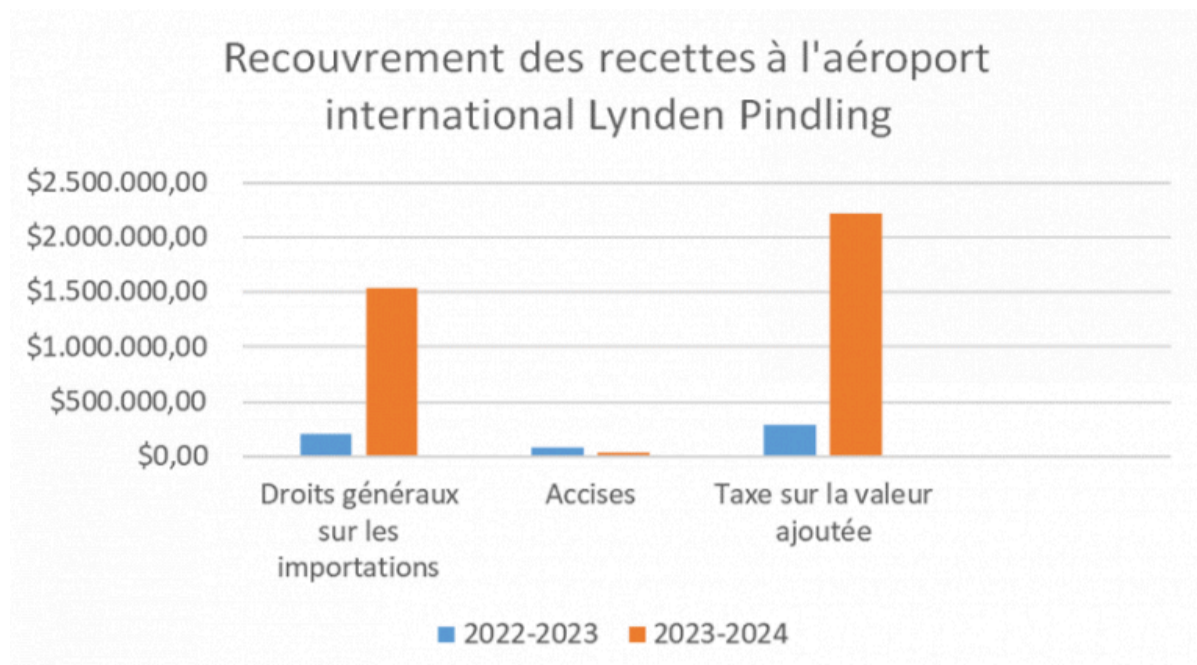
### **RENFORCER LES COMPÉTENCES**

Sachant que, pour tirer pleinement parti des avancées technologiques, il lui faut pouvoir compter sur des fonctionnaires des douanes formés et spécialisés, capables de maîtriser les subtilités de toute nouvelle technologie, le Département a investi massivement dans la formation de ses douaniers et des autres membres de son personnel afin de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs fonctions dans le nouvel environnement numérique créé autour de Click2Clear.

### **UNE APPLI PERMETTANT AUX PASSAGERS DE DÉCLARER LEURS IMPORTATIONS**

L'application « Exempt » fait partie des nouveaux outils numériques déployés dans cet environnement. Lancée en juin 2023, elle permet aux passagers de déclarer les marchandises par voie électronique avant leur arrivée. Parmi ses principales caractéristiques, Exempt comprend un calculateur de droits de douane pour déterminer le montant exact de droits à payer, un outil de suivi des exemptions qui permet de garder une trace des exemptions qui ont été utilisées, une fonction de paiement en ligne, et une fonction de numérisation mobile qui facilite la numérisation des reçus liés à l'achat de marchandises. Pour la première fois, le BCED a pu suivre les importations de biens entrant dans le pays dans les bagages des voyageurs et générer des statistiques à ce sujet. L'appli permet également de créer et de gérer des profils de risque et de surveiller les articles à haut risque circulant dans le pays. Depuis qu'Exempt a été introduite, le

BCED a enregistré une croissance des recettes perçues à son aéroport international de près de 600 % (voir graphique ci-dessous). Ces données constituent également une source d'informations précieuses pour le dispositif de sécurité national des Bahamas.



Graphique 1 – Recouvrement de recettes à l'aéroport international Lynden Pindling de juillet 2022 à mai 2023 et de juillet 2023 à mai 2024

## NUMÉRISATION DE LA GESTION DES PERMIS ET DES CONCESSIONS FISCALES : UNE RÉUSSITE POUR LA DÉTECTION DES FRAUDES

Le BCED a entrepris de rationaliser davantage le processus de dédouanement en lançant le portail *Other Government Agencies* (OGA, c'est-à-dire Autres organismes gouvernementaux) dans Click2Clear. Alors que le guichet unique facilite le dépôt électronique des déclarations et des documents et transmet les données à tous les organismes de réglementation, le portail OGA permet au BCED de recevoir et de traiter les demandes de permis et de concessions fiscales qui s'appliquent aux achats internationaux sous certaines conditions.

FROM OUR SPONSOR

**Rapiscan**

**insight**  
FOCUS ON WHAT MATTERS  
Assists with image analysis & threat detection

Les résultats obtenus sont solides et multiples. Les concessions fiscales couvrent aussi bien les exonérations générales pour mise à la consommation (pour les résidents ou les entreprises bahamiens) que des exonérations spéciales en cas de situations d'urgence, de catastrophes naturelles, etc. Le système papier ne permettait pas vraiment de détecter les abus et les fraudes. Le portail OGA, par contre, permet au gouvernement de mieux comptabiliser le nombre de concessions accordées et de déceler les abus potentiels en matière de concessions et de permis, tout en offrant aux entreprises une plateforme électronique leur donnant la possibilité de suivre le statut d'approbation de leurs demandes.

## AMÉLIORER LA GESTION DES RISQUES

Le BCED a pris acte de la nécessité d'exploiter et d'améliorer ses ressources internes en matière de gestion des risques et il a donc mis au point un nouveau module de gestion des risques appelé *Architecture Risk Analysis* (ARA). En utilisant l'analyse des réseaux, l'analyse prédictive, la détection d'anomalies et l'analyse de texte, le nouveau système recherche les entités mises sur liste noire et les transactions inhabituelles. Des outils de géo-repérage basés sur les technologies de localisation sont également utilisés pour recevoir des alertes lorsqu'un navire entre ou sort d'une zone de manière inattendue ou effectue un déplacement qui n'a pas de sens.

Le système ARA est entièrement intégré à Click2Clear afin de renforcer la capacité du BCED à surveiller et à évaluer de manière globale et systématique les risques liés aux envois entrants, aidant ainsi les douaniers chargés de la gestion des risques à détecter les chargements qui exigent davantage de contrôles de sécurité et d'inspections.

Grâce à cette approche, la collecte des recettes a atteint un niveau record en 2023/2024, les taux de conformité des entreprises ont augmenté, la durée moyenne du temps nécessaire au dédouanement a été réduite, de même que le temps nécessaire à l'accomplissement des démarches douanières. Ces démarches comprennent l'apurement des manifestes aériens et maritimes, le traitement des opérations d'importation/exportation temporaire et des demandes de remboursement, ainsi que la gestion des régimes d'entreposage et de déplacement du fret.

## PARTAGE D'INFORMATIONS

Alors que le BCED continue d'améliorer son infrastructure numérique et sa capacité d'analyse, des efforts sont également fournis pour renforcer l'intégration des données et permettre un partage efficace des informations entre la douane et d'autres services. L'objectif est d'obtenir une vue d'ensemble du niveau de conformité des importateurs et des exportateurs et d'être en mesure de rationaliser les processus afin de faciliter davantage le commerce.

Parmi les services concernés figurent :

- le Département de la circulation routière chargé de la gestion des licences et de l'immatriculation des véhicules,
- le Département d'immigration qui partage les données sur les personnes arrivant aux Bahamas,
- le Département des statistiques nationales,
- le Département du revenu intérieur avec qui il s'agit de partager des données en temps réel sur les titulaires de licences d'exploitation et les assujettis à la TVA en ce qui concerne leur niveau de conformité.

La création d'un portail pour le partage des données est conforme à l'objectif plus large du BCED de créer un environnement de conformité intelligent et entièrement numérisé pour la Douane, tout en se conformant pleinement aux normes internationales.

## CONCLUSION

L'expansion de la *Revenue Enhancement Unit*, la mise en place de nouveaux services numériques et le déploiement de fonctions analytiques de pointe au sein de l'Unité de gestion des risques et de la REU ont permis à la Douane des Bahamas de devenir une administration moderne de référence.

Le Directeur général des douanes s'est engagé à faire en sorte que le BCED atteigne le plus haut niveau d'excellence et d'efficacité. Pour plus d'informations, le Directeur général peut être contacté à l'adresse de courrier électronique ci-dessous.

**En savoir +**  
[Ralph Munroe](#)

---

Mots clés: [#recettes](#) [#Analyse des données](#) [#douane numérique](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Dossier: Changer la donne](#)

### Appuyer les opérateurs respectueux des lois : Bahreïn lance son programme de conformité pour s'assurer que les PME profitent des mesures de facilitation

6 mars 2025

Par Nada Ebrahim, responsable de la Division de l'audit et du contrôle de la conformité, Douane de Bahreïn

La Douane de Bahreïn a mis au point un programme de conformité dans le but ultime de dynamiser les opérations de commerce international et d'augmenter les possibilités d'exportation du royaume, en particulier pour les entreprises déployant leurs activités dans les principaux secteurs économiques couverts par le Plan du gouvernement de Bahreïn et d'autres documents de politique générale, comme la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la Stratégie pour le secteur industriel du ministère de l'Industrie et du Commerce. L'objectif est également de garantir que les mesures offertes aux négociants respectueux des lois profitent non seulement aux grandes organisations commerciales mais aussi aux petites et moyennes entreprises (PME).

Le programme se base sur un cadre de conformité qui catégorise les entreprises en cinq groupes en fonction de leur niveau attesté de conformité. Plus le niveau de conformité est élevé, plus les avantages octroyés le sont également. Les cinq catégories sont les suivantes :

- « **Opérateur économique agréé** » (OEA) pour les entreprises qui ont obtenu l'agrément OEA, ce dernier validant aussi leur niveau de conformité par rapport aux exigences en matière de sécurité, dans la lignée du Cadre de normes SAFE de l'OMD.
- « **Opérateur conforme** » pour les entreprises qui ont démontré qu'elles respectaient les lois, réglementations et dispositions législatives en matière douanière et dont les systèmes commerciaux et les opérations douanières répondent à certains critères.
- « **Opérateur éligible** » pour les entreprises qui ont démontré qu'elles respectaient les lois, réglementations et dispositions législatives en matière douanière mais dont les systèmes commerciaux et les opérations douanières ne répondent pas à certains critères.
- « **Opérateur non conforme** » pour les entreprises dont il est établi qu'elles ne respectent pas les lois, réglementations et dispositions législatives en matière douanière.
- « **Opérateur non classifié** » pour les entreprises dont le niveau de conformité n'a pas été établi.



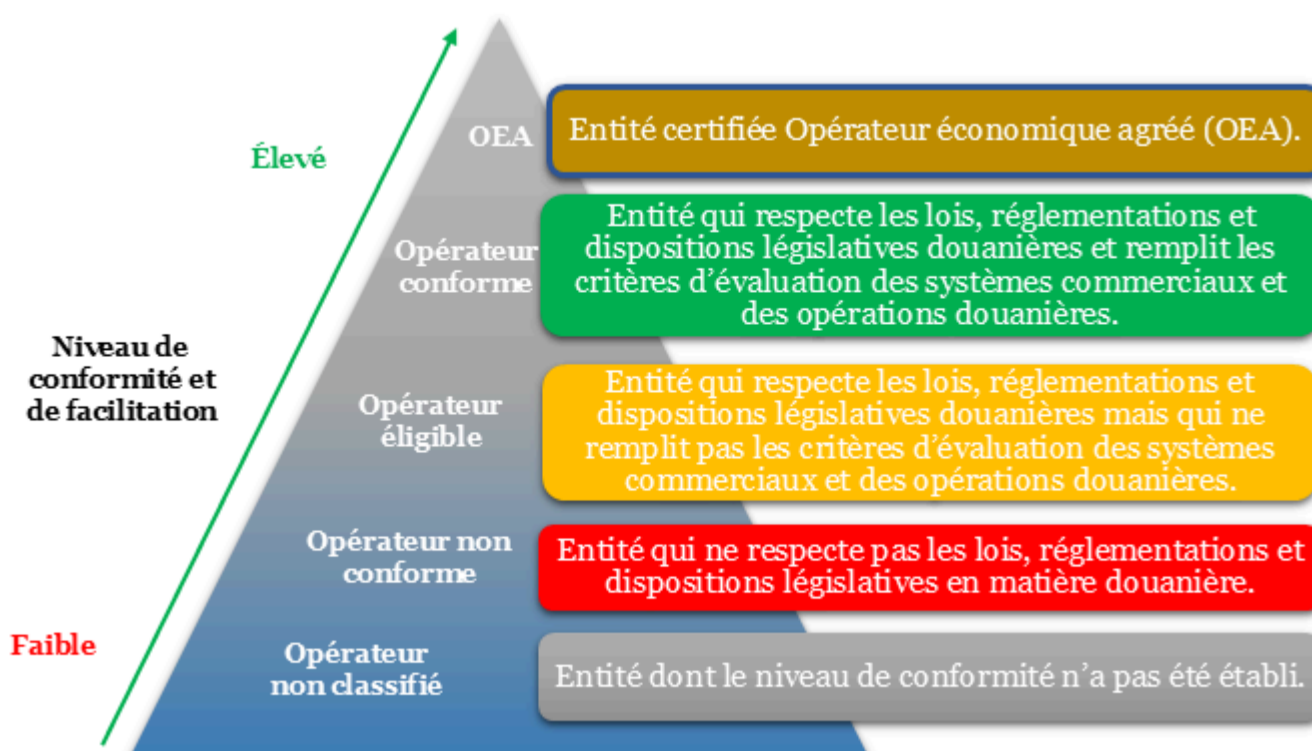
PUBLICAN  
**World**  
Your Compliance,  
Our Priority.

Get more done, faster, with AI-powered automation and complete compliance for trade professionals.

[Click for more Info](#)

L'agrément OEA est obtenu à travers un processus spécifique lancé une fois que la candidature au programme d'OEA est reçue par les autorités. Les autres niveaux de conformité sont mesurés à travers le contrôle a posteriori (CAP), c'est-à-dire moyennant l'examen structuré des données commerciales pertinentes, des contrats de vente, des états financiers et des documents non financiers, de l'inventaire matériel et d'autres actifs de l'opérateur commercial. Le but est d'obtenir une vision d'ensemble des activités commerciales de l'entité contrôlée et, sur cette base, de relever et d'analyser les domaines spécifiques de risque de ses systèmes. Un plan d'audit est alors établi, spécifiant les objectifs et la portée du contrôle, ainsi que le processus suivi. Le CAP vise également à accroître la transparence de la procédure de calcul des droits et taxes de l'Administration des douanes et à renforcer, ce faisant, la confiance du secteur commercial vis-à-vis de l'Administration. De plus, il a vocation à offrir aux entreprises des recommandations d'action pour qu'elles puissent améliorer leur conformité et remplir les critères requis au niveau de leurs systèmes commerciaux et de leurs opérations en douane.

### Diagramme : Cadre de conformité



Une explication détaillée du cadre de conformité figure dans le *Guide du contrôle a posteriori et de la conformité*, publié sur le site Web de la Douane de Bahreïn. Le guide décrit les procédures de manière transparente et sert ainsi d'outil pratique pour les parties prenantes concernées. Il vise à sensibiliser les entreprises commerciales aux exigences d'un contrôle a posteriori et d'une évaluation de la conformité, encourageant les négociants à s'autoévaluer pour déterminer leur niveau de respect des règles et les domaines à améliorer.

Le programme de conformité est particulièrement bénéfique pour les PME qui peuvent ne pas avoir la capacité de mener des audits internes, qui ont besoin d'orientations au niveau de leurs pratiques et procédures et qui peuvent ne pas avoir établi des relations fortes avec l'Administration des douanes.

À ce jour, 131 sociétés ont été classées dans la catégorie des opérateurs conformes et leur nombre ne fait que s'accroître.

Les opérateurs conformes reçoivent un certificat de reconnaissance de leur conformité et bénéficient d'avantages spécifiques tels que :

- une réduction du nombre d'inspections aux points d'entrée, ce qui permet de faciliter le mouvement des marchandises à la frontière,
- une réduction des délais d'octroi de la mainlevée,
- la possibilité d'utiliser le logo du programme à des fins de marketing dans leur correspondance et dans leurs factures commerciales, ainsi que sur leurs moyens de transport,
- la possibilité de figurer parmi les candidats présentés à d'autres autorités réglementaires gouvernementales en vue de leur inclusion dans la liste des opérateurs auxquels elles offrent des avantages (également appelée liste blanche).

Concernant ce dernier point, la Douane de Bahreïn travaille avec les autorités concernées afin d'élargir les avantages que ces dernières offrent aux opérateurs conformes et aux OEA dans le but de faciliter le développement de secteurs prometteurs, comme le secteur industriel et les PME. Cette initiative contribuera au développement durable et encouragera l'investissement dans le Royaume de Bahreïn.

**En savoir +**

[PCA@customs.gov.bh](mailto:PCA@customs.gov.bh)

---

Mots clés: [Conformité](#) [#Facilitation des échanges](#) [#OEA](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Panorama

### La douane française fait évoluer ses moyens de communication opérationnels

6 mars 2025

Par Christophe Hypolite, Agence des Communications Mobiles Opérationnelles de Sécurité et de Secours (ACMOSS)

**Pour coordonner les actions des équipes sur le terrain et assurer la sécurité des agents, la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects a fait évoluer au fil des années ses moyens de communication, passant d'un réseau radio à des solutions mobiles, pour finalement s'engager dans une nouvelle ère avec le Réseau Radio du Futur (RRF).**

Jusqu'au début des années 2000, la douane opérait son propre réseau radio pour gérer les communications avec ses agents sur le terrain. Cependant, ce réseau avait une couverture limitée qui ne répondait pas aux exigences opérationnelles d'une administration comptant 7000 agents en tenue répartis dans 200 brigades de surveillance, incluant des équipes cynophiles et motocyclistes. La présence de zones blanches nombreuses, l'obsolescence et le coût d'entretien de ce réseau ont poussé l'administration à procéder à son démantèlement.

La douane s'est alors tournée vers les réseaux mobiles qui offraient une meilleure couverture géographique et l'ensemble des agents des douanes en uniforme ont été dotés de smartphones. Cela n'a pas constitué une solution pour autant adaptée. Ces réseaux permettaient en effet des communications longue portée et un échange de données, notamment sur la géolocalisation, mais ce de manière limitée. La douane a alors envisagé une migration vers le réseau TETRAPOL utilisé par les forces de l'ordre, mais des contraintes techniques ont mis rapidement fin à ce projet.



En 2020, la douane a opéré un choix stratégique majeur en adoptant AGNet, une application développée par AIRBUS SLC qui n'a pas de réseau propre mais utilise la couverture réseau des opérateurs de téléphonie 3G/4G (en mode "Over The Top" ou "service de contournement") selon le principe du « best-effort » (les données sont acheminées par les opérateurs le mieux possible, en mobilisant les ressources disponibles, mais sans garantie de qualité).

L'adoption d'AGNet a permis d'optimiser et de sécuriser les opérations sur le terrain en dotant les agents d'un dispositif de communication moderne, sécurisé et unifié. L'application permet de passer des appels, de transmettre des fichiers vidéos, audios et photos. Il est également possible de cartographier et localiser les équipes, ainsi que de les orienter et de les soutenir de manière instantanée et plus efficace. Les équipes peuvent quant à elles faire remonter en temps réel une alerte depuis le terrain à leur centre opérationnel.

Le déploiement d'AGNet s'est fait progressivement et a été précédé d'une phase pilote menée d'octobre 2020 à juin 2021. Cette phase a permis d'identifier les besoins et de créer une doctrine d'emploi adaptée. Une étape décisive a été la dotation des équipes motocyclistes de casques et de motocyclettes spécifiquement adaptés à l'utilisation d'AGNet. Une fois cela fait, l'application a été déployée à l'ensemble des brigades de surveillance métropolitaines et des formations en cascades ont été dispensées, auxquelles se sont ajoutées des formations plus spécialisées par métier. Au total, douze formateurs nationaux et 650 ambassadeurs ont contribué à former 4 500 agents entre septembre 2021 et juin 2022. Le déploiement auprès des directions ultra-marines et garde côte est en cours.

La douane française souhaite aujourd'hui rejoindre la communauté des utilisateurs du Réseau Radio du Futur (RRF), une infrastructure de communication moderne, sécurisée et interopérable portée par [l'Agence des Communications Mobiles Opérationnelles de Sécurité et de Secours \(ACMOSS\)](#).

Le RRF s'appuie sur la couverture de deux opérateurs mobiles nationaux. Il offre des garanties en matière de qualité de service, une priorisation des communications des abonnés au RRF et une préemption des ressources de ces opérateurs en cas de nécessité. Le RRF permet également l'accès aux autres réseaux par [itinérance nationale](#). Il possède son propre centre de supervision (NOC) pour garantir la continuité des communications et son propre cœur de réseau hébergé dans les centres de données sécurisés du ministère de l'Intérieur.

Ouvert aux différents services de sécurité et de secours (pompiers, police, gendarmerie et autres services d'urgence), l'appartenance à ce réseau permet :

- de renforcer la sécurité des agents sur le terrain, dans un environnement de plus en plus dangereux.
- de communiquer facilement avec les autres services pour mieux coordonner les actions et optimiser les interventions en situation de crise.
- de renforcer la sécurité des communications grâce à des mécanismes de défense contre les cyber-menaces. Ainsi, le RRF bénéficie d'une homologation de sécurité par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information et le Centre de cyberdéfense du ministère de l'Intérieur opère une surveillance continue du réseau.
- de communiquer même en cas de crise (résilience en cas d'incident, de catastrophe naturelle ou d'attentat) grâce à une couverture étendue et des dispositifs complémentaires de couverture.

Sur ce dernier point, l'ACMOSS prévoit d'intégrer les communications satellitaires pour étendre la couverture du RRF, en particulier dans les zones reculées et les territoires d'outre-mer.

L'agence étudie également le recours aux plateformes de services haute altitude (HAPS), aéronefs stationnant à plusieurs kilomètres d'altitude et qui fournissent des services principalement de communication et d'observation sur une large zone terrestre.

L'ACMOSS s'engage également activement dans la coopération européenne à travers le projet BroadEU.net qui vise à créer un système européen, l'[EUCCS](#), qui interconnectera les réseaux nationaux de communication utilisés par les agences nationales chargées de missions critiques. L'objectif de l'ACMOSS est de connecter le RRF à l'EUCCS et de participer aux travaux d'intégration et d'interopérabilité pour garantir une communication sécurisée et fiable à travers l'Europe.

Le succès du RRF dépendra de la volonté des acteurs impliqués de collaborer efficacement et de surmonter les difficultés liées à la transition vers un nouveau système de communication. Le basculement vers le RRF n'est pas sans défis pour la douane. Il s'agit de migrer les fonctionnalités offertes aux agents, et notamment aux équipes motocyclistes, tout en assurant une continuité des services. Une phase pilote va permettre de préparer et valider le processus de migration, ainsi que de former les agents des centres opérationnels et des brigades.

L'objectif est clair. Le RRF est un projet majeur pour la modernisation des systèmes de communication des services de sécurité et de secours en France. Il offrira à la douane française une infrastructure de communication moderne, sécurisée et résiliente, permettant d'améliorer la coordination, l'efficacité et la sécurité des interventions.

**En savoir +**

<https://www.acmoss.fr/>

---

Mots clés: [#douane numérique](#) [#Technologie](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Panorama

### Nouveau programme de certification professionnelle de la Douane saoudienne pour les douaniers travaillant aux points d'entrée

6 mars 2025

Par l'Académie de la ZATCA

La Douane saoudienne (ZATCA) a mis au point un programme de certification professionnelle à l'intention des douaniers en poste dans les 64 bureaux et points d'entrée du pays. Baptisé Programme de certification professionnelle douanière ITQAN<sup>[1]</sup>, il a pour but d'améliorer les connaissances et les compétences des douaniers tout en harmonisant leurs pratiques et leur comportement sur tout le territoire. Le Programme vise surtout à relever le niveau de qualité et d'efficacité des activités douanières quotidiennes et, en définitive, à être un moteur d'excellence au sein de la Douane dans son ensemble.

#### Diagnostic

La conception du programme ITQAN s'est révélée être un exercice complexe, qui a exigé la participation d'importants interlocuteurs. Au début, la ZATCA a procédé à une analyse approfondie des activités procédurales à tous les points d'entrée. Cet examen détaillé a permis de mettre en lumière plusieurs domaines exigeant une amélioration.

Les principales constatations peuvent se résumer comme suit :

- **Une grande variabilité dans les niveaux de connaissances** : Les agents affichaient des niveaux variables de maîtrise des procédures standard, en raison de la nature spécialisée de leur rôle de calendriers de rotation du travail irréguliers. Alors que certains possédaient clairement une grande expertise dans des domaines tels que la sécurité et la surveillance, leurs connaissances et aptitudes transversales pouvaient certainement être approfondies. Il est donc apparu qu'une démarche de formation plus intégrée pouvait contribuer à garantir

que tous les douaniers soient mieux formés dans l'ensemble des domaines relevant de la responsabilité de la Douane.

- **Développement des compétences** : L'analyse a permis d'établir qu'il existait des possibilités d'améliorer les compétences techniques des douaniers. Par exemple, il aurait été potentiellement utile que certains agents perfectionnent leurs techniques relevant du contrôle des passagers et de l'inspection des conteneurs pour contribuer, par ce biais, à améliorer les délais de traitement et à renforcer la capacité de la Douane à cerner les risques potentiels en matière de sécurité.
- **Alignement des comportements** : Les niveaux de respect des normes de procédure de la ZATCA variaient sensiblement d'un bureau à l'autre. Dans certains cas, dans une volonté d'accélérer les opérations, les agents optaient parfois pour des raccourcis, ce qui montrait qu'il était clairement nécessaire de renforcer l'engagement des douaniers à respecter les protocoles établis. Il est toutefois important de noter qu'à d'autres points ou bureaux d'entrée, les douaniers respectaient scrupuleusement les normes professionnelles concernant les inspections. Ce constat représente plutôt une occasion de promouvoir une approche plus uniforme à tous les ports et points d'entrée du pays, et de garantir une plus grande cohérence en matière de conformité ainsi qu'une efficacité opérationnelle accrue.

FROM OUR SPONSOR

LET'S  
CREATE  
THE CRÉONS LE *lien*  
LINK

SOLUTIONS  
LOGICIELLES  
DOUANIÈRES &  
SÉCURITAIRES

www.conex.net

ICS2 • PNTS • CUSTOMS • WORKFLOW MANAGEMENT

**CONEX**  
I-WAY TO CUSTOMS

🇪🇺 🇫🇷 🇧🇪 🇮🇹 🇬🇧

## PROCESSUS DE CERTIFICATION

Des consultations ont été menées avec les agents de terrain, avec les équipes de direction, le personnel de l'Académie de la ZATCA et les entités de gestion des ports en vue de mettre au point un programme de certification qui permettrait d'accroître la compétence des douaniers dans diverses fonctions, notamment en matière de sécurité, d'inspection du fret, de contrôles transversaux, d'activités cynotechniques, de maniement des équipements à rayons X et de vérifications douanières.

Le programme de certification se divise en trois niveaux. Chaque niveau couvre un ensemble d'activités et de compétences et suit son propre programme de cours et son propre processus d'examen ou d'évaluation.

Les différentes étapes du niveau 1, qui correspond au niveau de certification de base, sont décrites ci-dessous. La même approche est suivie pour les niveaux 2 et 3.

## NIVEAU 1: CERTIFICATION DE BASE

**Évaluation des compétences :** Les descriptions de poste du niveau 1 comprennent une liste de compétences requises qui sont définies spécifiquement aux fins du programme de certification. Les experts évaluent la maîtrise de chaque compétence des agents par le biais de tests et d'observations qui leur permettent de recenser les lacunes éventuelles.

**Formation sur le tas et développement des compétences :** les douaniers reçoivent une formation personnalisée avec le soutien direct d'un tuteur désigné. Une variété de méthodes de formation est utilisée, allant de la formation basée sur la réalité virtuelle aux modules d'e-learning interactifs, en passant par des sessions de tutorat ciblées, dans le but de couvrir et de combler les lacunes spécifiques au niveau des compétences.

**Examen basé sur les compétences :** après avoir suivi intégralement la formation requise, les douaniers doivent passer un examen au centre d'évaluation en vue de jauger leur degré de maîtrise et d'expertise concernant les tâches et les responsabilités couvertes par le niveau 1.

### Évaluation et progression :

- **Au moins 85 % :** les agents qui obtiennent au moins 85 % des points sont autorisés à assurer toutes les activités associées au niveau 1 et se voient accorder un insigne reconnaissant leurs bons résultats et leur maîtrise professionnelle à ce titre.
- **Entre 70 % et 84 % :** les agents qui obtiennent des résultats entre 70 % et 84 % doivent suivre une formation complémentaire ciblée et repasser l'examen avant qu'ils ne puissent pleinement assurer les fonctions couvertes par le niveau 1.
- **69 % et en dessous :** les agents obtenant un score en dessous de 69 % doivent suivre un programme complet de formation et repasser une épreuve d'évaluation pour pouvoir s'acquitter des missions couvertes par le niveau 1.

Chaque niveau de formation doit être achevé dans les six mois au plus tard. Une fois qu'ils ont réussi les épreuves de niveau 3, les douaniers reçoivent un insigne valable pour deux ans qui témoigne de leur expertise avérée et de leurs bons résultats. À la fin des deux ans, un processus de renouvellement de la certification est prévu afin de garantir le niveau de maîtrise et de respect continu des normes, sachant que ces dernières peuvent avoir évolué entre-temps.

## PROGRAMME DE COURS

Dans un second temps, des modules de formation personnalisée ont été mis au point, chacun avec ses propres manuels et outils d'évaluation. Chaque module a été conçu pour améliorer non seulement les compétences techniques mais aussi les normes éthiques des douaniers. Ils ont été testés par 500 agents, dont les retours ont servi de base pour apporter des ajustements.

Le programme ITQAN inclut divers modules couvrant des thèmes tels que :

- Les lois douanières nationales et les réglementations régionales ou internationales,
- Les contrôles douaniers, y compris l'inspection non intrusive,
- La lutte contre la fraude et contre la contrebande,
- Le contrôle et la facilitation du commerce,

- La gestion des risques et les enquêtes,
- La sécurité de la chaîne logistique,
- L'évaluation en douane, les règles d'origine et la classification,
- Et enfin, le comportement éthique.

## EFFETS DU PROGRAMME

« La certification ne m'a pas seulement donné plus de confiance en moi mais elle m'a également équipé des outils nécessaires pour relever des défis complexes en adoptant une approche plus stratégique. Je suis à présent mieux préparé à contribuer aux objectifs de notre département et à améliorer notre efficacité opérationnelle », explique un agent. Un autre a déclaré que le programme de certification a complètement changé la donne pour lui. « Le programme a favorisé l'apparition d'une culture de l'excellence au sein de notre équipe », a-t-il expliqué.

À la mi-2024, 70 % des agents travaillant aux points d'entrée de l'Arabie saoudite avaient réussi leur certification de niveau 1. Des évaluations ont régulièrement été menées en vue de mesurer les effets du PCPD sur la manière dont ils s'acquittent de leur mission et de déterminer les éventuelles améliorations à apporter au programme. Les principaux paramètres de mesure utilisés sont l'exactitude des inspections, le délai nécessaire pour le traitement des dossiers et le respect des réglementations.

Après avoir suivi le programme, de nombreux douaniers ont considérablement amélioré leur performance. Le temps nécessaire au traitement des dossiers a diminué et le nombre d'erreurs a également chuté, tandis que l'exactitude des contrôles s'est accrue et le respect des procédures douanières s'est amélioré.

Les retours reçus de la part des superviseurs et des parties prenantes indiquent aussi clairement que les agents certifiés appliquent effectivement les compétences et les connaissances qu'ils ont nouvellement acquises, ce qui les amène à exécuter leur travail de manière plus efficace et précise. « J'ai moi-même pu constater les effets positifs du programme ITQAN sur mon équipe. Mes agents comprennent à présent les réglementations plus complexes et savent comment utiliser les techniques d'inspection plus sophistiquées. Je suis impressionné par la rapidité avec laquelle ils appliquent ce qu'ils ont appris en situation réelle », a déclaré un responsable d'une équipe à l'un des ports du pays. « Cette certification représente un instrument vital pour le développement professionnel de nos effectifs et pour le succès global de notre organisation », a-t-il conclu.

**En savoir +**

[HC-AcademyCP@zatca.gov.sa](mailto:HC-AcademyCP@zatca.gov.sa)

[1] ITQAN signifie maîtrise ou compétence en langue arabe.

---

Mots clés: [#formation et apprentissage](#)



**NUCTECH**

**SECURITY SCREENING SIDEKICK**

MT0200BX Cargo/Vehicle Inspection System

www.nuctech.com Tel: +8610 62780909 E-mail: info@nuctech.com

Excellent Maneuverability

Sensitive to Organics

Van-like Appearance

Optional TXI Trailer



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Panorama

### La formation révolutionnaire de la ZATCA basée sur la réalité virtuelle

6 mars 2025

Par l'Académie de la ZATCA

*L'Autorité saoudienne de la zakat, des impôts et des douanes (ZATCA) s'est engagée dans une démarche visant à améliorer sa stratégie en matière de capital humain et à maximiser le potentiel de ses employés. Au centre de cette initiative figure l'introduction de l'apprentissage immersif, une méthode de formation qui utilise la réalité virtuelle (RV) pour simuler des situations du monde réel. En utilisant la RV pour former ses agents, l'Académie est en train de transformer profondément la manière dont elle conçoit et dispense ses formations, en offrant à ses employés des expériences d'apprentissage interactives qui leur permettent de comprendre pleinement les complexités des activités d'une douane moderne.*

Au cours des dernières années, l'Académie de la ZATCA est arrivée à la conclusion qu'il était nécessaire de passer à des méthodes de formation plus interactives et plus pragmatiques. Elle a tiré plusieurs constats, allant tous dans ce sens :

- Les rapports d'assurance de la qualité et d'audit interne ont montré qu'il est possible d'améliorer encore les opérations douanières, certains agents rencontrant des difficultés pour suivre de manière cohérente les normes opérationnelles.
- Une analyse de l'efficacité des formations actuelles a révélé qu'il est aussi possible d'améliorer l'application des compétences, les douaniers exprimant un vif intérêt pour des approches de formation plus dynamiques et novatrices.
- Les enquêtes annuelles ont suggéré que les méthodes de formation devraient tenir compte des responsabilités quotidiennes des agents.



## SECURITY SCREENING SIDEKICK

MT0200BX Cargo/Vehicle Inspection System

Excellent Maneuverability Sensitive to Organics Photo-like Image

[WWW.NUCTECH.COM](http://WWW.NUCTECH.COM)

Tel: +8610 62780909

Email: [info@nuctech.com](mailto:info@nuctech.com)

### PARCOURS SUIVI POUR LA MISE EN ŒUVRE

Plusieurs administrations publiques et entreprises ont déclaré avoir obtenu des résultats positifs en utilisant des solutions de réalité virtuelle (RV) pour former leur personnel. La RV est une technologie qui consiste à créer un environnement visuel ou sensoriel artificiel en trois dimensions (3D) par le biais de la modélisation et de la simulation informatiques. Pour voir cet environnement et pour pouvoir interagir avec lui, les utilisateurs enfilent simplement un casque connecté à un ordinateur qui permet de visualiser cet espace virtuel et de traiter les informations. Certains casques sont des appareils autonomes tout-en-un qui rendent la RV vraiment facile à utiliser.

En 2023, un projet a été lancé pour remanier les pratiques de formation grâce à la technologie de la réalité virtuelle (RV). L'initiative visait à moderniser le processus d'apprentissage en offrant une approche innovante et immersive aux fins du développement des compétences. Mené par une équipe spécialisée, le projet a marqué une étape importante pour l'intégration des technologies de pointe dans la formation des effectifs. Ce projet reflète la volonté de la ZATCA de tirer parti des technologies dernier cri pour créer des solutions innovantes et orientées vers l'avenir.

Le développement et la mise en œuvre de la formation basée sur la RV ont impliqué plusieurs étapes importantes :

- une phase d'évaluation des besoins et de planification (1 à 2 mois),
- la création de contenus (3 à 6 mois),
- l'intégration du logiciel de RV et du matériel informatique nécessaire (2 à 4 mois),
- une phase d'essai pilote (2 à 3 mois),
- le plein déploiement ainsi que la collecte des retours des douaniers à des fins d'amélioration (1 à 2 mois).

Ce processus détaillé a exigé des efforts intensifs et une collaboration entre diverses parties prenantes. Une entreprise privée a été engagée pour soutenir les travaux de développement du logiciel et de conception graphique et pour rendre l'expérience plus conviviale. La collaboration entre les experts spécialisés dans divers domaines douaniers, les développeurs de RV et les concepteurs pédagogiques a permis de créer des scénarios réalistes dans le milieu de la douane. Une fois les travaux de développement achevés, l'outil pédagogique basé sur la RV a été mis à la disposition de tous les agents. Des démonstrations et séances de formation ont été organisées avec les premiers participants qui ont partagé leur expérience et expliqué les avantages de l'outil. Enfin, une plateforme web gérée par une équipe spéciale a été mise sur pied pour aider les utilisateurs et pour résoudre les problèmes éventuels. Les douaniers ont été régulièrement interrogés sur leur expérience et les cours basés sur la RV ont été améliorés en tenant compte de leur contribution.

## DIFFICULTÉS ET SOLUTIONS D'ATTÉNUATION

Les principales difficultés rencontrées lors du développement et du déploiement de la formation ont été :

- La compatibilité du matériel informatique : la formation basée sur la RV exige un matériel spécialisé, notamment des casques de RV et des détecteurs de mouvement, ce qui a nécessité une adaptation et des mises à niveau importantes de l'infrastructure informatique existante de la ZATCA. L'équipe informatique a mené une évaluation de la compatibilité et a travaillé en étroite collaboration avec la société engagée pour s'assurer que le nouveau matériel s'intègre aux systèmes actuels.
- Intégration du logiciel : le logiciel de RV devait être incorporé aux systèmes hérités de gestion des apprentissages et aux bases de données existantes. Des interfaces de programmes d'application (API) ont été utilisées pour faciliter cette intégration complexe.
- Sécurité des données et protection de la vie privée : il a été essentiel de mettre en place des mesures solides de protection des données et de préservation stricte de la vie privée pour protéger les données personnelles et sensibles de toute atteinte potentielle et de tout accès non autorisé.

## PROGRAMME DE COURS

Le cours pédagogique basé sur la RV couvre divers aspects des activités douanières, notamment l'éthique et les comportements professionnels, les procédures de lutte contre la fraude et contre la contrebande, les méthodes de gestion des risques et les techniques d'inspection avancées.

Sept cours ont été mis au point et dispensés jusqu'à présent :

- Le cours sur l'**inspection des aéronefs** enseigne aux agents à détecter la présence d'articles illégaux, tels que les drogues, les armes à feu, les explosifs et les produits de contrebande, à bord des aéronefs. Les élèves apprennent à identifier les menaces potentielles, à mener des vérifications approfondies et à prendre les mesures qui s'imposent conformément aux protocoles et aux procédures établis.
- Le cours sur l'**utilisation des scanners corporels pour détecter les cas de dissimulation in corpore** apprend aux agents à reconnaître les objets dissimulés dans le corps humain, après ingestion orale, sur les images générées par les scanners corporels et à appliquer correctement les normes sécuritaires et réglementaires.
- Le cours sur l'**éthique** fournit aux apprenants des connaissances, des compétences et des outils essentiels leur permettant de respecter les règles d'éthique conformément aux valeurs de la ZATCA, et de traiter et de signaler efficacement tout comportement contraire à l'éthique ou toute violation en la matière.

- Le cours sur les **analyses documentaires portant sur les marchandises et les indicateurs de risque** couvre les méthodes d'examen des documents relatifs aux marchandises afin de détecter rapidement les envois à haut risque.
- Le cours sur l'**inspection du fret par rayons X** porte sur les différentes fonctions de traitement de l'image utilisées par les machines à rayons X, ainsi que sur les méthodes fondamentales d'analyse et de reconnaissance des images.
- Le cours sur le **contrôle des conteneurs** offre une vue d'ensemble du processus systématique de fouille des conteneurs.
- Le cours général sur les **processus de réponse et d'évaluation concernant les saisies de produits chimiques** vise à doter les douaniers des compétences nécessaires pour cerner les risques immédiats lors de l'inspection de cargaisons susceptibles de contenir des matières dangereuses. En outre, les agents apprennent à connaître les différents types d'équipements de protection individuelle (EPI).

Le logiciel est adaptable et de nouveaux programmes de formation peuvent être téléversés et distribués à des milliers d'employés en appuyant simplement sur quelques touches.

La formation nécessite un ordinateur à haute mémoire, un écran de télévision, des casques PICO 4, une télécommande, des ordinateurs portables, un réseau Internet dédié ainsi que deux capteurs pour suivre les appareils. Les équipements ont initialement été installés à l'Académie de la ZATCA à Riyad. Pour garantir un accès plus large et subvenir au besoin de formation d'un plus grand nombre de douaniers partout dans le pays, ces équipements seront par la suite déployés dans deux autres grandes villes : Djeddah et Dammam.

Le système de formation basée sur la RV a été intégrée à la plateforme d'e-learning LMS de la ZATCA. Pour accéder au programme pédagogique et le suivre dans son intégralité, les douaniers doivent :

- **accéder au système d'e-learning** en se connectant au LMS à l'aide de leur identifiant unique existant qui leur donne un accès unifié à tous les systèmes de la ZATCA. Une fois qu'ils ont choisi le cours qui les intéresse, ils peuvent suivre la procédure d'inscription directement sur la plateforme ;
- **obtenir l'approbation du coordinateur** : suivant leur inscription, les douaniers doivent attendre que leur demande de participation au cours de formation basé sur la RV soit examinée par le coordinateur de la formation. Une fois leur demande approuvée, ils doivent s'assurer d'avoir accès au matériel nécessaire ;
- **configurer leur matériel et se connecter**: les agents doivent configurer leur équipement de RV conformément aux directives fournies, en s'assurant que les casques soient correctement connectés au réseau Internet conçu spécifiquement pour la formation en RV (un technicien est disponible pour les aider et les guider tout au long du processus) ;
- **suivre intégralement la formation** : une fois la formation terminée, le système enregistre automatiquement les résultats et les progrès dans le système d'e-learning. Les agents peuvent à tout moment consulter et examiner leurs performances ainsi que l'état d'avancement de leur formation via le LMS.

## AVANTAGES

L'utilisation de la formation axée sur la RV a permis à ZATCA :

- de réduire le temps moyen nécessaire au suivi intégral d'un cours de 30 à 10 jours ;

- de réduire de 30 % les dépenses liées à la formation. Les casques sont assez chers mais les coûts globaux restent inférieurs à ceux liés à l'organisation d'une formation traditionnelle en classe. Une analyse du retour sur investissement (ROI) sera réalisée en 2025 afin d'évaluer plus précisément les avantages financiers ;
- d'améliorer l'accessibilité de la formation en permettant à tous les agents d'y accéder depuis leur bureau.

## PERFORMANCE

Le déploiement de la formation basée sur la RV a abouti à des améliorations significatives au niveau de la performance opérationnelle et de la motivation des employés.

Les indicateurs chiffrés suivants ont été rapportés :

- les rapports d'assurance de la qualité font état, pour les douaniers qui ont suivi la formation basée sur la RV, d'une réduction de 25 % des erreurs de traitement et d'une amélioration sensible du taux de conformité aux procédures ;
- de juin 2023 à juin 2024, les saisies ont augmenté de 25 % et le temps consacré à l'inspection des conteneurs est tombé à 20 minutes ;
- le temps nécessaire pour résoudre des problèmes douaniers complexes a diminué de 20 %.

Les consultations menées auprès des douaniers formés à l'aide de la RV indiquent que dans l'ensemble, les agents s'accordent sur l'efficacité de la formation :

- 95 % d'entre eux l'ont jugée « très efficace » ou « extrêmement efficace » ;
- ils apprécient la nature immersive de la formation basée sur la RV et la possibilité de fournir un retour d'information en temps réel pour garantir la pertinence du contenu ;
- ils font état d'une meilleure rétention des connaissances et d'une meilleure capacité à les appliquer directement par comparaison à la formation en classe.

« Le cours en RV concernant l'inspection des conteneurs a eu un effet incroyable. J'exécute mon travail avec plus de précision et d'efficacité. Je suis à la fois meilleur et plus rapide », a déclaré un douanier.

Un responsable a également fait rapport d'une plus grande précision dans l'exécution des tâches et d'une plus grande confiance de la part des membres de son équipe. « La participation de mes agents au cours sur l'inspection des aéronefs basé sur la RV a changé la donne. Il a considérablement aiguisé leurs compétences en la matière, ce qui leur a permis de mener des contrôles plus rapides et plus précis », a-t-il expliqué.

## CONCLUSION

En tirant parti de la RV, la ZATCA offre une expérience de formation unique à ses effectifs. L'Autorité estime par ailleurs que ce programme constitue une référence en matière de formation douanière et encourage d'autres administrations à adopter une méthodologie de formation basée sur la RV. Les administrations intéressées et qui aimeraient en savoir plus sur l'expérience de la ZATCA sont invitées à contacter l'Autorité au courriel ci-dessous.

**En savoir +**

[HC-AcademyCP@zatca.gov.sa](mailto:HC-AcademyCP@zatca.gov.sa)

---

Mots clés: [#formation et apprentissage](#) [#Technologie](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Panorama

### Recycler les produits de contrefaçon : enseignements tirés, défis et perspectives

6 mars 2025

Par React Sustains

**React est une organisation sans but lucratif qui rassemble plus de 370 entreprises partout dans le monde dans la lutte contre la contrefaçon. Elle travaille depuis plus de trois décennies en partenariat avec les administrations des douanes de plus de 120 pays pour appuyer l'application effective des droits de propriété intellectuelle. Ce travail ne représente toutefois qu'une partie de sa mission. Consciente des conséquences de la destruction des produits contrefaisants sur l'environnement, React a lancé React Sustains, une initiative pionnière qui vise à recycler les contrefaçons.**

#### REACT SUSTAINS : TRANSFORMER LES PRODUITS DE CONTREFAÇON EN RESSOURCES

Les produits de contrefaçon confisqués finissent souvent dans des décharges ou dans des incinérateurs. Or, même lorsque la mise en décharge et l'incinération sont effectuées de manière adéquate et sans danger pour l'environnement, ces activités ont une empreinte écologique élevée. En ce sens, le recyclage apparaît comme une meilleure solution aux yeux de nombreuses administrations et entités, dont React qui, début 2015, va étudier les possibilités de désassemblage des produits contrefaisants pour en collecter les composants à des fins de recyclage. L'initiative aboutira à la création d'un projet appelé « React Sustains ».

L'équipe du projet React Sustains a d'abord procédé à une analyse approfondie des processus d'élimination et de destruction des produits contrefaisants ainsi que des méthodes de recyclage existantes. Elle a également établi un inventaire des acheteurs potentiels, en étudiant leur mode de fonctionnement, leur production et leurs exigences en matière d'acceptation de matières premières.



**CUSTOMAITE**

**CUSTOMS-TAILORED AI**  
**Cut workload by 80%**  
**and eliminate errors**

 [www.customaite.ai](http://www.customaite.ai)

Il n'a pas été nécessaire de construire de nouvelles installations pour le projet : React faisait déjà partie d'une entreprise sociale qui disposait de locaux pouvant être utilisés pour stocker, trier et désassembler les produits de contrefaçon, les composants et matériaux réutilisables devant ensuite être vendus ou fournis à des entreprises, idéalement en tant que ressources pour la fabrication de nouveaux produits. Située aux Pays-Bas, où se trouve aussi le siège de React, et baptisée « *Demontage Werkplaats Zeeland* » (DWZ, ou atelier de démontage Zélande), l'installation fonctionne sous la stricte surveillance des douanes.



Le DWZ peut recevoir des produits contrefaisants de la part de React et d'autres entités, telles que des cabinets d'avocats indépendants ou des enquêteurs. La plupart des marchandises envoyées au DWZ néanmoins sont des produits qui ont été retenus à la frontière par la Douane néerlandaise, en particulier aux grands points d'entrée comme le port de Rotterdam ou l'aéroport de Schiphol.

Le processus de désassemblage est essentiellement manuel et adapté aux spécificités de chaque catégorie de produits. Par exemple, le traitement des parfums de contrefaçon implique le tri des bouteilles en verre, des bouchons et des pièces en plastique, des emballages en papier, des feuilles d'aluminium et du contenu liquide. Dans la mesure du possible, chaque matériau trouve une nouvelle utilité : le papier est utilisé pour fabriquer du carton, le verre est fondu pour produire de nouveaux flacons et le contenu liquide est parfois réutilisé pour la fabrication de produits de nettoyage industriel. Les textiles peuvent être déchiquetés et transformés en nouveaux matériaux tels que du feutre ou des rembourrages. Les fibres synthétiques provenant de jouets et d'autres produits en plastique peuvent être recyclées pour fabriquer de nouveaux articles en plastique, comme des boîtes à ordures, par exemple. Les appareils électroniques sont entièrement démontés, les composants tels que les fils, les matières plastiques, les circuits imprimés et les métaux étant recyclés en nouveaux produits industriels ou fondus pour créer de nouveaux métaux utilisables.

La réalisation de ces opérations exige d'avoir accès à une main-d'œuvre qualifiée. React s'est associée à des institutions d'aide sociale pour recruter et former des personnes défavorisées sur le marché du travail, le but étant non seulement de leur permettre d'acquérir des compétences et une expérience professionnelle utiles mais aussi de reprendre une routine quotidienne et de renouer le contact avec le monde extérieur.

Les produits contrefaisants sont d'abord amenés dans les installations sécurisées du DWZ, où ils sont classés par catégorie et où ils sont rapidement et définitivement mis hors d'usage, avant d'être stockés. Une fois qu'un certain volume est atteint, le processus de désassemblage peut commencer.



Il y a quelques années, React Sustains a commencé à étendre ses activités à l'Espagne, à la Bulgarie, à la Turquie, à la Belgique et, plus récemment, à l'Afrique du Sud. Si une installation semblable au DWZ a été mise sur pied en 2023 à Madrid, la grande partie du travail de désassemblage des marchandises réalisé dans ces pays est généralement prise en charge par des entreprises externes.

Aux Pays-Bas, un partenariat a été établi avec Fast Feet Grinded (FFG), une entreprise qui utilise une technologie de pointe pour désassembler et séparer les composants des chaussures mises au rebut afin de les transformer en matériaux réutilisables à diverses fins, contribuant ainsi directement à l'économie circulaire.

En Turquie, React Sustains a établi un partenariat avec deux entreprises proposant des solutions durables pour l'élimination de textiles et de produits électroniques contrefaisants. Le partenaire chargé du traitement des vêtements de contrefaçon a réussi à broyer une grande partie des matériaux et à les transformer en fil à tisser. Le partenaire responsable du traitement des produits électroniques désassemble et sépare le mieux possible les différents composants des marchandises. La majeure partie du plastique est utilisée pour fabriquer des crochets ou agrafes pour vêtements, tandis que tous les circuits imprimés, les câbles, les métaux et les piles sont proposés à des tiers en vue de leur recyclage.

En Afrique du Sud, React Sustains s'est associée à Allied Group dont fait partie Allied Storage, une installation dédiée au stockage des contrefaçons qui est en train d'élargir ses activités pour offrir des options d'élimination respectueuses de l'environnement en mettant l'accent sur la notion de « zéro déchet » grâce au recyclage.

## PROMOUVOIR L'INNOVATION À TRAVERS LA COLLABORATION

React Sustains travaille également avec des chercheurs, des entrepreneurs et des entreprises de recyclage en vue de trouver des méthodes innovantes pour transformer les matières premières issues du désassemblage des articles de contrefaçon en nouveaux produits. Dans le cadre d'une coopération avec l'université d'Utrecht, des étudiants se sont ainsi penchés sur les possibilités d'utilisation du feutre produit à partir de textiles de contrefaçon recyclés notamment pour la décoration intérieure ou encore pour la fabrication de produits promotionnels d'entreprise. Ils proposent, entre autres, de fabriquer des produits fonctionnels tels que des panneaux d'insonorisation et des murs isolants.

À Alicante, en Espagne, React Sustains coopère avec Inretex, une entreprise de recyclage de textiles qui réutilise les textiles de contrefaçon pour en faire des matériaux pour matelas et divers types de feutre pour le revêtement intérieur des voitures.

En Afrique du Sud, Allied Group a créé une nouvelle entité appelée Allied Concrete qui utilise des matériaux granulés dérivés des produits de contrefaçon dans les mélanges pour béton. Cette approche innovante permet d'obtenir des matériaux de construction plus solides, plus durables et plus respectueux de l'environnement, notamment des briques, des bancs, des rebords de fenêtres et des pavés.



Par ailleurs, une autre entreprise baptisée « Allied Home » recycle les tissus et les fibres déchiquetés pour en faire des rembourrages de coussins, de repose-pieds, de poufs, etc. Ces produits recyclés et abordables sont vendus aux consommateurs sur les marchés informels des *townships* sud-africains, permettant à leurs habitants de se fournir en articles de construction et d'intérieur peu coûteux qui améliorent leurs conditions de vie tout en minimisant les déchets et les répercussions sur l'environnement.

## ENJEUX ET OBSTACLES



Malgré ces succès, il existe plusieurs obstacles au recyclage des produits de contrefaçon en matières premières.

L'un des plus grands défis a trait aux barrières réglementaires et aux cadres juridiques régissant l'élimination des marchandises saisies. Dans certains pays, la loi exige que l'élimination des articles de contrefaçon ait lieu sur le territoire où les marchandises ont été saisies, même si la seule option disponible sur ce territoire est l'incinération ou la mise en décharge. Dans les juridictions où il est légal de transférer les

marchandises saisies par-delà des frontières dans le but explicite de les recycler, comme dans le cas de l'Union européenne (UE), certains gouvernements l'interdisent. Dans d'autres juridictions, les tribunaux proscrivent la destruction des produits de contrefaçon, estimant qu'il s'agit d'un gaspillage.

La mauvaise qualité des contrefaçons constitue un autre problème non négligeable. Les articles contrefaisants sont souvent fabriqués à partir de matériaux de qualité inférieure, combinant plusieurs composants, tels que des fibres textiles et des plastiques, qui sont difficiles à séparer. Certains comportent aussi des substances dangereuses et ne peuvent pas être recyclés.

En outre, les coûts élevés du recyclage posent un problème de taille pour la gestion des contrefaçons. Des recherches menées par des étudiants de l'université de Wageningen ont conclu que, même si les produits doivent être transportés sur des longues distances pour être recyclés, les émissions générées par leur transport sont négligeables par rapport aux économies réalisées sur le plan environnemental. Or, le transport en soi augmente considérablement le coût des opérations de recyclage, ce qui rend cette option moins attrayante. Même sans tenir compte des frais de transport, le désassemblage et le recyclage sont souvent plus coûteux que l'incinération ou la mise en décharge. Les marques, qui doivent souvent couvrir les frais d'élimination des contrefaçons alors qu'elles ne les ont pas fabriquées, paient davantage pour que les produits soient recyclés.

Enfin, malgré des investissements importants dans les installations de recyclage au cours des dernières années, la demande en matériaux recyclés de la part des fabricants reste faible, notamment pour les fibres et les plastiques recyclés. Rien qu'aux Pays-Bas, plusieurs entreprises de recyclage de plastique ont fait faillite car elles ont été incapables de rivaliser avec les matières plastiques vierges importées principalement de Chine et des États-Unis, qui sont fabriquées à base de combustibles fossiles et qui restent bien meilleur marché. L'industrie du recyclage textile en Europe est confrontée à des défis similaires : les coûts excessifs de production, aggravés par la hausse des prix de l'énergie, combinés à des matières premières souvent de mauvaise qualité, font qu'en définitive le produit final reste relativement cher ; la demande en fibres recyclées demeure insuffisante en conséquence.

## APPEL À L'ACTION

Plusieurs mesures devraient être prises par les décideurs pour faciliter et promouvoir les opérations de recyclage.

### *Plaidoyer pour le principe du pollueur-payeur*

Selon la plupart des réglementations nationales et par application du principe du « pollueur-payeur » (PPP) qui se situe au cœur de la politique environnementale de l'Union européenne, le contrevenant devrait supporter les coûts de l'élimination. Malheureusement, cette charge

incombe souvent au titulaire de droits et/ou au gouvernement.

### ***Obligation pour les entreprises de transport et de logistique de fournir des données sur leurs clients***

La [recommandation de la Commission européenne](#) concernant les mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle stipule ce qui suit : « La coopération et le partage accru d'informations sont essentiels et devraient être davantage encouragés, à tous les niveaux [...]. Il convient de recenser les bonnes pratiques et de les recommander à tous les acteurs, y compris les places de marché du commerce électronique, les prestataires de services de transport et de logistique, les prestataires de services de paiement, les fournisseurs de médias sociaux, les fournisseurs de services liés aux noms de domaine, etc. »

Les entreprises de transport et de logistique devraient partager les informations sur leurs clients avec les douanes et les titulaires de droits s'il s'avère que ces clients enfreignent les DPI. Or, plus d'une fois, ces mêmes entreprises se sont montrées récalcitrantes. Un cadre juridique plus solide s'impose.

### ***Développer les infrastructures***

L'accès à des installations de stockage bon marché est essentiel pour rendre le recyclage des produits de contrefaçon économiquement viable. Les entrepôts centraux, comme celui mis en place par React à Madrid, permettent de collecter les marchandises saisies et de les stocker à un endroit centralisé. Ce type d'installation réduit les coûts d'entreposage et simplifie la logistique du transport. Les articles qui y sont stockés peuvent être regroupés et transportés en vrac vers des centres de recyclage, ce qui réduit les frais généraux mais aussi les répercussions sur l'environnement. En outre, React a démontré que la réalisation d'activités de désassemblage simples (manuelles) dans ces pôles centralisés contribue à rationaliser le processus de recyclage.

### **ET À L'AVENIR ?**

Les activités de React Sustains illustrent qu'il est possible de trouver le point d'intersection entre responsabilité environnementale, engagement social et protection de la propriété intellectuelle, et que des résultats sont possibles avec de la créativité, de la persévérance et un esprit ouvert.

Il reste malgré tout plusieurs défis à relever. Des réformes juridiques sont nécessaires pour normaliser les pratiques d'élimination durable dans toutes les juridictions. Les titulaires de marques, les autorités chargées de l'application de la loi et les législateurs doivent adopter une attitude positive et constructive. Les autorités chargées de veiller au respect de la loi, qu'il s'agisse des douanes ou des autorités du marché, doivent contribuer activement et positivement à ces efforts, en créant un environnement dans lequel il est toujours préférable de choisir l'option la plus durable.

Dans la mesure du possible, le choix de la durabilité devrait être le paramètre par défaut et toute autre démarche devrait être découragée et désapprouvée. Les services répressifs devraient au minimum faciliter l'entreposage et la collecte centralisés des produits de contrefaçon confisqués, compte tenu des avantages évidents du stockage central pour la durabilité. Une interprétation plus pragmatique des réglementations existantes, autorisant le transport transfrontalier pour recycler les contrefaçons, aurait un effet positif considérable.

Des investissements importants doivent encore être consentis dans l'infrastructure de recyclage par d'autres acteurs que les titulaires de droits de propriété intellectuelle pour surmonter les obstacles logistiques et opérationnels. Dans le même temps, il conviendra de trouver des solutions innovantes et de formuler des politiques de soutien pour répondre aux pressions économiques qui pèsent sur l'industrie du recyclage.

React Sustains s'engage également à favoriser le changement. En plaidant en faveur de la politique du pollueur-payeur, en mettant en place des installations de stockage centralisées et en coopérant avec le secteur du transport et de la logistique pour faire en sorte que les coûts soient supportés par les auteurs des infractions, React espère pouvoir étendre les activités de React Sustains. Ses efforts mettent en évidence l'importance de la collaboration entre les marques, les gouvernements et les entreprises de recyclage pour construire un avenir durable.

À mesure que la lutte contre la contrefaçon progresse, les méthodes de gestion de ses conséquences doivent également évoluer. React Sustains montre comment des solutions audacieuses et créatives peuvent transformer les défis en un vaste champ de possibilités. En transformant les déchets de contrefaçon en ressources de valeur, React protège les marques et contribue à un monde plus propre et plus durable.

**En savoir +**

[React.org](https://react.org)

[dwzbv.nl](https://dwzbv.nl)

[The Footwear Recycling Company | FastFeetGrinded](#)

[INRETEX SL | Indústria de recuperació tèxtil](#)

---

Mots clés: [#DPI](#) [#Environnement](#)

**SCREENING CARGO  
AT PORTS AND BORDERS  
IS SMART.**

**SCREENING CARGO  
ANYWHERE IS SMARTER.**



[LEARN MORE →](#)



[Other articles in this Edition >>](#)

## Panorama

### La Bulgarie déploie ses nouveaux systèmes de gestion des données pour renforcer ses capacités de surveillance et d'inspection

6 mars 2025

Par Kolyo Kolev, Directeur de la Direction des systèmes informatiques et des activités analytiques, Agence nationale des douanes de Bulgarie

**La Bulgarie est située sur une route commerciale entre l'Asie et l'Union européenne (UE) et ses points de passage terrestres situés le long de sa frontière sud-est avec la Turquie figurent parmi les plus fréquentés de l'UE. Toutes sortes d'activités de commerce illicite ont cours à ces points d'entrée, qu'il s'agisse de trafic de drogues, de contrebande d'armes, de contrefaçons et de produits dangereux, mais aussi de traite de migrants. Pour améliorer sa capacité à surveiller le mouvement des envois et à inspecter le fret, la Douane de Bulgarie est en train d'investir massivement dans divers systèmes de gestion de l'information, ainsi que dans l'apprentissage automatique en vue d'automatiser l'analyse des énormes volumes de données qu'elle recueille et entrepose. Ces systèmes sont décrits dans cet article.**

#### SYSTÈME INFORMATIQUE INTÉGRÉ À RAYONS X BULGARE

La Bulgarie a décrété que toutes les marchandises passant par ses frontières doivent être soumises à un contrôle par rayons X. À cette fin, la Douane bulgare a lancé le Système informatique intégré à rayons X BIRIS. Toutes les données générées par les appareils d'inspection non intrusive (INI) seront centralisées et analysées par les analystes d'images travaillant au centre de gestion des risques. Au début, seuls les nouveaux équipements d'INI seront connectés au système ; les anciens scanners, quant à eux, seront reliés progressivement plus avant. L'Administration travaille également avec une société externe pour mettre au point des outils de reconnaissance automatique de la menace basés sur l'apprentissage automatique afin d'aider les analystes dans leur travail. Le projet cible les marchandises qui représentent les plus grandes menaces, à savoir les armes, les drogues, les cigarettes, l'argent liquide et les personnes.

Le BIRIS sera intégré aux autres systèmes informatiques gérés par l'Administration ainsi qu'aux dispositifs de surveillance tels que les bascules, les caméras vidéo qui saisissent les numéros de plaques des véhicules, et les caméras de vidéosurveillance.

FROM OUR SPONSOR



# SCREENING CARGO AT PORTS AND BORDERS IS SMART.

# SCREENING CARGO ANYWHERE IS SMARTER.

[LEARN MORE →](#)



## SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE CENTRALISÉ

Des caméras vidéo ont été installées à tous les postes frontières, aux bureaux de douane les plus éloignés et aux entrepôts de douane. Toutes les données générées par ces appareils sont stockées dans un centre de données vidéo et gérées par le Système de vidéosurveillance et de contrôle centralisé. L'analyse des données est menée automatiquement par des algorithmes d'apprentissage automatique.

Le système représente un composant essentiel du « système informatique intégré unique pour le contrôle des moyens de transport en temps réel » qui relève les déviations des itinéraires déclarés par les opérateurs économiques et envoie automatiquement des alertes en cas d'anomalie.

## SYSTÈME DE GESTION DE LA CIRCULATION (TMS)

Le Système de gestion de la circulation (TMS) incorporera les données du Système de vidéosurveillance et de contrôle centralisé ainsi que les données générées par les systèmes de gestion de la circulation routière. En fonction de l'analyse menée par le système de gestion des risques, le TMS établira une liste des contrôles nécessaires à mener sur un envoi et l'enverra aux douaniers chargés des vérifications matérielles.

## SYSTÈME DE GESTION DES FILES D'ATTENTE (QMS)

La Douane bulgare est en train de mettre au point un Système de gestion des files d'attente (QMS) pour les véhicules de transport de marchandises sortant du pays. Le QMS permettra aux sociétés d'expédition de réserver un créneau horaire pour traverser la frontière. Il devrait

permettre d'éliminer les engorgements aux heures de pointe et les longues files de camions attendant de pouvoir passer par les postes frontières.

## SYSTÈME DE GESTION INTÉGRÉE DES FRONTIÈRES

Un autre système est en cours de développement pour réduire les temps d'attente en déviant les véhicules et en améliorant la coopération entre services frontaliers durant les contrôles. La douane, la police des frontières et l'agence bulgare de la sécurité alimentaire participent à ce projet qui devrait sensiblement renforcer la coopération et la coordination interservices sur le terrain.

**En savoir +**

[Milena Kirova](#)

---

Mots clés: [#IA](#) [#Technologie](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Panorama](#)

### La Douane brésilienne lance une application de formation en réalité virtuelle

6 mars 2025

Par Carlos Dohrn (chef de projet et développeur), Carlos Machado (conseiller en formation douanière) et Flávio Lima (responsable régional de l'innovation)

**Le Service fédéral brésilien des recettes (RFB) a dévoilé son générateur de formation douanière en réalité virtuelle (GTA-VR), une application innovante mise au point pour être utilisée avec des casques de réalité virtuelle (RV). Le GTA-VR offre aux douaniers la possibilité d'améliorer leurs compétences à travers une expérience de formation immersive et interactive. Cette initiative combine les avantages de la formation en personne et à distance tout en réduisant les coûts et les défis logistiques associés aux méthodes de formation traditionnelles.**

Les douaniers brésiliens sont confrontés à des défis de plus en plus complexes dans leur lutte contre la contrebande, l'évasion fiscale et les trafics. Ils doivent souvent faire face à des situations à haut risque, notamment à des affrontements armés avec des délinquants, et sont tenus de suivre régulièrement des formations pratiques, en particulier pour les opérations sur le terrain.

Les méthodes d'apprentissage comprennent généralement des formations en personne et des formations virtuelles dispensées par le biais de plateformes de vidéoconférence. Or, ces deux méthodes ont leurs limites. Compte tenu de l'immensité du territoire brésilien, pour réunir des agents et du matériel au même endroit, il faut pouvoir disposer de beaucoup de temps et de ressources financières, notamment pour couvrir les frais de déplacement et d'hébergement. Par ailleurs, l'enseignement en mode virtuel ne comporte pas les éléments pratiques nécessaires à la formation aux opérations de terrain.

---

FROM OUR SPONSOR

**PM4X** 

# AI-Driven Maintenance for NII Equipment

Vendor-Agnostic Solution

[Explore PM4X LPR >](#)



Maximised  
equipment  
availability



Reduced  
maintenance  
costs



Improved  
operational  
efficiency



Real-time  
health state

Le RFB a donc estimé qu'il était urgent de trouver une méthode de formation plus efficace et plus attrayante qui pourrait combler le fossé entre l'apprentissage en personne et l'apprentissage virtuel existant.

Parallèlement à cela, au sein du département Innovation du RFB, Carlos Dohrn, chef de projet et développeur de logiciels, effectuait depuis plusieurs années des recherches sur la réalité virtuelle (RV) et ses cas d'utilisation. Il a donc proposé au département Formation de lancer une expérience pilote sur l'utilisation de cette technologie. En 2023, avec l'aide de certains de ses collègues, il a commencé à travailler sur ce que l'on appelle aujourd'hui le « générateur de formation douanière en réalité virtuelle » (GTA-VR de son acronyme portugais).

## ÉTABLIR LES OBJECTIFS

Le projet GTA-VR a été conçu dans le but d'atteindre les objectifs suivants :

1. **Simulations réalistes** : créer une plateforme proposant des cas de figure reflétant la réalité du travail douanier.
2. **Participation active** : maintenir l'attention et la curiosité des participants tout au long des sessions de formation.
3. **Pertinence** : veiller à ce que le contenu soit directement applicable aux activités douanières.
4. **Renforcement de la confiance en soi** : aider les participants à prendre confiance en leurs capacités à travers des exercices pratiques dans un environnement virtuel.
5. **Évaluation des performances** : faciliter l'amélioration continue par le biais d'une évaluation des performances au cours des sessions de formation virtuelles.

## RELEVER LES DÉFIS

Le département Innovation, qui est constitué d'une petite équipe pluridisciplinaire, ne disposait pas du budget, de l'expertise et de l'équipement requis pour mener de front un projet d'une telle envergure. Carlos Dohrn n'avait quant à lui que peu d'expérience dans le développement de la RV et il a donc dû acquérir des connaissances spécialisées pour pouvoir gérer la programmation de l'application.

Les applications de RV étant très gourmandes en GPU, il a fallu trouver du matériel informatique dont le RFB ne disposait pas forcément. En outre, en raison des règles sur la passation des marchés publics et des restrictions financières, il n'a pas toujours été possible d'acheter les licences de logiciels et les cours de formation provenant d'autres pays.

Flávio Lima, le responsable régional de l'innovation au RFB qui a également travaillé sur le projet, a toutefois trouvé le moyen de contourner certaines de ces difficultés. Carlos Dohrn a reçu pour instruction de se concentrer uniquement sur le projet et tous les équipements pertinents saisis par les douanes ont été mis à la disposition de son équipe, notamment de nombreux casques de réalité virtuelle et un ordinateur portable équipé d'un processeur graphique puissant. Pour surmonter les restrictions financières, l'équipe a eu recours à des logiciels sous licence gratuite et a glané dans les documents officiels et sur Internet quantités de matériel d'apprentissage gratuit.

Le RFB s'aventurait dans la technologie de la RV pour la toute première fois mais il a su démontrer le potentiel de cette technologie de pointe pour les organismes gouvernementaux grâce à son expertise interne.

Les travaux de développement se sont déroulés en plusieurs phases :

- 1. Planification et analyse (Q1 2023):** présentation de la technologie aux parties prenantes, évaluation des besoins en formation, relevé des exigences et études de faisabilité technique.
- 2. Conception et prototypage (T2 2023):** création d'environnements virtuels, conception des interactions avec les utilisateurs et évaluation des prototypes.
- 3. Développement (T2-T3 2023):** déploiement des environnements virtuels, programmation des éléments interactifs et intégration des éléments audio et vidéo.
- 4. Essais et ajustements (T3-T4 2023):** essais auprès des utilisateurs, affinement des fonctionnalités et de la convivialité, et optimisation des performances.
- 5. Déploiement (T4 2023):** préparation du matériel de formation, installation des équipements, organisation de sessions de formation et recueil du retour des utilisateurs.
- 6. Maintenance (à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2024):** assistance permanente aux utilisateurs, correction des bogues et extension des fonctionnalités.

## CARACTÉRISTIQUES

Le GTA-VR est une application développée pour les casques Meta Quest VR. Les formateurs peuvent surveiller et enregistrer les simulations via l'ordinateur, tandis que les utilisateurs peuvent personnaliser leurs avatars et participer à titre individuel ou en collaboration avec des collègues, sur place ou à distance.

## FORMATION TACTIQUE GTA-VR

Le GTA-VR se fonde sur un cadre flexible qui peut être adapté aux besoins de formation. Il comprend actuellement les modules suivants :

- **Le module « inspection des véhicules »** avec des simulations couvrant les procédures d'approche des véhicules, les interrogatoires de suspects, les techniques de fouille et les cas d'affrontement armé.

- **Le module « arène »** qui propose une formation avancée sur le maniement des armes à feu, les mouvements tactiques, les procédures d'entrée dans les bâtiments et la gestion des situations de prise d'otages.

GTA-VR - Virtual Reality Customs Training Generator



## PRINCIPAUX AVANTAGES ET RÉACTIONS DES UTILISATEURS

L'application n'est pas destinée à remplacer les méthodes de formation traditionnelles, mais plutôt à les compléter. Elle offre plusieurs caractéristiques innovantes qui la distinguent des autres :

- **Expérience immersive** : l'environnement de réalité virtuelle offre une simulation réaliste des situations de travail tout en préservant la sécurité des participants.
- **Accessibilité à distance** : les douaniers peuvent participer à des sessions de formation à distance tout en conservant le ressenti « physique » d'une formation en personne.
- **Amélioration de l'évaluation** : la plateforme permet aux participants et aux formateurs d'enregistrer et de revoir les sessions de formation sous plusieurs angles, ce qui facilite l'évaluation des performances sans avoir recours à des caméras externes.
- **Scénarios flexibles** : les formateurs peuvent rapidement modifier les scénarios de formation et les rôles des participants via l'interface de l'application, ce qui réduit le temps de préparation et maintient le niveau de participation active des apprenants.
- **Méthode de formation rentable** : En éliminant les déplacements ainsi que le besoin de grands espaces et de mesures de sécurité spécifiques, la plateforme réduit considérablement les coûts de formation tout en préservant l'efficacité.

Lancé en novembre 2023, le GTA-VR a été intégré aux programmes de formation officiels. Deux classes de six participants chacune ont déjà suivi un programme de huit heures, composé de séances de RV et d'autres activités connexes ; ces deux sessions ont fait l'objet d'une évaluation des performances.

Dans l'enquête de motivation qui a suivi la formation, les participants ont attribué une note moyenne de 93 % à la formation, notamment pour ce qui a trait à leur capacité à rester attentifs, à la pertinence du contenu, au renforcement de la confiance et à leur niveau de satisfaction général.

Carlos Machado, conseiller en formation douanière du RFB, se dit très enthousiaste à propos de la formation en RV qui, selon lui, peut améliorer la motivation et la performance des douaniers. En pratiquant les exercices à plusieurs reprises, les agents peuvent améliorer leurs compétences dans des domaines tels que les contrôles et les vérifications ou les opérations de combat. Ils

peuvent également se rendre compte des erreurs qu'ils commettent, tant individuellement qu'en équipe, et les corriger, ce qui renforce de surcroît leur capacité à assurer la sécurité du groupe. Après avoir constaté les effets des premiers modules de formation sur les utilisateurs, Carlos Machado a l'intention d'étendre la formation virtuelle à l'analyse d'images par rayons X et à la détection des contrefaçons.

## RAYONNEMENT, COLLABORATION ET RÉCOMPENSE



Le GTA-VR à la Conférence et exposition de l'OMD sur la technologie en 2024

L'initiative a attiré l'attention des médias nationaux, y compris des journaux et de la télévision, incitant notamment l'Attaché douanier allemand au Brésil à se rendre sur place. L'application a également été présentée lors de la Conférence et Exposition sur la technologie de l'OMD en 2024.

En outre, des partenariats ont été établis avec des universités et des bureaux de douane locaux afin d'approfondir la recherche sur la RV et d'étendre son application.

Enfin, le GTA-VR a remporté le premier prix de la 23<sup>e</sup> édition des *Prix de l'Innovation du RFB* et il a également été présenté durant la *Semaine de l'Innovation du RFB 2024*, un événement en ligne ouvert au public.

## CONCLUSION

Le succès du GTA-VR illustre le potentiel de transformation de la RV dans la formation douanière, en particulier en ce qui concerne les opérations douanières. Cette initiative montre comment les agences gouvernementales peuvent tirer efficacement parti des technologies émergentes pour améliorer leurs capacités opérationnelles tout en gérant efficacement les coûts et la logistique.

**En savoir +**

[Carlos Dohrn](#)

[Carlos Eduardo Machado](#)

[Flavio Lima](#)

---

Mots clés: [#formation et apprentissage](#) [#Technologie](#)



## Streamlined Customs Clearance **IN JUST 7 CLICKS**



[Click for more Info](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

### [Panorama](#)

## L'IA au cœur des priorités de la Douane allemande

6 mars 2025

Par la Douane allemande

**La Douane allemande a déployé avec succès des outils innovants pour relever les défis associés à une gestion efficace du commerce international, en développant des solutions qui sont non seulement créatives mais aussi applicables dans la pratique aux opérations douanières quotidiennes. Le présent article met en lumière plusieurs de ces initiatives et projets dans le domaine des technologies de pointe.**

### EXPLOITER L'IA POUR AMÉLIORER LES CAPACITÉS DE CIBLAGE

Afin d'améliorer ses capacités à contrôler les risques, la Douane allemande a mis au point des outils d'analyse des données fondés sur l'apprentissage automatique qui lui permettent d'analyser systématiquement de grandes quantités de données en temps réel et d'aider les spécialistes douaniers à détecter les risques potentiels à un stade précoce. Ces outils sont en train d'être déployés à des endroits stratégiques, comme les aéroports et les ports maritimes. Chaque outil a été adapté aux menaces et aux exigences spécifiques du lieu où il est installé. Il est prévu de procéder à un exercice d'harmonisation plus avant afin de garantir qu'une même approche globale soit adoptée partout dans le pays et de pouvoir déployer les outils à tous les points d'entrée.



PUBLICAN  
**World**  
Your Compliance,  
Our Priority.

Get more done, faster, with AI-powered automation and complete compliance for trade professionals.

[Click for more Info](#)

---

Les spécialistes douaniers, les experts en informatique, les scientifiques et les praticiens ont ainsi travaillé en étroite collaboration pour créer des outils qui sont non seulement novateurs du point de vue technique mais aussi pratiques pour un usage quotidien. Les résultats préliminaires sont encourageants :

- les analystes peuvent utiliser aisément les outils, sans grande difficulté ;
- le temps de traitement à des fins d'analyse des risques a sensiblement diminué, garantissant une circulation des marchandises plus fluide et rapide ;
- la détection des envois illicites ou frauduleux a énormément gagné en précision.

### UNE USINE À APPLIS DOUANIÈRES POUR METTRE AU POINT DES APPLICATIONS DANS DES DÉLAIS TRÈS COURTS

Autre innovation lancée en 2024, la **Customs App Factory** (ou usine à applis douanières) devrait permettre à la Douane allemande de répondre de manière dynamique aux besoins des citoyens, des entreprises et des douaniers en mettant rapidement au point des applis à leur service. Huit employés de différents départements de l'Administration des douanes allemandes y travaillent. Leurs connaissances globales et spécialisées leur permettent de comprendre les besoins des agents de terrain. Ils travaillent ensuite avec des développeurs de logiciels et avec des spécialistes juridiques pour planifier, concevoir et tester les applis.

Les membres de l'équipe ont dû s'adapter à un flux de travaux beaucoup plus rapide, agile et intuitif. Ils ont également dû apprendre à s'acquitter de nouvelles tâches, notamment à rédiger des déclarations de confidentialité, des conditions d'utilisation et des avis juridiques, à obtenir et à élaborer des budgets, à communiquer avec plusieurs partenaires d'interface et à préparer des campagnes d'information à l'intention des douaniers et du grand public.

L'équipe de la Customs App Factory a récemment travaillé au développement de l'appli **eZOLL** (e-Douane en allemand) qui a été lancée le 16 décembre 2024. Cette appli permet aux destinataires d'envois postaux et express provenant de pays extérieurs à l'Union européenne de remplir et de déposer une déclaration en douane et d'acquitter les droits et taxes à n'importe quel moment et où qu'ils soient. Elle comprend également un outil basé sur l'IA qui offre une assistance pour le classement des marchandises dans la Nomenclature de l'UE.

## UN BUREAU RESPONSABLE DE L'IA

Un autre grand jalon de la transformation numérique de l'Administration des douanes allemandes a été la création d'un Bureau chargé des questions relatives à l'intelligence artificielle.

Si la Douane allemande est pleinement consciente des possibilités que l'IA lui offre pour la rendre plus efficace, plus orientée sur les besoins des citoyens et plus novatrice, elle sait aussi que l'IA doit être déployée d'une manière conforme aux lois et responsable. Le nouveau « Bureau de l'IA » intervient sur toutes les questions relatives à l'IA et sert de point centralisé de conseil et de coordination pour assurer un développement et un usage sûrs, efficaces et responsables de cette technologie.

Il garantit aussi que les activités relatives à l'IA respectent les exigences légales, notamment le [règlement sur l'intelligence artificielle](#) (règlement sur l'IA) de l'Union européenne qui a été adopté en août 2024 et qui est entré en vigueur en février 2025. Le règlement sur l'IA interdit [certaines pratiques en matière d'IA](#) qui peuvent matériellement fausser le comportement des personnes ou soulever de sérieuses inquiétudes dans les sociétés démocratiques. Il interdit en particulier les systèmes d'IA permettant la notation sociale des personnes physiques et les systèmes d'IA d'identification biométrique à distance « en temps réel » de personnes physiques dans des espaces accessibles au public à des fins répressives, avec toutefois quelques exceptions.

Le personnel affecté au Bureau a été choisi parmi les employés de l'Administration des douanes mais les recrutements futurs seront ouverts aux candidatures externes. L'équipe du Bureau travaille actuellement sur la promotion des connaissances et des compétences du personnel en matière d'IA, ainsi que sur la mise au point de formations concernant l'utilisation de cette technologie. Ces formations porteront sur des problématiques telles que la sécurité de l'information, la protection des données et les obligations fondamentales à prendre en compte lorsqu'on utilise l'IA. À un stade ultérieur, un « portefeuille IA » sera créé incluant tous les projets d'intelligence artificielle déployés par la Douane allemande.

**En savoir +**

[DVIA2.gzd@zoll.bund.de](mailto:DVIA2.gzd@zoll.bund.de)

---

Mots clés: [#IA](#) [#Technologie](#)

**NUCTECH**

**SECURITY SCREENING SIDEKICK**

MT0200BX Cargo/Vehicle Inspection System

www.nuctech.com Tel: +8610 62780909 E-mail: info@nuctech.com

Excellent Maneuverability

Sensitive to Organics

Van-like Appearance

Optional TXI Trailer



[Other articles in this Edition >>](#)

## Panorama

### Le Kenya et l'Ouganda s'attaquent au défi que représente l'échange d'images fournies par les scanners

6 mars 2025

Par Kennedy Okwany, Unité de gestion de la scanographie, Département des douanes et du contrôle des frontières, Kenya Revenue Authority

**Depuis juillet 2024, les Administrations des recettes du Kenya et d'Ouganda échangent les images générées par leurs appareils d'INI respectifs ainsi que les rapports d'analyse de ces images. Le partage de ce type de données semble avoir accru le niveau de conformité des négociants et fait chuter le nombre de cas de fraude et de commerce illicite détectés.**

En 2012, les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) établissaient un territoire douanier unique (TDU), créant un système commun de dédouanement pour les marchandises à l'entrée et à la sortie de la CAE. A ensuite été adopté un « modèle de destination » selon lequel les marchandises sont contrôlées et libérées au premier point d'entrée après évaluation et paiement des taxes exigibles dans le pays de destination. Au titre du modèle de destination de la CAE, des agents des Administrations des recettes de tous les pays de la CAE sont stationnés aux frontières de la Communauté et peuvent gérer les droits et dédouaner les marchandises à destination de leur pays respectif. Le fret est donc contrôlé à chaque point d'entrée et potentiellement aussi à la frontière, pour vérification.

L'interconnexion des systèmes douaniers a été un élément critique pour l'entrée en vigueur du TDU. Cette interconnexion a été établie sur une base bilatérale pour permettre de partager des informations et de transmettre des notifications en temps réel entre le pays de destination et les premiers points d'entrée. En 2021, un projet a été lancé pour créer une plateforme centralisée du territoire douanier unique permettant au Burundi, au Kenya, au Rwanda, à l'Ouganda, à la Tanzanie et au Sud Soudan, tous États partenaires de la CAE, de partager des déclarations en douane et d'autres informations douanières. Au lieu de relier les systèmes douaniers bilatéralement, chaque administration des douanes a dû mettre au point une interface reliant son

système douanier à la plateforme. Opérationnelle depuis juillet 2024, cette plateforme peut à présent être utilisée pour échanger les images générées par les appareils d'INI, le Kenya et l'Ouganda étant les chefs de file de cette initiative.

FROM OUR SPONSOR

 NUCTECH



## SECURITY SCREENING SIDEKICK

MT0200BX Cargo/Vehicle Inspection System

Excellent Maneuverability Sensitive to Organics Photo-like Image

[www.nuctech.com](http://www.nuctech.com)

Tel: +8610 62780909

Email: [info@nuctech.com](mailto:info@nuctech.com)

### ÉCHANGER LES IMAGES FOURNIES PAR LES SCANNERS POUR EMPÊCHER LE DÉTOURNEMENT DES MARCHANDISES AU NIVEAU NATIONAL

La Kenya Revenue Authority (KRA) et l'Uganda Revenue Authority (URA) ont renforcé leur collaboration au cours des dernières années en vue de mieux réglementer et surveiller les flux commerciaux<sup>[1]</sup>. En 2023, plus d'un million de conteneurs avaient traversé la frontière entre le Kenya et l'Ouganda et le port de Mombasa, au Kenya, gère plus de 80 % du fret maritime de l'Ouganda ; les deux pays dépendent donc énormément de leur capacité respective à contrôler efficacement les opérations commerciales. La coopération est particulièrement importante pour garantir que les marchandises en transit ou à l'exportation ne finissent pas sur leur propre marché national ou que les articles interdits ou soumis à des restrictions ne circulent pas illégalement entre les deux pays.

En 2019, l'URA et le KRA ont signé un accord bilatéral qui a donné naissance à plusieurs initiatives conjointes<sup>[2]</sup>, notamment à l'intégration de leurs systèmes centralisés respectifs d'activités d'inspection non intrusive (INI) pour faciliter le partage d'images de scanographie des marchandises.

Équipées toutes deux d'équipements d'INI provenant des mêmes fabricants, les deux autorités avaient déjà commencé à travailler sur la centralisation de leurs activités d'analyse des images au niveau national. Elles ont donc demandé à leur prestataire de service de garantir que la solution d'intégration permette de visualiser et d'analyser les divers formats d'images générées par les différents types de scanners, et que chaque machine d'INI puisse créer des images radiographiques dans le format de fichier unifié (UFF 2.0) de l'OMD qui est un format de donnée non-propritaire pour les données produites par les scanners à haute énergie.

L'intégration des deux systèmes d'INI a été effectuée via la plateforme centralisée du territoire douanier unique. Une fois que les données d'un scanner sont reçues par le système d'une des administrations, elles sont appairées avec les documents commerciaux correspondants. Les données que les deux pays ont convenu de partager sont compilées dans un « message d'image de scanner », qui contient l'en-tête de la déclaration en douane, le rapport d'analyse et les liens renvoyant vers les images UFF stockées dans le système des activités de scanographie. Le message est ensuite envoyé à la plateforme centralisée du TDU, où il est relayé vers les systèmes de l'autre administration.

## CAS DE FIGURE

Toutes les marchandises entrant sur le territoire ougandais ou le quittant passent par un scanner à haute énergie. Pour mieux comprendre comment fonctionne le processus de partage des données, prenons l'exemple de l'exportation d'un envoi depuis la République démocratique du Congo (RDC) à travers l'Ouganda et le Kenya. Les différentes étapes à suivre s'articuleraient comme suit :

1. L'exportateur soumet la déclaration en douane et les autres documents exigés via le système électronique douanier de la RDC.
2. Le camion et son fret sont passés au scanner à la frontière entre l'Ouganda et la RDC par les douaniers de l'URA. L'image et la déclaration en douane sont envoyées au Centre de commandement à Kampala.
3. Les analystes de l'URA examinent l'image par rapport à la déclaration en douane et tirent leur conclusion, c'est-à-dire qu'ils déterminent si l'envoi est suspect ou pas. Dans les deux cas, un « message d'image de scanner » est téléversé sur la Plateforme centralisée du territoire douanier unique.
4. Si les analystes concluent que l'envoi est suspect, les douaniers au point d'entrée frontalier procèdent à une vérification matérielle des marchandises.
5. S'ils concluent que l'envoi n'est pas suspect, le camion poursuit sa route et traverse l'Ouganda pour atteindre la frontière ougandaise avec le Kenya.
6. À la frontière, les agents de la KRA passent le camion et son fret au scanner. L'image et la déclaration en douane sont envoyées au Centre de commandement de Nairobi.
7. Les analystes de la KRA examinent l'image par rapport à la déclaration en douane et ont la possibilité de télécharger le « message d'image de scanner » de l'URA.
8. S'ils concluent que l'envoi est suspect, les douaniers de la KRA lancent la procédure pertinente et contrôlent manuellement le fret.
9. S'ils concluent que l'envoi n'est pas suspect, le camion poursuit sa route depuis la frontière terrestre du Kenya jusqu'à la frontière maritime, où les marchandises seront exportées.
10. À la frontière maritime, le camion et les marchandises qu'il transporte sont passés une fois de plus au scanner et l'image et la déclaration sont envoyées au Centre de commandement de Nairobi.
11. Les étapes 7, 8 et 9 se répètent alors.

## EXIGENCES

Le déploiement de la solution a exigé d'investir dans de nouveaux serveurs, des commutateurs et des pare-feux afin de construire les centres de données. Les salles destinées à accueillir les centres de données ont dû être équipées d'appareils de conditionnement de l'air, d'extincteurs d'incendie et de dispositifs permettant de maintenir la température entre 20°C et 25°C (soit 68-75°F) et le

taux d'humidité entre 40 % et 55 %. Elles devaient aussi être étanches à la poussière et être équipées d'un sol antistatique. L'URA et la KRA ont également dû accroître la capacité de leur réseau et leur niveau d'alimentation électrique.

Chaque autorité a dû veiller au déploiement des interfaces et des applications en temps voulu, mais aussi à la fourniture des données nécessaires pour tester la solution. Des gestionnaires de projet ont été spécifiquement nommés par chacune et des équipes de projet ont été constituées. Ces dernières ont travaillé avec le prestataire de service pour rédiger les exigences opérationnelles, valider les stratégies et configurer les systèmes. Les gestionnaires de projet ont aussi dû obtenir les permis requis durant l'exécution du projet et se coordonner avec les fournisseurs tiers de services de maintenance pour les systèmes d'INI.

Le prestataire de service s'est chargé de développer la solution et les interfaces qui permettent d'échanger les images radiographiques, ainsi que de fournir le matériel informatique et les logiciels requis. Il s'est par ailleurs occupé d'installer le matériel informatique dans la salle de serveurs des pays respectifs, de déployer et de déboguer les applications et interfaces dans les systèmes des douanes et des tiers, et de mener les essais d'acceptation.

## DÉFIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Depuis le lancement du nouveau régime, le Kenya a partagé plus de 20 000 images avec l'Ouganda, et ce dernier plus de 8 000 avec le Kenya. Le partage d'images semble avoir augmenté le niveau de conformité des négociants et fait baisser le nombre de cas de fraude et de commerce illicite détectés.

Le système n'en est qu'à ses débuts et les équipes techniques ont à résoudre des problèmes au quotidien. L'un des principaux défis reste le manque d'infrastructures adéquates de stockage. Le problème devra être résolu avant d'entamer la prochaine phase durant laquelle d'autres pays de la CAE devraient rejoindre le projet.

### En savoir +

[Kennedy Okwany](#)

[1] Voir l'article publié dans l'OMD Actu 92, de juin 2020:

<https://mag.wcoomd.org/fr/magazine/omd-actualites-92-juin-2020/deepening-customs-to-customs-collaboration-the-ura-kra-story/>

[2] Voir l'article paru dans l'OMD Actu n° 92, édition de juin 2020: [Renforcer la collaboration douane-douane : l'expérience de l'URA et de la KRA](#)

---

Mots clés: [#Technologie](#) [#échange de données](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## Point de vue

### Comment l'intelligence artificielle et l'Internet industriel des objets (IIoT) peuvent changer la donne pour la maintenance des systèmes à rayons X

6 mars 2025

Par Dimitar Todorov, PhD, Innovation Manager, Danlex

Il est vital de choisir la bonne stratégie de maintenance pour garantir l'efficacité, la sûreté et la longévité des systèmes d'inspection non intrusive (INI).

Aujourd'hui, les fabricants de ce type d'appareils et leurs prestataires de services après-vente offrent généralement aux clients les modèles de maintenance suivants :

- La maintenance préventive qui consiste à effectuer des activités de maintenance planifiées à des intervalles prédéterminés, qui peuvent se situer avant ou après une panne.
- La maintenance corrective qui corrige les défaillances lorsqu'elles se produisent et qui est principalement une stratégie réactive consistant à laisser un appareil « fonctionner jusqu'à ce qu'il tombe en panne ».
- L'inventaire qui exige de maintenir en permanence d'importants stocks de pièces détachées afin d'effectuer des opérations de maintenance corrective non planifiées.

Ces modèles réactifs et préventifs sont problématiques. Les clients dépensent généralement 100 % du coût d'achat de leurs appareils en frais de maintenance au cours des dix premières années, que ce soit en effectuant des tâches d'entretien inutiles ou encore des réparations d'urgence. De surcroît, la durée d'immobilisation des appareils due à une défaillance peut être longue. Le cabinet de conseil Roland Berger estime qu'environ 30 % des efforts de maintenance préventive sont inutiles. Selon Emerson Process Management<sup>[1]</sup>, une autre société de conseil, dans 30 % des

cas, ils sont contre-productifs, 70 % des pannes se produisant peu de temps après d'importantes interventions de maintenance. En outre, plus de 90 % des pannes sont généralement le résultat de conditions pouvant survenir à tout moment et de manière tout à fait inattendue.

FROM OUR SPONSOR

**PM4X** LPR

**AI-Driven Maintenance for NII Equipment**  
Vendor-Agnostic Solution

Explore PM4X LPR >

- Maximised equipment availability
- Reduced maintenance costs
- Improved operational efficiency
- Real-time health state

Emerson Process Management<sup>[1]</sup>, une autre société de conseil, dans 30 % des cas, ils sont contre-productifs, 70 % des pannes se produisant peu de temps après d'importantes interventions de maintenance. En outre, plus de 90 % des pannes sont généralement le résultat de conditions pouvant survenir à tout moment et de manière tout à fait inattendue.

#### TRANSFORMER LA MAINTENANCE À TRAVERS L'IA ET L'IIIDO

Aujourd'hui, une autre stratégie de maintenance est utilisée pour remplacer la maintenance préventive pour les composants d'équipements critiques : la maintenance conditionnelle. Les activités de maintenance sont planifiées en fonction de l'état de santé technique de l'équipement plutôt que d'un intervalle prédéfini. Le bilan de santé technique est établi par un technicien du service après-vente qui évalue à distance l'état de l'équipement à l'aide de données fournies par des capteurs et outils de surveillance en temps réel.

Cette stratégie peut être renforcée en appliquant des algorithmes d'apprentissage automatique et d'intelligence artificielle ; on parle alors de maintenance prédictive. La maintenance prédictive fournit des informations supplémentaires précieuses qui peuvent être utilisées non seulement pour améliorer la planification des activités de maintenance mais aussi pour estimer la durée de vie utile restante des équipements. Cette approche a permis à de nombreux secteurs d'activité de réduire jusqu'à 40 %<sup>[2]</sup> leurs frais de maintenance, tout en augmentant la disponibilité des équipements, en prolongeant la durée de vie des actifs, en réduisant la production de déchets et en améliorant les protocoles de sécurité.

#### COMMENT ÇA FONCTIONNE

La maintenance prédictive combine la connaissance du domaine, l'apprentissage automatique et les algorithmes d'IA pour traiter les données techniques en temps quasi réel et fournir des informations utiles sur la santé technique des composants les plus critiques.

L'application de la maintenance prédictive aux systèmes d'INI exige de recourir à des données fournies soit par les journaux du système et les capteurs intégrés existants, soit par l'installation de capteurs supplémentaires d'Internet industriel des objets (IIo). Ces capteurs IIo recueillent en continu des données en temps réel sur les principaux paramètres techniques des composants les plus critiques, tels que les générateurs, les tubes et les accélérateurs de rayons X. Ces données sont ensuite analysées à l'aide de différents algorithmes afin de relever les tendances, de détecter les anomalies et de prédire les défaillances.

En fonction de l'équipement et des besoins du client, différents types de modèles prédictifs peuvent être développés pour traiter et analyser les données relatives aux performances techniques des appareils :

- Les modèles prédictifs à court terme s'attachent à répondre aux changements opérationnels à court terme, généralement dans un délai de quelques jours à quelques semaines. Ces modèles sont particulièrement utiles pour relever les anomalies imprévues et y répondre en temps réel. Par exemple, ils peuvent détecter un comportement anormal du système de climatisation dans un système de radiographie à haute énergie, soit dans la ligne de détection, soit dans la salle technique (serveur), bien avant qu'un seuil critique prédéfini (de maintenance conditionnelle) ne soit atteint.
- Les modèles prédictifs à moyen terme étendent l'analyse prédictive aux problèmes susceptibles de se développer sur une période de quelques semaines à quelques mois. Ces modèles concernent les pièces susceptibles de tomber en panne en raison de leur usage intensif ou de leur détérioration. Par exemple, dans les systèmes de radiographie à basse énergie, ces modèles peuvent prédire la défaillance d'un générateur jusqu'à trois mois à l'avance, en surveillant ses paramètres électriques.
- Les modèles prédictifs à long terme, également connus sous le nom de modèles de survie, se concentrent sur la planification stratégique et la garantie de la fiabilité à long terme de l'appareil. Ces modèles visent à optimiser la disponibilité des pièces de rechange et des ressources tout en minimisant les coûts. L'horizon temporel de ces modèles s'étend généralement de quelques mois à un an. Par exemple, les modèles de survie peuvent prédire les taux de défaillance des magnétrons ou des thyatron sur une longue période, ce qui permet d'optimiser les pièces de rechange afin d'éviter tant le surstockage que les ruptures de stock.

## MAINTENANCE PRESCRIPTIVE

Alors que la maintenance prédictive utilise l'analyse de données pour anticiper les pannes avant qu'elles ne se produisent, la maintenance prescriptive va plus loin en proposant des recommandations au cas par cas, pour aider les spécialistes des services après-vente à résoudre les problèmes au niveau du système. La maintenance prescriptive garantit une réaction rapide et met en place des mécanismes de prise de décisions pour la gestion des pannes et leur réparation.

## TABLEAU DE BORD ET CENTRE DE CONTRÔLE DE LA MAINTENANCE

Toutes les données, tendances et informations exploitables générées par le système doivent être rassemblées et affichées sur un tableau de bord de veille stratégique. Ce tableau de bord doit permettre aux spécialistes des services après-vente et aux utilisateurs finaux de comprendre clairement l'état de santé de l'actif et les mesures à prendre pour maintenir des performances optimales.

Outre le tableau de bord décisionnel, il convient de mettre en place une équipe du service après-vente qualifiée opérant à partir d'un centre de contrôle de la maintenance, ainsi qu'un service d'assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et un service d'assistance téléphonique pour traiter

rapidement et efficacement les défaillances potentielles.

Parmi les autres services à fournir, il convient de prévoir :

- la surveillance à distance en temps réel de l'état technique de l'équipement,
- le diagnostic et le dépannage à distance,
- les interventions sur site et la fourniture des pièces de rechange nécessaires,
- des mesures de radioprotection conformes à la législation applicable, en fonction du type et de la configuration du système à rayons X utilisé.

## COÛTS

L'investissement initial pour mettre en œuvre une telle solution tourne généralement autour de 1 000 EUR par système d'INI, couvrant le matériel (dispositif d'IIdO et capteurs) et les coûts d'installation. Toutefois, selon le modèle d'abonnement privilégié, ces coûts initiaux peuvent être différés ou inclus dans les paiements en cours et, dans les faits, le capital initial exigé est nul.

Différentes modalités d'abonnement sont possibles :

- paiement à l'utilisation,
- offres groupées de produits adaptés au client,
- modèles de tarification basés sur la valeur et barèmes de prix.

Cette flexibilité permet aux administrations douanières d'adopter des solutions de maintenance prédictive sans se heurter à des obstacles financiers importants.

Il convient de mentionner que la mise en œuvre de la maintenance prédictive permet également de réduire les charges générales d'exploitation, telles que celles liées aux déplacements vers et depuis le site opérationnel à des fins de diagnostic et de réparation, ainsi que celles associées au stockage des pièces de rechange.

## PROTECTION DES DONNÉES ET CYBERSÉCURITÉ

Pour protéger les données critiques contre les cybermenaces et les vulnérabilités, il est nécessaire d'élaborer une stratégie approfondie de défense. Seules les informations techniques relatives à l'état de santé du système d'INI, comme les journaux du système et les données des capteurs, devraient être collectées et ces informations devraient être stockées dans un centre de données de contrôle de la maintenance, leur transmission devant être chiffrée à chaque étape. En outre, des pare-feu de nouvelle génération doivent être utilisés pour traiter les flux de données et bloquer les trafics potentiellement dangereux. D'autres couches de sécurité sont à prévoir, comme des systèmes de détection des intrusions, ainsi que des mécanismes de surveillance en temps réel et de réponse aux incidents pour détecter et atténuer rapidement les menaces potentielles. Des audits de sécurité, des tests de pénétration et des analyses de vulnérabilité doivent être effectués régulièrement pour s'assurer que la solution reste solide face aux cybermenaces émergentes.

## POSSIBILITÉS DE TEST

Les fournisseurs de systèmes d'INI et les administrations douanières devraient tester les solutions de maintenance prédictive en conditions réelles. Ils peuvent également demander que des projets de validation de principe soient menés gratuitement pour les types et les modèles spécifiques de systèmes à rayons X qu'ils utilisent.

**En savoir +**

[www.danlex.bg](http://www.danlex.bg) / [www.pm4x.eu](http://www.pm4x.eu)

[pm4x@danlex.bg](mailto:pm4x@danlex.bg)

[1] [White Paper: Reducing Operations & Maintenance Costs](#), Emerson Process Management 2003.

[2] [Operations & Maintenance Best Practices](#), Federal Energy Management Program, août 2010.

---

Mots clés: [#Technologie](#) [#IA](#)



[Other articles in this Edition >>](#) 

## [Point de vue](#)

### **Pourquoi les appareils de détection des vapeurs sont un outil clé dans la lutte contre les drogues**

6 mars 2025

Par Daoíz Zamora, PDG et cofondateur, MION Technologies

Selon les Nations unies, en 2022, la production mondiale de cocaïne a atteint un niveau record, avec 2 757 tonnes produites, soit une augmentation de 20 % par rapport à 2021. L'un des principaux enjeux pour les autorités chargées de l'application de la loi est de détecter efficacement la présence de drogues, en particulier de cocaïne, à l'aide d'outils d'inspection non intrusifs.

Ces outils peuvent être classés sous deux rubriques principales : les techniques de détection en vrac et les techniques de détection chimique. Dans les techniques de détection en vrac, les articles suspects à examiner sont soumis à des rayonnements électromagnétiques ou ionisants, et la présence de drogues est déterminée par l'interaction du contenu en vrac de l'article avec le champ de détection. Les techniques de détection chimique reposent sur l'analyse chimique d'échantillons d'air ou de prélèvements obtenus à l'intérieur d'un objet suspect, sur sa surface extérieure ou à proximité, afin de déterminer la présence de drogues et/ou de composants liés aux drogues. Ces composants peuvent être présents sous forme de vapeurs ou de particules microscopiques.

---

FROM OUR SPONSOR

# Comment l'IA peut-elle sécuriser vos frontières ?



Découvrir maintenant

WEBB  
FONTAINE 

[webbfontaine.com](http://webbfontaine.com)

Lorsqu'elle est appliquée aux conteneurs maritimes, l'analyse chimique des vapeurs s'est avérée particulièrement efficace. Toutes les substances sont soumises à un processus d'évaporation lorsqu'une pression spécifique leur est appliquée. Le processus d'analyse des vapeurs repose sur deux étapes distinctes. Tout d'abord, un échantillon d'air est prélevé du conteneur en introduisant une buse en téflon entre le joint de porte du conteneur. Le dispositif d'échantillonnage extrait ensuite l'air dans une trappe où un pourcentage des vapeurs provenant de l'air est recueilli sur une carte échantillon. Lorsqu'un volume d'air prédéfini est atteint, le système s'arrête automatiquement. Ce processus dure environ trois minutes par conteneur. La carte est ensuite transférée à un analyseur qui compare les molécules en présence aux informations stockées dans une bibliothèque. L'analyse est effectuée automatiquement en deux minutes environ, fournissant des informations sur les niveaux de concentration des particules ciblées à l'intérieur du conteneur et délivrant un résultat (alarme / pas d'alarme) selon des seuils prédéfinis.

Les développements récents ont rendu cette technologie particulièrement bien adaptée aux conteneurs maritimes. Le transport par voie maritime prend généralement des semaines, voire des mois, et les quantités typiques de drogues sont relativement importantes, deux conditions qui favorisent la production de vapeurs. Même lorsque la cocaïne base et le chlorhydrate de cocaïne (dont la pression de vapeur est plus faible) sont soigneusement emballés à l'aide d'adsorbants chimiques ou dissimulés avec une cargaison de fruits ou à l'intérieur de compartiments soudés et scellés, les surfaces sont généralement contaminées lors de la manipulation, et cette petite quantité de cocaïne génère une concentration de vapeurs qu'un appareil bien conçu sera en mesure de détecter. De plus, avec le temps, les vapeurs générées par la cocaïne dissimulée elle-même se frayent un chemin hors du paquet de cocaïne et hors du compartiment contenant le colis.

Des tests effectués sur des conteneurs maritimes en collaboration avec certaines administrations douanières européennes à l'aide d'un dispositif de détection des vapeurs à haute sensibilité ont révélé des capacités de détection très élevées dans les conteneurs, y compris lorsque la cocaïne était dissimulée à l'aide de méthodes sophistiquées. L'appareil a détecté des concentrations de l'ordre de quelques parties par quadrillion à l'intérieur des conteneurs, une quantité qui est un million de fois inférieure à ce qui est nécessaire à un chien de détection de drogues.

Outre une sensibilité élevée, un appareil doit avoir la capacité de différencier les vapeurs de cocaïne des autres vapeurs (sélectivité) émises par d'autres produits dans le conteneur. En effet, le nombre de composés différents présents en phase gazeuse dans un conteneur peut atteindre les milliards ou les billions de parties par quadrillion. Des tests sur des conteneurs ne contenant pas de cocaïne montrent qu'un dispositif à haute sélectivité a un faible taux de fausses alarmes, inférieur à 5 %.

La même technologie peut être utilisée pour détecter le tabac, et des développements sont en cours pour permettre l'identification de la présence d'autres drogues, en particulier des stupéfiants synthétiques.

**En savoir +**

[daoiz.zamora@miontechnologies.com](mailto:daoiz.zamora@miontechnologies.com)

---

Mots clés: [#Technologie](#) [#commerce illicite](#)